

DÉPARTEMENT DE COMMUNICATION  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

LES PREMIERS EFFETS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19  
SUR LES JOURNALISTES DU QUÉBEC

par  
CAROLINE LACROIX

travail présenté à  
MARIE-EVE CARIGNAN, directrice  
JACQUES PIETTE, évaluateur interne  
DAVID MORIN, évaluateur externe

Mémoire par insertion d'articles  
présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise en communication

Sherbrooke  
MAI 2021

## Sommaire

La pandémie de COVID-19 bouleverse le monde entier lorsqu'elle survient en mars 2020. C'est le début d'une couverture journalistique exceptionnelle où pendant des semaines, voire des mois, toutes les nouvelles portent exclusivement sur le nouveau coronavirus qui paralyse la planète. Les journalistes, qui composaient déjà avec la crise financière des médias, sont alors confrontés à un flux d'information exorbitant et au fléau de la désinformation qui prend une ampleur jamais vue jusqu'alors. À cela s'ajoutent les risques sanitaires auxquels les professionnels de l'information doivent s'adapter pour se protéger tout en poursuivant leur travail, à l'heure où le grand public cherche par tous les moyens à s'informer. Ce mémoire est l'une des premières recherches universitaires à explorer la façon dont la pandémie de coronavirus affecte les journalistes du Québec dans la production de l'information. À partir de l'analyse de neuf entretiens semi-dirigés réalisés avec des journalistes qui ont couvert activement la pandémie, nous présentons comment ils se sont adaptés à de nouvelles contraintes qui ont menacé le droit à l'information. Nous abordons également leurs perceptions quant au double rôle qu'ils ont joué, celui de messagers et de chiens de garde du gouvernement. Enfin, nous présentons leur vision de l'importance de leur métier ainsi que leurs inquiétudes quant aux effets néfastes que la pandémie pourrait avoir sur l'avenir des médias d'information. Comme les journalistes jouent un rôle névralgique dans la communication de risques, qu'on appréhende d'autres vagues de COVID-19 et que d'autres crises sanitaires surviendront certainement, il importe de bien saisir les enjeux et défis avec lesquels les professionnels de l'information

ont dû composer lors de cette pandémie mondiale. Ce mémoire établit la pertinence d'analyser le travail des professionnels de l'information et leur capacité à jouer pleinement leur rôle lors d'une prochaine crise sanitaire. De plus, il pointe vers des enjeux sur lesquels il faudra se pencher rapidement pour que les journalistes puissent continuer de réaliser leur travail.

**Mots-clés : pandémie; coronavirus; journalisme; pratiques journalistiques; médias d'information**

## **Abstract**

The COVID-19 pandemic shook the world when it struck in March 2020. For weeks and even months thereafter, media coverage was all but consumed by the new coronavirus paralyzing the planet. Journalists, already in the throes of the financial crisis facing the media, were confronted with an unprecedented flow of information and a scourge of disinformation proliferating on a scale never seen before. Compounding this situation were the health risks to which news professionals had to adapt in order to protect themselves while continuing their work, at a time when the general public was seeking information by all available means.

This thesis is one of the first academic research projects to explore how the coronavirus pandemic has affected Quebec journalists in their production of news. Based on an analysis of nine semi-structured interviews with journalists who actively covered the pandemic, the text presents how they have adapted to new constraints that have jeopardized the right to information. The thesis also addresses their perceptions of their dual role as messengers and as government watchdogs. Finally, it highlights their perspectives on the importance of their profession, as well as their concerns regarding the potential adverse impacts of the pandemic on the future of the news media. The vital role journalists play in risk communication, the anticipation of further waves of COVID-19, and the likelihood of subsequent health crises all point to the need to understand the issues and challenges faced by news professionals during this global pandemic. This thesis establishes the relevance of analyzing the work of news professionals and their ability to fully play their part in the context of future health crises, and underscores the issues that must be swiftly addressed if journalists are to be able to continue to do their work.

**Keywords: pandemic; coronavirus; journalism; journalistic practices; news media**

## Remerciements

Si vous lisez ce mémoire, c'est en grande partie grâce au soutien indéfectible de ma directrice de maîtrise, Marie-Ève Carignan, une professeure d'exception. Merci Marie-Ève, de m'avoir encouragée et guidée comme tu l'as fait, tout au long de ma démarche. Je suis privilégiée d'avoir pu compter sur ton expertise, tes réflexions éclairantes et tes judicieux conseils. Avec toi, j'ai beaucoup appris sur mon métier. Professeure Carignan, merci pour tout! J'adresse aussi mes remerciements les plus sincères aux membres du jury, les professeurs David Morin et Jacques Piette pour leurs généreux commentaires constructifs. Je tiens également à souligner que je n'aurais jamais entrepris ces études de 2<sup>e</sup> cycle sans les encouragements de Marc D. David, coresponsable de la maîtrise en communication, qui m'a persuadée qu'il était possible d'y arriver tout en poursuivant ma carrière de journaliste et en étant maman de deux jeunes enfants. Ma gratitude va également à la Fondation de l'Université de Sherbrooke pour la bourse Bell Média 2020 qui m'a été octroyée. Ma candidature a aussi été retenue pour le programme de bourses institutionnelles ainsi que la bourse de diplomation de l'Université de Sherbrooke et j'en suis fort reconnaissante.

Enfin, merci à tous mes proches, particulièrement à toi, Cédric, de m'avoir donné le courage d'aller jusqu'au bout, de m'avoir soutenue dans ce rythme de vie effrénée et de m'avoir aidée à porter tous ces chapeaux en même temps. Hugo et Benjamin, mes beaux garçons, je souhaite de tout mon cœur que vous ayez cette soif d'apprendre toute votre vie et qu'elle vous permettra aussi d'aller au bout de vos rêves. Ce vœu s'adresse aussi à vous, William et Olivier!

## Table des matières

<b>Sommaire</b> .....	<b>ii</b>
<b>Abstract</b> .....	<b>iv</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>v</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
<b>Cadre contextuel</b> .....	<b>4</b>
<i>L'attention médiatique autour de la pandémie de COVID-19</i> .....	6
<i>Un deuxième virus à endiguer : la désinformation</i> .....	8
<i>Les entorses au droit à l'information au temps du coronavirus</i> .....	12
<i>Des chefs d'État participent à la confusion</i> .....	13
<i>La crise des médias et la précarité du journalisme</i> .....	16
<b>Problématique</b> .....	<b>18</b>
<i>Questions de recherche</i> .....	18
<i>Hypothèses</i> .....	20
<b>Cadre conceptuel</b> .....	<b>22</b>
<i>La consommation de l'information à l'heure des médias sociaux</i> .....	22
<i>Quelques notions sur les normes et pratiques journalistiques</i> .....	25
<i>L'influence des conditions de travail sur la qualité de l'information</i> .....	28
<i>Effritement de la confiance du public envers les médias et les journalistes</i> .....	30
<i>Différentes visions du rôle des journalistes en ces temps de pandémie</i> .....	32
<b>Méthodologie</b> .....	<b>36</b>
<b>Présentation des résultats</b> .....	<b>41</b>
<i>Avant-propos</i> .....	41
<i>Article 1 : Pandémie de COVID-19 : de nouvelles contraintes journalistiques</i> .....	43
<i>qui menacent le droit à l'information</i> .....	43
<i>Article 2 : Une crise dans la crise : comment les journalistes perçoivent-ils leurs rôles et l'avenir du</i> <i>métier en temps de pandémie de COVID-19?</i> .....	70
<i>Résultats complémentaires</i> .....	87
<i>Les points de presse et leur impact sur l'information.</i> .....	87
<i>Perceptions des journalistes quant à la qualité de l'information.</i> .....	93
<i>Des données sur l'information reçue par le public.</i> .....	96
<b>Discussion</b> .....	<b>103</b>
<i>Des journalistes (encore plus) sous pression et en confinement</i> .....	104

<i>Des difficultés (encore plus importantes) d'accès aux sources d'information</i> .....	108
<i>« Fragile transparence », confiance chancelante</i> .....	112
<i>Des entorses au droit à l'information au Québec?</i> .....	116
<i>Rôles des journalistes : messagers et /ou chiens de garde du gouvernement ?</i> .....	119
<i>Des journalistes très inquiets quant à l'avenir des médias d'information</i> .....	121
<b>Conclusion</b> .....	<b>125</b>
<b>Références</b> .....	<b>128</b>
<b>Appendice A : Certification du comité éthique de la recherche</b> .....	<b>147</b>
<b>Appendice B : Grille thématique utilisée pour les entretiens semi-dirigés</b> .....	<b>150</b>

## **Liste des tableaux**

Tableau 1 Présentation des profils des participants à l'étude.....	37
Tableau 2. Nombre de plaintes reçues par le Conseil de presse du Québec .....	96
Tableau 3. Nombre de plaintes reçues par l'ombudsman de Radio-Canada.....	101

## **Introduction**

Les médias d'information traversent une grave crise financière lorsque la pandémie de COVID-19 arrive en sol québécois, en mars 2020. La crainte du nouveau coronavirus, qui a tué des milliers de personnes à travers le monde, est telle qu'elle pousse le gouvernement provincial de François Legault à mettre le Québec sur pause, à exiger que la population se place en confinement et à annoncer une série de mesures sanitaires qui entraînent la fermeture des écoles et de nombreuses industries, paralysant la vie sociale et communautaire ainsi que l'économie de la province. La société se retrouve plongée dans une situation hautement anxiogène nécessitant l'accès à une information juste pour lui permettre d'en saisir tous les enjeux et de s'y adapter (Généreux et al., 2020).

Comme nous le verrons dans le premier chapitre de ce mémoire, l'information est non seulement cruciale, mais une question « de vie ou de mort » en ces temps de crise sanitaire mondiale (UNESCO, 2020), d'autant que la désinformation mène une lutte féroce aux médias d'information au point où l'OMS la qualifie d'épidémie dans la pandémie (OMS, 2020a). Or, au moment où il revêt encore plus d'importance, le journalisme est déjà passablement affaibli par une crise financière qui perdure depuis des années chez les médias d'information, ce qui se traduit par des ressources humaines et financières plus limitées.

Au deuxième chapitre, nous exposons notre problématique de recherche. Considérant que les perceptions des risques au sein de la population dépendent largement de la façon dont les faits sont présentés dans les médias, cela exerce une énorme pression sur les professionnels de l'information qui doivent démêler le vrai du faux, couvrir les conférences de presse qui se multiplient et fournir une information complète – et rigoureusement vérifiée – dans le contexte de la pandémie. C'est ce qui nous amène à poser comme question principale de recherche : Quels sont les effets de la pandémie de la COVID-19 sur les pratiques journalistiques au Québec? Nous cherchons à identifier les principaux défis et enjeux rencontrés par les professionnels de l'information du Québec ainsi qu'à connaître leurs perceptions quant à leur rôle joué pendant cette crise de santé publique qui marquera assurément l'histoire du XXIe siècle. Enfin, nous voulons aussi savoir si les difficultés relatives à cette couverture journalistique exceptionnelle modifient leur vision du métier.

Au troisième chapitre, le cadre conceptuel approfondit certains concepts-clés de notre objet de recherche tels que la consommation de l'information à l'ère des médias sociaux, les facteurs pouvant influencer sur la qualité de l'information, la crise des médias qui affaiblit le pouvoir journalistique, le niveau de confiance du public envers les médias et le rôle des journalistes en temps de pandémie. Cela nous amènera à expliquer, au chapitre quatre, notre méthodologie qualitative basée sur une série d'entretiens semi-

dirigés réalisés auprès de neuf professionnels de l'information qui ont couvert activement l'actualité de la pandémie.

C'est au chapitre cinq que la synthèse de nos résultats est présentée au sein de deux articles scientifiques récemment publiés dans deux différentes revues reconnues. Le premier, s'intitulant « Pandémie de COVID-19 : de nouvelles contraintes journalistiques qui menacent le droit à l'information », paraît dans la revue *Enjeux & Société : Approches transdisciplinaires*. Le deuxième, qui a pour titre « Une crise dans la crise : comment les journalistes perçoivent-ils leurs rôles et l'avenir du métier en temps de pandémie de COVID-19? » se trouve dans *Les Cahiers du journalisme*. Nous présentons également, à l'intérieur de ce chapitre, des résultats complémentaires issus de notre recherche, mais qui n'ont pas été publiés dans ces articles.

Au chapitre six, la discussion analyse la portée de nos résultats. Elle établit en quoi ces derniers répondent à la problématique de recherche et comment ils s'inscrivent dans le cadre conceptuel. En conclusion, nous revenons sur ce que notre recherche a révélé et proposons de nouvelles pistes pour approfondir les connaissances scientifiques relatives au journalisme en temps de crise de santé publique. La prochaine section expose donc la situation extraordinaire – au sens fort du terme – dans laquelle s'inscrit notre mémoire de recherche ainsi que la problématique de recherche qui en découle.

## **Cadre contextuel**

Dans ce premier chapitre, nous présentons le contexte dans lequel notre recherche est ancrée, celui de la première pandémie mondiale à survenir depuis celle de la grippe espagnole de 1918. Nous verrons comment la couverture médiatique a pris de l'ampleur en quelques semaines pour devenir l'une des plus longues éclipses médiatiques<sup>1</sup> des dernières décennies, supplantant tous les autres événements de l'actualité, à l'instar du 11 septembre 2001 (Lalancette et Lamy, 2020).

Ce qui distingue cette couverture médiatique exceptionnelle, c'est qu'elle s'entremêle avec un niveau inédit de désinformation en ligne, alors qu'une importante proportion de la population a transformé ses pratiques informationnelles pour se tourner vers le numérique. Nous verrons que cela inquiète grandement l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). À cela s'ajoute la confusion alimentée par certains chefs d'État qui vont jusqu'à remettre en question l'existence même du virus et de la pandémie. Ces derniers n'hésitent pas à discréditer, intimider ou censurer les journalistes.

<sup>1</sup> Une éclipse médiatique fait référence à l'importance de la couverture médiatique d'une situation. L'Office québécois de la langue française explique qu'on peut généralement parler d'une éclipse médiatique quand 20% de l'espace médiatique est occupé par un seul et même sujet (OQLF, 2017).

Tout cela survient alors que les médias d'information sont frappés de plein fouet par une crise financière qui va s'exacerber avec la pandémie, se matérialisant par des conditions de travail encore plus précaires pour les professionnels de l'information.

## **L'attention médiatique autour de la pandémie de COVID-19**

La couverture journalistique de la COVID-19 débute en janvier 2020 lorsqu'on apprend qu'un nouveau coronavirus, dont l'agent pathogène est le SARS-CoV-2, a été détecté en Chine. En Occident, le regard est alors essentiellement tourné sur l'annulation, en Asie, des festivités du Nouvel An lunaire et sur la mise en confinement de la ville de Wuhan, là où les cas de contamination et de décès se multiplient (OMS, 2020b). Au fil des semaines, la planète assiste avec impuissance à la propagation fulgurante de ce virus jusqu'alors inconnu : le nombre de personnes contaminées et de décès croît de façon exponentielle, de plus en plus de pays sont touchés (Milasin et Baert, 2020) et la crise prend une dimension internationale. La communauté scientifique s'active alors pour faire avancer les connaissances médicales, trouver un traitement et développer un vaccin afin d'enrayer cette nouvelle menace à la santé de la population (Amanat et Krammer, 2020).

Le 11 mars 2020, l'OMS déclare que le monde entier fait face à une pandémie. Le directeur général de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus, appelle alors la communauté internationale à mieux s'organiser et à prendre la menace au sérieux. Il se dit préoccupé, tant par la propagation du virus que « par l'insuffisance des mesures prises » dans le monde (OMS, 2020c). Au Canada, les autorités de santé publique, qui affirmaient depuis des semaines que les risques de contamination en sol canadien étaient

faibles, changent de ton et intensifient leurs actions. Le gouvernement du Québec<sup>2</sup> adopte alors une série de mesures sanitaires strictes qui forcent la fermeture des écoles et de tous les commerces jugés non essentiels, en plus d'exiger que la population s'isole et se tourne vers le télétravail, tout en limitant les contacts sociaux au maximum. Les journalistes n'y échappent pas : ils doivent s'adapter à cette nouvelle réalité. C'est le début d'une couverture journalistique sans précédent, tant humainement que professionnellement. « Toutes et tous ont été plongés dans la première vague de la COVID-19, happés par le ressac de la désinformation, de la misère humaine, impuissants face à l'incertitude de cette crise » (Landry, 2020).

Pendant ce temps, le nouveau coronavirus occupe toute la place dans les bulletins de nouvelles et la population cherche à s'informer par tous les moyens. Les journalistes doivent composer avec les risques de contracter le virus s'ils vont sur le terrain, ou s'ils poursuivent leur travail en équipe dans les salles de rédaction. Ils font également face à un flux d'information jamais vu portant sur tous les aspects de la pandémie : la progression du virus, les impacts sociaux et économiques, les décisions politiques, les découvertes scientifiques, ce qui plonge les médias d'information dans une éclipse médiatique inédite, selon Lalancette et Lamy (2020). Ces auteurs expliquent que : « [l]es

<sup>2</sup> Cette province canadienne deviendra celle qui aura enregistré le plus grand nombre d'infections et de décès au pays lors de ce qu'on appelle la première vague, c'est-à-dire lors des premiers mois de la pandémie, entre les mois de mars et juin 2020 (Breton et Hudon, 2020).

médias voient alors leur rôle de chiens de garde de la démocratie et d'informateurs en chef renouvelé et prendre une importance névralgique, surtout à l'ère des fausses nouvelles et de la désinformation » (Lalancette et Lamy, 2020). De fait, nous verrons dans la prochaine section de ce chapitre que la désinformation en ligne atteint des niveaux inégalés, ce qui amène l'OMS à interpellier les journalistes pour tenter de contrer ce phénomène.

### **Un deuxième virus à endiguer : la désinformation**

« Les informations fausses se propagent plus vite et plus facilement que ce virus, et elles sont tout aussi dangereuses », déclare le directeur général de l'OMS lors d'une conférence à Munich (OMS, 2020a), nommant « infodémie<sup>3</sup> le déluge de désinformation observé sur le Web. Cette mise en garde va dans le sens des observations de Sauvé (2020) : « c'est un vrai cauchemar informationnel que la pandémie a généré dans les réseaux sociaux numériques » écrit-il, soulignant que la population croyait, jusqu'à l'apparition de la pandémie, que les *fake news*<sup>4</sup> n'étaient associées qu'aux élections et aux référendums tronqués. Cette fois, elles s'invitent, de façon exponentielle, dans la pire crise sanitaire mondiale des cent dernières années, alors qu'on sait qu'elles ébranlent la confiance du

<sup>3</sup> L'Office québécois de la langue française définit le terme « infodémie » comme une surabondance d'informations, de véracité très variable, concernant un problème d'ordre public et particulièrement d'actualité, qui entrave sa résolution en empêchant la population générale de trouver des informations fiables et d'agir en conséquence (OQLF, 2020).

<sup>4</sup> Nous nous référons à la définition de « *fake news* » donnée par Sauvé (2019) : « Les *fake news* (« infausses ») sont des informations inexactes, non récupérables, diffusées sans contrôle journalistique à un large public par l'intermédiaire des réseaux sociaux. Elles ont pour but de tromper le public à des fins mercantiles ou idéologiques ou encore d'amuser. » (Sauvé, 2019, p.15).

public envers les institutions et peuvent affecter la capacité des citoyens à prendre des décisions éclairées (Caron-Malenfant et Huot, 2019; Sauvé, 2019). Dans plusieurs pays, et particulièrement aux États-Unis, cette confiance du public envers les médias traditionnels était déjà effritée avant même l'éclatement de la pandémie mondiale<sup>5</sup>.

L'OMS lance alors un appel à tous, incluant les professionnels de l'information :

Nous travaillons aussi avec des entreprises du secteur des moteurs de recherche et des médias sociaux, comme Facebook, Google, Pinterest, Tencent, Twitter, TikTok, YouTube, et d'autres encore, dans le but d'enrayer la propagation des rumeurs et des informations mensongères. Nous appelons l'ensemble des gouvernements, des entreprises et des organes de presse à nous aider à tirer la sonnette d'alarme sans pour autant alimenter l'hystérie. (OMS, 2020a)

Au moment de cette déclaration, 70 médias s'étaient déjà regroupés au sein d'un projet de collaboration journalistique appelé l'International Fact-Checking Network (IFCN)<sup>6</sup> afin de recenser et vérifier les fausses nouvelles les plus partagées ou les plus dangereuses, notamment au sujet du nouveau coronavirus. Or, devant cette crise de désinformation d'une ampleur jamais vue, ils n'arrivent plus à fournir, comme en témoigne Jeff Yates, un journaliste spécialisé en vérification des faits. « De nombreux internautes ont envoyé des

<sup>5</sup> Une enquête menée par la firme CROP révélait à l'automne 2019 qu'une majorité de Québécois vouaient toutefois une grande confiance envers les médias et les journalistes. Cependant, 52,8% des répondants estimaient que les journalistes se laissaient manipuler par les politiciens (Langlois et al., 2019). Nous verrons davantage d'information à ce sujet dans le cadre conceptuel.

<sup>6</sup> Une députée norvégienne a proposé la candidature du IFCN pour le Prix Nobel de la paix 2021, en raison de son combat en faveur de la vérité (AFP, 2021)

messages aux *Décodeurs*<sup>7</sup> pour nous demander de vérifier ici une vidéo, là un article<sup>8</sup>. Nous ne pouvons pas tout vérifier (...) Il en revient aux internautes d'éviter de participer au raz-de-marée<sup>9</sup> » (Yates, 2020).

Cette situation inquiète le directeur du Global Digital Citizenship Lab de l'Université de York, Fuyuki Kurasawa, qui estime que la désinformation relative à la pandémie mondiale peut avoir de sérieuses conséquences et se transformer en panique sociale. Il explique que le danger réside dans le fait qu'il puisse se créer un climat de méfiance envers les gouvernements et les sources fiables d'information et que l'environnement dans les réseaux sociaux se dégrade au point où la spéculation, les rumeurs et les théories du complot prennent le dessus et éclipsent les informations factuelles (Pauls et Yates, 2020).

Ce lien entre la méfiance envers les autorités et l'adhésion aux thèses complotistes est documenté dans plusieurs études (Luhmann, 2006; Renard, 2015).

<sup>7</sup>Les *Décodeurs* sont des journalistes de Radio-Canada qui traquent les fausses informations qui se propagent sur les réseaux sociaux dans le but de combattre la désinformation. Ils animent une émission du même nom.

<sup>8</sup>À ce propos, Boulanger et Tousignant (2020) rapportent que les *Décodeurs* ont reçu, du 1<sup>er</sup> mars au 31 août 2020, 5 230 courriels provenant de milliers d'internautes désirant vérifier la validité d'informations circulant sur le Web.

<sup>9</sup>Nous verrons plus loin qu'une grande partie du public avoue avoir du mal à faire le tri entre le vrai et le faux parmi ce qui est véhiculé en ligne.

S'informer régulièrement dans les réseaux sociaux, ce qui est de plus en plus la norme (Giroux, Proulx et Souissi., 2017), serait aussi associé à « un risque accru d'anxiété généralisée ou de dépression majeure », selon une étude internationale portant sur la pandémie de COVID-19 (Généreux et al., 2020). Cette étude révèle que les impacts psychosociaux et le traitement médiatique de la crise sanitaire peuvent moduler les perceptions du public face à la pandémie. Une perte de confiance envers les institutions jumelée à un sentiment de peur peut aussi influencer le niveau d'adhésion du public envers les recommandations des autorités de santé publique en temps de crise, en plus de faciliter l'adhésion aux thèses complotistes (Limayeh, 2020; Miller (2020).

Ce qui ajoute à la complexité de la situation, c'est que la majorité des informations sur le virus émanent alors principalement de la Chine. Cela alimente la suspicion quant à de possibles manipulations informationnelles.

Le doute plane toujours sur la validité des statistiques fournies par le régime communiste portant sur les taux de mortalité et les niveaux de contagion sur son territoire. [...] Faut-il croire Pékin sur parole, ou alors le régime minimise-t-il délibérément le nombre de décès dus à la COVID-19? (de Lancer, 2020a).

Nous verrons dans les prochaines pages que lutter contre l'infodémie en diffusant des « faits » est plus facile à dire qu'à faire, surtout lorsque le travail des journalistes est entravé par différentes entorses au droit à l'information et que des chefs d'État alimentent volontairement la confusion.

### **Les entorses au droit à l'information au temps du coronavirus**

À l'heure de la mondialisation et des crises globales, la manipulation de l'information peut avoir des effets néfastes sur toute la communauté internationale. Ainsi, au même titre que les changements climatiques et les crises des réfugiés, l'humanité tout entière est concernée par la pandémie de COVID-19. Toutefois, plusieurs pays autoritaires profitent de la pandémie pour augmenter la censure des médias, selon Reporters sans frontières (RSF), qui estime que le contrôle exercé par la Chine<sup>10</sup> a nui aux autres pays dans leur capacité à obtenir un portrait réel de la situation pandémique et à se préparer en conséquence : « Sans la censure imposée par le régime de Pékin, les médias chinois auraient informé bien plus tôt le public de la gravité de l'épidémie, épargnant des milliers de vies et évitant peut-être la pandémie » (RSF, 2020a). Estimant donc qu'une libre circulation de l'information aurait permis de mieux faire face au virus, RSF crée l'Observatoire 19<sup>11</sup> afin de documenter les entorses au droit du public à l'information et mesurer l'impact de la pandémie sur l'exercice du journalisme à l'international. L'ONG y affirme que Pékin durcit « encore davantage son contrôle des médias, interdisant la publication de toute information remettant en cause sa gestion » (RSF, 2020b), que le

<sup>10</sup>La Chine occupe le 177e rang sur 180 dans le Classement mondial de la liberté de la presse 2020 de RSF. (RSF, 2020b)

<sup>11</sup>Le projet de Reporters sans frontières est nommé « Observatoire 19 » en référence à la COVID-19, mais également à l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme qui stipule que « tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » (Organisation des Nations Unies [ONU], 1948).

travail journalistique est impossible à exercer en Corée du Nord, et qu'un journaliste s'est vu contraint de présenter des excuses publiques à la demande du président philippin pour avoir critiqué l'inaction du gouvernement face à la crise sanitaire. De plus, RSF révèle que les journalistes de tous les continents ont été la cible d'intimidation, d'attaques verbales, de détentions commandées par des régimes autoritaires ou de retraits d'accréditation en couvrant l'actualité pandémique. L'Observatoire 19 rapporte aussi que le régime iranien « a tout mis en œuvre pour limiter la libre circulation d'informations sur la crise sanitaire » et que le président brésilien s'acharne sur les médias plutôt que de mettre en place des mesures sanitaires pour contrer le virus. En plus de ces entorses visant directement les médias et les journalistes, nous verrons que certains chefs d'État n'hésitent pas à faire de fausses déclarations qui nourrissent le chaos informationnel.

### **Des chefs d'État participent à la confusion**

Tel que mentionné précédemment, le président du Brésil, Jair Bolsonaro, discrédite régulièrement les médias traditionnels, mais il ne fait pas cavalier seul en ce sens : le président des États-Unis, Donald Trump<sup>12</sup>, en fait une marque de commerce. Ce dernier a d'ailleurs vigoureusement popularisé l'expression *fake news* depuis le début de sa présidence. Donald Trump s'en prend fréquemment aux médias et aux journalistes<sup>13</sup>

<sup>12</sup> Donald Trump fut le 45<sup>e</sup> président des États-Unis, de 2017 à 2021.

<sup>13</sup> Dès son premier jour au pouvoir, le 46<sup>e</sup> président américain, Joe Biden, a promis le retour de la vérité et de la transparence aux journalistes présents à la Maison-Blanche (Forbes, 2021).

qu'il accuse de mal rapporter ses propos et de créer des nouvelles de toutes pièces, ce qui contribue à miner la confiance du public envers les médias traditionnels (Jacob, 2020; Roy, 2019). En plus de ses déclarations minimisant l'ampleur de la crise, ses affirmations au sujet de la pandémie de COVID-19 peuvent être fausses et dangereuses. Il suggère, par exemple, que le virus va disparaître avec la chaleur de l'été (de Lancer, 2020b). Il propose aussi que des recherches soient menées pour vérifier l'efficacité d'injections de désinfectant pour combattre le coronavirus (Biron, 2020), ce qui fait bondir l'OMS et le fabricant Lysol qui répliquent aussitôt par des avertissements publics pour éviter que des gens soient tentés d'en faire le test<sup>14</sup>. En plus des présidents américain et brésilien, le premier ministre du Royaume-Uni, Boris Johnson, tient également des discours entretenant la confusion, jusqu'à ce qu'il soit lui-même hospitalisé aux soins intensifs en raison de la COVID-19 (BBC, 2020).

Ces exemples démontrent à quel point le public a été soumis à des informations contradictoires et combien certaines populations dans le monde ont pu avoir du mal à accéder à des faits rigoureusement vérifiés par des sources indépendantes lors de l'écllosion de la crise sanitaire, comme l'explique Marie-Ève Carignan, professeure au

<sup>14</sup>De nombreux empoisonnements ont été rapportés aux États-Unis en lien avec l'ingestion de désinfectant, entraînant la mort d'au moins quatre personnes (Associated Press, 2020).

Département de communication à l'Université de Sherbrooke : « C'est certain que si des politiciens partagent de fausses nouvelles ou de fausses informations, ça vient renforcer les propos de certains qui y adhèrent déjà. Ça leur donne du poids dans leur argumentation » (Biron, 2020).

Au 16<sup>e</sup> rang du Classement mondial de la liberté de presse 2020 de Reporters sans frontières, le Canada est présenté comme un pays de plus en plus engagé à protéger le droit à l'information. Il n'est donc pas surprenant que les autorités canadiennes et provinciales aient multiplié les points de presse tout au long de la gestion de la crise. Toutefois, comme l'industrie du journalisme est fortement secouée par la crise des médias qui sévit depuis la révolution numérique, il nous semble hautement pertinent d'analyser comment s'est exercé le métier de journaliste pendant la pandémie, alors que l'information revêt une si grande importance en ces temps de crises.

## **La crise des médias et la précarité du journalisme**

La pandémie de COVID-19 survient donc à un moment critique pour les médias d'information. Au Canada, comme dans bon nombre de pays occidentaux, les entreprises de presse crient famine et multiplient leurs interventions auprès des gouvernements pour réclamer de l'aide financière afin d'assurer leur survie. Il faut dire que le modèle d'affaires des médias d'information, reposant essentiellement sur des revenus publicitaires, ne tient plus la route depuis que les géants du numérique attirent la majorité des annonceurs. À eux seuls, Google et Facebook engrangeraient près de 80% de tous les revenus publicitaires numériques au Canada (Canadian Media Concentration Research Project [CMCRP], 2019). Cela représente près de deux milliards de dollars, pour le Québec uniquement, selon les calculs de Roy (2019). Cet exode de revenus est dévastateur pour l'industrie des médias d'information et, par conséquent, pour le journalisme. En une décennie, plus de 225 journaux hebdomadaires, des dizaines de quotidiens et 12 000 postes de journalistes ont disparu au Canada (Forum des politiques publiques, 2017). Les professionnels de l'information sont donc de moins en moins nombreux, ce qui réduit inévitablement leur capacité à exercer un journalisme fort et à pouvoir en défendre l'importance (Martel, 2018; Posetti et Ireton, 2018). En raison des compressions de postes, des statuts de plus en plus précaires des journalistes et des départs anticipés à la retraite, le Forum des politiques publiques s'interroge même à savoir si les médias d'information canadiens sont toujours en mesure d'assurer « une couverture régulière, routinière et solide des institutions civiques » (2017, p. 28).

Cette fragilité financière des médias d'information prend de l'ampleur dès le début de la pandémie en raison de la crise économique liée à la COVID-19 qui force la plupart des annonceurs à annuler leurs achats publicitaires (Scott et Touitou, 2020). « La mise à l'arrêt de pans entiers de l'économie, et tout particulièrement du commerce de détail, pour lutter contre la propagation du coronavirus a fait très mal aux médias, même s'ils étaient considérés comme des services essentiels » (Giroux, 2020, p.100). À l'échelle canadienne, 78 médias d'information réduisent alors leurs effectifs et 50 journaux cessent leurs activités de façon temporaire ou permanente (Wechsler, 2020).

Malgré leur contexte financier difficile, plusieurs organes de presse québécois choisissent tout de même d'informer le public sans exiger de paiement ou d'abonnement en retour. À titre d'exemples, les chaînes d'information RDI et LCN débrouillent leur signal pendant plusieurs mois afin de rendre leurs bulletins de nouvelles accessibles au public. Le quotidien *Le Devoir* décide également de laisser ses articles portant sur la pandémie en libre accès sur son site Internet qui comporte habituellement un mur payant. Selon l'UNESCO, les médias internationaux sont nombreux à faire de même au début de la pandémie. D'ailleurs, l'organisme salue ce geste posé au nom de l'intérêt public, en soulignant que l'accès à des informations exactes et vérifiées produites par des médias d'information indépendants peut être, en ces temps de pandémie, « une question de vie ou de mort » (UNESCO, 2020). C'est ce qui nous amène à élaborer nos objectifs et notre problématique de recherche.

## **Problématique**

Dans le cadre de cette recherche, nous cherchons à documenter le travail des professionnels de l'information du Québec lors des premières semaines de la pandémie de coronavirus. Nous souhaitons identifier, analyser et comprendre les impacts de la crise sanitaire sur les pratiques professionnelles des journalistes en mettant en lumière les principaux défis et les enjeux auxquels ils sont confrontés. Nous cherchons aussi à connaître les perceptions des journalistes quant à leurs rôles lors de cette couverture médiatique particulièrement exigeante.

## **Questions de recherche**

Alors qu'une crise sanitaire et informationnelle sans précédent éclate au printemps 2020, l'OMS insiste sur l'importance des informations indépendantes et vérifiées. Comme nous l'avons vu, la prolifération de la désinformation dans les réseaux sociaux, les déclarations controversées de chefs d'État et les difficultés financières que traversent les médias d'information constituent différents facteurs qui mettent une pression importante sur les entreprises de presse et les journalistes.

Au moment où nous formulons nos questions de recherche, au début avril 2020, cela fait moins d'un mois que la pandémie de COVID-19 est déclarée par l'OMS. En état d'urgence, le Québec, qui a fermé tous ses établissements scolaires et les commerces non-essentiels, entre dans une phase encore plus critique (Chouinard, 2020). Les experts estiment qu'entre 1000 et 8000 décès vont survenir en moins d'un mois et craignent que

les besoins en hospitalisations dépassent la capacité du réseau de la santé (Dion, 2020). C'est dans ce contexte que nous nous intéressons aux défis des journalistes du Québec appelés à couvrir la pandémie de COVID-19. Puisque ces derniers jouent un rôle essentiel en produisant de l'information respectant des standards professionnels soumis à des normes déontologiques, et que cette information est primordiale voire vitale en ces temps de crise sanitaire, notamment selon l'OMS (2020a) et l'UNESCO (2020), nous voulons déterminer dans quelles conditions les professionnels de l'information exercent leur métier. Notre question principale de recherche est donc la suivante : **Quels sont les effets de la pandémie de la COVID-19 sur les pratiques journalistiques au Québec?** Dans cette recherche exploratoire, l'une des premières à se pencher sur le travail des journalistes québécois en ces temps de COVID-19, nous cherchons également à répondre à ces sous-questions :

- 1- Quels sont les principaux défis et enjeux rencontrés par les professionnels de l'information du Québec dans la couverture de cette crise sanitaire?
- 2- Quelles sont les perceptions des journalistes quant à leur(s) rôle(s) pendant la crise sanitaire?
- 3- La pandémie a-t-elle changé la vision de leur métier? Si oui, comment?

Nous formulons quelques hypothèses de recherche dans la prochaine section<sup>15</sup>.

<sup>15</sup> À titre informatif, l'auteure de ce mémoire s'est également intéressée aux perceptions du public par rapport à la couverture journalistique de la pandémie. Cela ne faisait pas partie des questions initiales de recherche, mais les résultats ont amené la chercheuse à explorer cette dimension. Nous présenterons les données obtenues à ce sujet dans la section « Résultats complémentaires » (voir page 92).

## **Hypothèses**

Compte tenu des circonstances et de notre connaissance du milieu journalistique, nous sommes convaincue que la couverture de la pandémie de COVID-19 présente des défis importants pour les professionnels de l'information qui ont à composer, tant sur le plan personnel que professionnel, avec des contraintes importantes et un climat hautement anxiogène. Voici les principales hypothèses que nous formulons avant d'entreprendre notre collecte de données.

À la question principale : Quels sont les effets de la pandémie de la COVID-19 sur les pratiques journalistiques au Québec? Voici notre hypothèse : À notre avis, une multitude de facteurs (risques sanitaires, manque de ressources, difficultés d'accès à l'information) amèneront les journalistes à modifier largement leurs pratiques professionnelles et à prendre des précautions importantes lors de leurs reportages sur le terrain en raison du risque élevé de contracter la maladie.

Pour ce qui est des hypothèses à nos sous-questions de recherche, les voici ci-dessous:

1- Quels sont les principaux défis et enjeux rencontrés par les professionnels de l'information du Québec dans la couverture de cette crise sanitaire?

Hypothèse : Les journalistes seront confrontés à des enjeux de taille relativement à l'obtention et la vérification de l'information portant sur la propagation du virus dans la province.

2- Quelles sont les perceptions des journalistes quant à leur(s) rôle(s) pendant la crise sanitaire?

Hypothèse : Les journalistes vont considérer que leur fonction d'informateur est plus importante que jamais et qu'ils doivent jouer le rôle de chien de garde des autorités.

3- La pandémie a-t-elle changé la vision de leur métier? Si oui, comment?

Hypothèse : Malgré les embûches qui se poseront, nous croyons que certains journalistes puiseront une grande valorisation à travers leur travail puisque l'information qu'ils transmettent est cruciale en ces temps de pandémie. Or, d'autres pourraient remettre en question le choix de leur métier, par le fait de se retrouver par la force des choses, et non par choix, à exercer un journalisme plus risqué qu'à l'habitude. Nous estimons également que les journalistes souhaiteront que des solutions durables soient rapidement trouvées pour assurer la pérennité du journalisme et des médias d'information.

## **Cadre conceptuel**

Dans le cadre conceptuel, nous examinons plusieurs aspects permettant de mettre en lumière les concepts les plus pertinents en lien avec notre objet de recherche. Ces concepts seront complétés par ceux développés au sein des articles scientifiques intégrés au mémoire, notamment sur les pratiques journalistique et le journalisme en situation de crise. Ainsi, nous verrons que le public s'informe de plus en plus sur Internet et que cela pose d'importants défis en raison de la désinformation en ligne qui trompe une partie du public. Nous présenterons donc quelques concepts clés au sujet des normes et pratiques qui guident la production de l'information au sein des médias traditionnels. Nous verrons toutefois que les conditions de travail des journalistes peuvent influencer sur la qualité de l'information. Enfin, avant d'aborder différentes visions du rôle attendu des journalistes lors d'une crise sanitaire, nous verrons que la pandémie survient à un moment où la confiance du public envers les médias d'information s'effrite un peu partout dans le monde.

### **La consommation de l'information à l'heure des médias sociaux**

En plus de bouleverser le modèle d'affaires des médias traditionnels, l'arrivée des médias sociaux a profondément modifié les façons de prendre connaissance de l'actualité au cours des dernières années. Giroux et al. (2017) expliquent que les Québécois utilisent de plus en plus leurs téléphones intelligents et leurs tablettes électroniques pour consulter les nouvelles. Ce virage vers l'information en ligne permet d'avoir accès instantanément à un nombre infini de sources médiatiques, mais nécessite

une bonne littératie numérique pour savoir identifier l'information crédible (Forum des politiques publiques, 2017; Giroux et al., 2017). De façon générale, Giroux et al. (2017) voient ces transformations d'un bon œil, mais préviennent que « le risque de désinformation est encore plus grand sur les réseaux socio-numériques en raison de l'anonymat de certaines sources et de la publication précipitée d'informations qui circulent en toute aisance et liberté » (p. 84).

Faire le tri des nouvelles en ligne, voilà tout un défi, alors que la désinformation non seulement croît à une vitesse fulgurante, mais se permet aussi de déjouer le public en imitant les procédés du journalisme authentique. « La société doit s'adapter à un monde dans lequel il est de plus en plus difficile de distinguer le vrai du faux. Un marché de l'information ainsi pollué menace la notion même de crédibilité » (Forum des politiques publiques, 2017, p.32). Une enquête internationale<sup>16</sup> menée par l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme révélait, en 2018, que plus de la moitié des gens se disaient préoccupés de devoir eux-mêmes démêler le vrai du faux sur Internet (Reuters Institute, 2018). Au Canada, quatre personnes sur dix avouaient qu'elles avaient du mal à faire la part des choses entre une information factuelle et une fausse nouvelle et ce, quelques mois avant l'apparition de la pandémie (Fondation pour le journalisme canadien (FCJ), 2019).

<sup>16</sup> Cette enquête a été menée auprès de 75 000 personnes s'informant en ligne, réparties dans 37 pays (Reuters Institute, 2018)

À ce propos, plusieurs chercheurs avaient fait part de leurs inquiétudes quant aux compétences informationnelles du public et en appelaient à une révolution pédagogique de l'éducation aux médias (Landry et al, 2018; Loicq et Piette, à paraître). Pour Vilmer et al. (2018), il était urgent, en 2018, de mieux outiller la population pour qu'elle soit en mesure d'évaluer elle-même la fiabilité des informations:

L'idée est de faire en sorte que, face à une information, chaque personne interroge sa validité (arguments, preuves) et sa source (fiabilité, motivations). C'est une mesure d'hygiène publique – comme il a fallu, au XIXe siècle, apprendre à se laver les mains. (p.182)

Aux yeux de plusieurs chercheurs, une meilleure éducation aux médias est nécessaire pour aider le public à savoir comment sélectionner les sources d'information fiables. C'est aussi ce qu'estime la FPJQ. Elle n'a d'ailleurs pas tardé, pendant la crise, à mettre sur pied le projet *COVID-19: dépister la désinfo*, en partenariat avec l'Agence Science-Pressé. Ce projet, comme de plus en plus d'initiatives du genre à l'international (Poynter, 2020), vise à aider le public « à faire le tri entre le vrai et le faux, dans le contexte de la crise actuelle » (FPJQ, 2020), mais on n'en sait encore peu sur l'efficacité de ces programmes<sup>17</sup>.

Comme ces projets sont largement soutenus par la communauté journalistique, il nous

<sup>17</sup>À ce propos, mentionnons au passage que notre mémoire devait au départ porter sur l'éducation aux médias. Nous voulions connaître les perceptions des adolescents après avoir reçu la formation *#30 secondes avant d'y croire* dispensée par des journalistes de la Fédération des journalistes du Québec. Or, les écoles secondaires ont été fermées pendant plusieurs mois en raison de la pandémie de COVID-19, rendant notre enquête impossible. Nous nous inquiétons d'ailleurs des impacts que la désinformation a pu avoir chez les jeunes pendant le confinement.

semble essentiel de présenter certaines règles déontologiques qui guident la production de l'information et auxquelles les journalistes doivent se conformer dans l'exercice de leurs fonctions.

### **Quelques notions sur les normes et pratiques journalistiques**

L'information professionnelle repose sur un ensemble de règles déontologiques et de valeurs fondamentales auxquelles les journalistes doivent obéir avant de publier une nouvelle afin d'en garantir la qualité. Au Québec, il existe plusieurs guides de déontologie qui encadrent les pratiques des journalistes dans la production et la vérification des informations.

D'abord, les membres de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) s'engagent à respecter le Guide de déontologie des journalistes du Québec. Celui-ci établit que « le rôle essentiel des journalistes est de rapporter fidèlement, d'analyser et de commenter le cas échéant les faits qui permettent à leurs concitoyens de mieux connaître et de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent » (FPJQ, 2010, p.1). À ce propos, Sormany (2000) insiste sur l'analyse qui doit toujours accompagner les faits afin de rendre compte de toute leur signification. « Les journalistes ne peuvent être, de toute évidence, de simples courroies de transmission entre les sources d'information et leur public » (p.26).

La FPJQ est d'avis que les professionnels de l'information ont aussi la responsabilité de défendre les droits fondamentaux que sont la liberté de presse et le droit du public à l'information : « Ils combattent les restrictions, les pressions ou les menaces qui visent à limiter la cueillette et la diffusion des informations » (FPJQ, 2010, p.1). De plus, les journalistes membres de cette fédération s'engagent à baser leur travail sur des valeurs fondamentales telles que l'impartialité, l'équité, l'indépendance, le respect du public, la compassion, l'honnêteté et l'ouverture d'esprit (FPJQ, 2010). Certains médias d'information adoptent des normes supplémentaires pour leurs propres journalistes. Ainsi, à Radio-Canada, ce sont les principes d'exactitude, d'équité, d'équilibre, d'impartialité et d'intégrité qui guident les pratiques journalistiques (Radio-Canada, 2020a). Au quotidien *La Presse*, la publication de toutes les nouvelles doit aussi passer le filtre d'un ensemble de valeurs : la recherche de la vérité, l'équité dans le traitement de l'information, l'honnêteté, l'indépendance, le respect, la connaissance des sujets traités, le respect des lois, des règlements et des ordonnances judiciaires (La Presse, 2018).

De son côté, le Conseil de presse du Québec (CPQ), qui veille à protéger la liberté de presse et à assurer l'accès du public à une information de qualité, s'est également doté d'un guide auquel les professionnels doivent se soumettre<sup>18</sup>. Ce document présente les

<sup>18</sup> Les médias d'information ne sont toutefois pas tenus d'adhérer à ce tribunal d'honneur de la profession, ce qui suscite un certain débat (La Presse canadienne, 2011).

normes déontologiques devant encadrer l'exercice du journalisme au Québec et sert de base pour analyser les plaintes du public. Dans ce guide, il est question d'indépendance et d'intégrité, de la recherche de la vérité ainsi que du respect des personnes et des groupes (CPQ, 2015).

La recherche de vérité fait donc partie intégrante de ce que les instances régissant le métier attendent des journalistes dans l'exercice de leurs fonctions. À ce sujet, la FPJQ établit que « les journalistes ont l'obligation de s'assurer de la véracité des faits qu'ils rapportent au terme d'un rigoureux travail de collecte et de vérification des informations » (2010, p. 3). Ces principes journalistiques visent à assurer que la diffusion d'une information découle d'un travail rigoureusement vérifié. Toutefois, des recherches menées par Bernier (2019) révèlent que des facteurs comme la faible rémunération des journalistes et leur précarité d'emploi peuvent nuire à leur indépendance.

Sans affirmer que la situation est partout catastrophique ou que l'intégrité de tous les médias d'information et de leurs journalistes est fortement menacée, nos résultats suggèrent qu'il existe des pratiques contraires au principe éthique de l'intégrité journalistique qui encouragent des transgressions à la déontologie. (Bernier, 2019, p.5).

Plusieurs autres études portant sur la crise financière des médias d'information démontrent que les conditions de travail des journalistes peuvent menacer ou diminuer la qualité de l'information. Nous présentons certains de ces enjeux dans la prochaine partie.

### **L'influence des conditions de travail sur la qualité de l'information**

Il n'y a pas que les finances des médias qui soient touchées par la crise : les professionnels de l'information en subissent aussi durement les conséquences. D'abord, la rationalisation orchestrée au sein des différentes salles de nouvelles réduit le nombre d'employés affectés à la production, ce qui fait en sorte d'augmenter les tâches des journalistes, en plus de rendre leurs conditions de travail de plus en plus précaires (AJIQ, 2019; Brin et St-Pierre, 2013; Payette, 2019).

L'avènement du Web transforme également le rapport au temps des journalistes : il est désormais possible de produire et de publier du contenu de manière instantanée et de l'actualiser de façon continue. En fait, non seulement c'est possible, mais c'est maintenant la norme dans la majorité des médias d'information. Cela modifie profondément les conditions d'exercice du métier. « Les nouvelles technologies ont précipité le traitement de l'information. Cette dictature du direct, du réactif et de l'instantané a modifié profondément les conditions d'exercice du métier » (Martel, 2018, p. 61). Cette auteure met aussi en relief que cette nouvelle temporalité peut parfois entraîner un traitement plus superficiel de la nouvelle, en plus d'un risque d'erreurs plus grand. Une étude menée en 2008 par l'université de Cardiff révélait que les journalistes britanniques produisaient trois fois plus d'articles que vingt ans plus tôt (Lewis et al., 2008). On constate aujourd'hui que cela s'est généralisé et que le développement des différentes plateformes numériques entraîne le journalisme à travers une véritable course effrénée :

Si les journalistes doivent aujourd'hui analyser des données sur le Web, en surabondance, et produire de l'information pour différents supports (version papier ou audiovisuelle, site internet, réseaux sociaux, débats en direct avec un journaliste), ces nouvelles tâches n'ont pas remplacé leurs anciennes fonctions : elles s'ajoutent à leur travail quotidien. (Koksal et Grégoire, 2017).

Le manque de temps et la vitesse d'exécution nécessaire pour accomplir toutes ces tâches constituent des menaces à qualité de l'information, aux yeux des 121 journalistes sondés par Dubois (2016). Cela limite « leur capacité d'approfondir leur recherche et de vérifier leurs sources, de peaufiner la forme et d'exploiter leur potentiel, nuisant à la qualité générale de l'information » (p. 39).

À l'été 2019, des audiences publiques portant sur l'avenir des médias d'information ont mis en lumière de nombreuses difficultés relatives à la crise financière. Des dizaines de groupes et d'experts ont alors témoigné de l'urgence d'agir pour soutenir les médias et pour proposer des solutions concrètes. Dans son mémoire, l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ, 2019) mentionne que la qualité de l'information diminue et que cela altère « la crédibilité des médias traditionnels et la confiance du public envers les journalistes qui y travaillent » (p. 4). Lors de cette même période, les Québécois ont été interrogés sur leur rapport à l'information dans le cadre d'un sondage mené par l'Institut du Nouveau Monde et la firme Léger. Nous présentons certaines données issues de cette enquête dans la prochaine section.

### **Effritement de la confiance du public envers les médias et les journalistes**

Dans cet univers où la désinformation gagne du terrain, on observe, dans plusieurs pays, que le niveau de confiance du public se dégrade envers les institutions. Aux États-Unis, une enquête du centre de recherches Pew révélait, quelques mois avant la pandémie, qu'une majorité de répondants ne font confiance ni aux journalistes, ni aux politiciens. Pour 61% des Américains, les médias d'information retiennent volontairement des informations importantes. La confiance envers les journalistes tourne alors autour de 55% (Pew Research center, 2019). En France, la perception de l'indépendance des journalistes et la crédibilité accordée aux médias d'information est alors à son plus bas niveau observé, selon le 32<sup>e</sup> baromètre de la confiance des Français (Carasco, 2019). La faible confiance<sup>19</sup> envers les journalistes, les transformations dans la consommation de l'information et l'inquiétude croissante face à la désinformation sont d'ailleurs les principaux enjeux relevés par l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme, tout juste avant le déclenchement de la pandémie de COVID-19 (Reuters Institute, 2020).

Au Canada, on observe aussi une tendance à la baisse du niveau de confiance envers les médias, mais il demeure tout de même plus élevé qu'ailleurs dans le monde (Brin, Leclair et Charlton, 2019). Au Québec, le sondage Léger /L'état du Québec réalisé

<sup>19</sup> De plus en plus de travaux et de sondages mesurent un déclin de la confiance des citoyens. Il s'agit toutefois d'un concept largement imprécis selon Quéré (2018).

à l'été 2019 démontre que 77% des répondants font confiance aux médias traditionnels, alors que les nouveaux médias récoltent 37% d'approbation. La confiance envers les journalistes (53%) demeure aussi plus importante que celle à l'égard des blogueurs (13%). Cela démontre, selon Caron-Malenfant et Huot (2019), que « les Québécois accordent de l'importance aux règles encadrant la pratique du journalisme dans les médias traditionnels » (p.25). Un autre sondage mené en octobre 2019 témoigne du fait que les Québécois vouent une grande confiance envers les médias et les journalistes qu'ils estiment, à 82%, comme essentiels à la démocratie (Langlois et al., 2019). Ces auteurs notent cependant que la majorité des répondants ont répondu être « assez confiants » envers les journalistes et non pas « très confiants », ce qui pourrait laisser entrevoir une certaine réserve de la part des répondants. De fait, cette même enquête révèle que plus de la moitié des gens croient que « les journalistes sont manipulés par les politiciens » (p. 31) et que « la qualité de l'information dans les médias s'appauvrit » (p.15).

Pendant les premières semaines de pandémie de COVID-19, les cotes d'écoute exceptionnelles démontrent que le public se tourne largement vers les médias traditionnels pour s'informer (Bendali, 2020). Des études constatent que ces derniers bénéficient d'un taux de confiance plus élevé par rapport aux autres sources d'information en ce qui a trait à la crise sanitaire (Lindgren, 2020; Statistique Canada, 2020). La recherche d'information fiable au sujet du nouveau coronavirus conduit donc le public à s'en remettre davantage

aux sources traditionnelles<sup>20</sup>. Cela démontre, selon Edelman (2020), un urgent besoin pour le public d'avoir accès à de l'information produite par un journalisme crédible et impartial. Casero-Ripollés (2020) observe une résurgence du rôle des médias traditionnels et une reconnexion à l'actualité par des citoyens qui restent généralement loin de l'information.

### **Différentes visions du rôle des journalistes en ces temps de pandémie**

« Cette crise est grave. Si vous êtes journaliste, faites preuve de sérieux et de gravité tout en faisant cela calmement. Dans la mesure du possible, essayez d'inspirer cette idée que nous sommes tous dans le même bateau ! » [Traduction libre] (Suárez, 2020). Cette déclaration lancée en pleine pandémie de COVID-19 par Peter Drobac, titulaire d'une maîtrise en santé publique de la Harvard Chan School of Public Health et d'un doctorat en médecine du Medical College of Wisconsin, démontre que les journalistes sont parfois perçus à torts comme des agents de santé publique. Cela nous amène à examiner de plus près le rôle des professionnels de l'information en ces temps de crise sanitaire.

Depuis l'irruption du sida et l'éclatement de l'affaire du sang contaminé, les journalistes spécialisés en science et en santé sont devenus des acteurs majeurs en santé

<sup>20</sup> Même si le public manifeste le besoin de connaître tous les détails de la pandémie afin de prendre des décisions pouvant être vitales, rares sont les médias qui peuvent bénéficier financièrement de l'augmentation de l'auditoire observée pendant cette période et il est incertain que cette hausse se maintienne après la crise (Bendali, 2020).

publique (Flaysakier, 1997 ; Perez, 2008). La littérature scientifique a largement démontré que les communications médiatiques de masse ont des effets directs sur les connaissances, les croyances et les attitudes en matière de santé, mais également sur les comportements, ce qui peut se traduire par un impact déterminant sur la santé publique (Abrohms et Maibach, 2008; Caron-Bouchard et Renaud, 2010; Noar, 2020). « En plus de constituer un important canal de diffusion de l'information, les médias contribuent à façonner les normes sociales, notamment en matière de santé publique » (Renaud, 2005, p.19). Cette auteure qui s'intéresse de près au lien entre les acteurs de santé publique et les médias présente ces derniers comme des « émetteurs-relais » qui contribuent à façonner des normes sociales et qui sont largement utilisés pour faire la promotion de la santé. En matière de communication des risques, Doré (2017) explique toutefois que les médias sont souvent considérés à tort comme des relayeurs d'informations. Ce spécialiste de la gestion des risques et des catastrophes rappelle que les journalistes, en raison de la liberté de presse, ne se limitent pas à donner de l'information, mais bien à vérifier, à commenter et à donner une voix aux opinions qui divergent des autorités.

De fait, le journaliste spécialisé en santé, Éric Favereau, explique que la presse ne doit aucunement « endosser le costume de l'agent de santé publique. Ce n'est ni son rôle, ni sa fonction » (Favereau, 2005, p. 25). Elle doit plutôt, à son avis, faire parler tous les acteurs et tenter de faire comprendre les enjeux d'une situation en privilégiant la clarté de

sa fonction. C'est aussi ce qu'estime Martine Perez, rédactrice en chef du service sciences-médecine du Figaro :

Les médias deviennent très souvent, non pas seulement des observateurs avisés qui rendent compte fidèlement de ce qui se passe, mais aussi parfois des acteurs, qui mettent en garde, dénoncent, traquent une vérité différente de celle qui est officiellement proposée. (Perez, 2008).

Au début de la pandémie de COVID-19, le président de l'Association mondiale des journaux, Fernando de Yarza López-Madrado, qui représente des milliers de médias répartis dans 120 pays, a affirmé que les journalistes et les éditeurs faisaient face à leur plus grand défi des cent dernières années et que leur engagement en faveur de la vérité constituait un devoir social et éthique indispensable (De Yarza López-Madrado, 2020).

De son côté, le Groupe de travail mondial pour les médias publics a rappelé que la mission des médias consistait aussi à demander aux autorités publiques de rendre des comptes « afin de garantir la transparence du processus décisionnel » (Groupe de travail mondial pour les médias publics, 2020). C'est dans cet esprit que le Comité d'experts du Conseil de l'Europe<sup>21</sup> sur l'environnement des médias et la réforme a adopté, en pleine pandémie de COVID-19, la *Déclaration sur la liberté d'expression et d'information en temps de crise*. Cette déclaration visait à reconnaître que le journalisme fiable et

<sup>21</sup>Le Conseil de l'Europe est la principale organisation européenne de défense des droits de l'homme.

indépendant était nécessaire pour informer le public et examiner les mesures sanitaires mises en œuvre pour contrer la pandémie. « Nous avons besoin d'informations précises, y compris de recherches approfondies par des journalistes scientifiques, pour contrer les rumeurs et la désinformation qui pourraient conduire à la panique » (Conseil de l'Europe, 2020). Ces thèmes et ces différentes visions des rôles des journalistes en temps de crises sanitaires seront abordés au sein de nos articles scientifiques qui ont été publiés dans le cadre de ce mémoire de maîtrise. Nous verrons que les journalistes ont été confrontés à des questionnements importants quant à leurs fonctions dans le cadre de la pandémie.

La prochaine section présente la méthodologie que nous avons retenue afin de répondre à nos questions de recherche. Elle explique également le processus de collecte de données que nous avons mis en œuvre.

## Méthodologie

Dans le but d'identifier les principaux effets de la pandémie sur du Québec, nous avons opté pour une méthode de recherche qualitative. Ainsi, nous avons mené des entretiens semi-dirigés avec neuf journalistes québécois provenant de différents médias d'information. Ce nombre a été déterminé selon l'ampleur de la recherche habituellement dévolue dans le cadre d'une maîtrise, du besoin d'analyser rapidement la situation alors que le Québec venait d'être plongé en pleine crise sanitaire et d'une saturation théorique<sup>22</sup> que nous avons obtenue au terme de nos échanges avec les journalistes.

L'entretien individuel permet de collecter des informations sur l'expérience des personnes interviewées notamment sur leur vision et leurs perceptions d'un phénomène à documenter (Van der Maren, 1995; Mucchielli, 2009). Il est vrai que cette méthode peut rendre les comparaisons plus difficiles, ce que les études statistiques permettent davantage, mais elle nous paraissait la meilleure technique pour obtenir des exemples d'expériences vécues par les journalistes à partir de leurs témoignages. Pour faire partie de notre échantillon, les participants<sup>23</sup> à notre recherche devaient répondre aux critères suivants : travailler pour un média d'information situé au Québec, avoir au moins cinq ans

<sup>22</sup> Les derniers entretiens que nous avons réalisés nous ont permis de valider et de confirmer les éléments que les autres journalistes avaient apportés, sans ajouter d'éléments inédits, avec un certain niveau de redondance. Cela nous a indiqué que nous avons atteint un critère de saturation (Savoie-Zajc, 1996)

<sup>23</sup> Par souci de confidentialité, les participants seront identifiés par des numéros faisant référence à l'ordre chronologique de nos entretiens.

d'expérience en journalisme afin d'être en mesure d'avoir une certaine perspective sur la pratique du métier et participer activement à la couverture journalistique de la crise sanitaire de COVID-19. Nous avons également tenu à obtenir une représentativité de divers types de médias (presse écrite, télévision, radio et site Internet) et à avoir des journalistes provenant de médias publics et privés. Au total, cinq femmes et quatre hommes ont été retenus<sup>24</sup>. Quatre d'entre eux produisent des nouvelles pour un réseau de télévision et trois pour la presse écrite. Nous avons également parlé à un journaliste radio et à un journaliste scientifique qui œuvre pour un média Internet (voir tableau 1).

Tableau 1 *Présentation des profils des participants à l'étude*

Répondants	Type de média	Affectation régulière (avant la COVID-19)	Condition de pratique (en contexte de COVID-19)
Journaliste 1	Presse écrite	Santé	Télétravail
Journaliste 2	Télévision	Généraliste	Conférences de presse
Journaliste 3	Radio	Généraliste	Terrain
Journaliste 4	Presse écrite	Généraliste	Télétravail
Journaliste 5	Télévision	Politique	Conférences de presse
Journaliste 6	Média internet	Sciences	Télétravail
Journaliste 7	Presse écrite	Judiciaire	Terrain
Journaliste 8	Télévision	Santé	Terrain
Journaliste 9	Télévision	Généraliste	Terrain

<sup>24</sup> En raison des considérations éthiques, notre recherche a reçu l'approbation du comité d'éthique de la recherche (CÉR) Lettres et sciences humaines (voir Appendice A). Toutes nos données sont anonymes et conservées dans un classeur verrouillé alors que les documents électroniques (enregistrements audio) sont conservés sur un disque dur protégé par un mot de passe.

Nos données ont été rapidement récoltées afin d'obtenir les réactions des journalistes au moment où la province du Québec connaissait une hausse constante du nombre de cas de COVID-19 (INSPQ, 2020a). Huit entretiens ont donc eu lieu entre le 11 et le 19 avril 2020, soit quatre semaines après le début de la crise sanitaire de COVID-19 au Québec. Le dernier s'est tenu le 6 mai 2020, quelques jours après avoir appris qu'un journaliste qui avait contracté la COVID-19 dans le cadre de ses fonctions souhaitait participer à notre enquête. Tous nos entretiens ont été effectués via des applications de vidéoconférence (Skype, Facetime et Zoom), permettant de respecter les mesures de distanciation sociale en vigueur.

Afin de procéder à l'analyse de nos données, nous avons utilisé une technique d'analyse thématique (Bonneville, Grosjean et Lagacé, 2007; Mucchielli, 2009) puisque elle nous apparaissait la plus polyvalente pour notre type de recherche. Nous avons donc utilisé une grille thématique (voir Appendice B) pour déterminer à l'avance les idées principales que nous voulions aborder avec les participants. Ces thèmes nous ont permis d'explorer certains aspects de manière déductive, c'est-à-dire en ayant déterminé à l'avance les principaux sujets que nous voulions aborder en lien avec nos questions de recherche et nos hypothèses. Nous avons, par la suite, retranscrit le verbatim de chacun de nos entretiens pour procéder à un codage rigoureux, classant chacune des idées abordées par les participants. Puis, au fur et à mesure de notre codage effectué à l'aide du logiciel N'Vivo, nous avons généré d'autres thèmes de manière inductive, selon les

réponses obtenues. L'analyse du codage nous a permis d'identifier les thèmes les plus porteurs issus des entretiens, en lien avec notre problématique de recherche.

Pendant cette enquête, notre double posture de journaliste et de candidate à la maîtrise en communication de l'Université de Sherbrooke, était communiquée de façon très claire aux participants avant la tenue des entretiens semi-dirigés. Ayant mené la recherche de façon parallèle au suivi étroit de l'actualité, cette position nous a permis de développer une fine connaissance de la crise, nous donnant un regard éclairé sur les enjeux et les défis auxquels les journalistes ont été confrontés pendant les premières semaines de la pandémie. Nous estimons que cela nous a permis de comprendre davantage les nuances des témoignages. Ce positionnement, à notre avis, a pu apporter des bénéfices importants à l'enquête, à la compréhension du jargon journalistique et à la conduite des entretiens semi-dirigés. Nous avons toutefois pris soin de garder une certaine neutralité avec l'objet de recherche, tel que nous le faisons dans le cadre de notre carrière journalistique.

D'un point de vue contextuel, la majorité de nos entretiens ont eu lieu au moment où un article publié dans le quotidien *The Gazette* révélait que des dizaines de personnes âgées étaient décédées en moins d'un mois au Centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD) Herron. À l'origine de ce reportage, le journaliste spécialisé en santé, Aaron Derfel, a non seulement mis au jour le véritable nombre de décès survenus dans cet établissement - établissant un décalage important avec le bilan officiel - mais a également

fait connaître les conditions insalubres dans lesquelles les résidents avaient été abandonnés (Derfel, 2020). Cet article constitue le point de départ d'une série de découvertes effectuées par des journalistes, sur le nombre de décès survenus dans des résidences pour personnes âgées et sur des problèmes sanitaires importants. Cette période est d'ailleurs perçue comme un point de bascule quant au taux de satisfaction à l'égard de la gestion de crise du gouvernement Legault (Bélaïr-Cirino, 16 mai 2020)<sup>25</sup>.

Tel qu'évoqué dans la section « Questions de recherche », l'auteure de ce mémoire s'est également intéressée aux perceptions du public par rapport à la couverture journalistique de la pandémie. Les données complémentaires qui seront présentées à la suite des articles scientifiques proviennent des plaintes du public auprès de l'Ombudsman de Radio-Canada et du Conseil de presse du Québec (CPQ).

<sup>25</sup> On constatera néanmoins, en février 2021, que la gestion de la pandémie n'aura pas ébranlé les appuis du public pour le parti de François Legault. Celui-ci demeure – et de loin- la formation la plus populaire auprès des Québécois. (Fournier, 2021)

## Présentation des résultats

### Avant-propos

En raison de l'intérêt d'actualité et scientifique de notre sujet d'étude, nous avons décidé d'opter pour un mémoire de recherche par insertion d'articles afin de faire connaître nos résultats rapidement. Ce mémoire inclut donc deux articles scientifiques qui ont été corédigés par l'étudiante, à titre de première auteure, avec sa directrice de maîtrise, Marie-Ève Carignan. Les deux textes ont été soumis à des revues spécialisées qui sélectionnent les articles à l'aide d'un processus rigoureux de révision anonyme par les pairs. Il s'agit du périodique *Enjeux & Société : Approches transdisciplinaires*<sup>26</sup> et de la revue *Les Cahiers du journalisme*<sup>27</sup>.

Notre premier article s'intitule « Pandémie de COVID-19 : de nouvelles contraintes journalistiques qui menacent le droit à l'information ». Il a été soumis le 12 juin 2020 à la revue *Enjeux & Société : Approches transdisciplinaires*, corrigé et publié le

<sup>26</sup> La revue *Enjeux & Société : Approches transdisciplinaires* est une revue scientifique soutenue par l'Université de l'Ontario français. Les articles soumis sont évalués par les pairs selon un processus d'évaluation en double aveugle et selon les normes de qualité appliquées par les revues savantes (Université de l'Ontario français, 2020)

<sup>27</sup> Les articles de recherche publiés par *Les Cahiers du journalisme* après évaluation éditoriale et expertise anonyme peuvent relever d'une très large gamme de problématiques. Cette revue est soutenue par l'École supérieure de journalisme de Lille, l'Université d'Ottawa et l'Université Laval. (Cahiers du journalisme, s.d.).

12 novembre 2020. Nous présentons la version telle que publiée (Lacroix et Carignan, 2020a).

Notre deuxième article a pour titre : « Une crise dans la crise : comment les journalistes perçoivent-ils leurs rôles et l'avenir du métier en temps de pandémie de COVID-19? » Il a été soumis le 19 juin 2020 à la revue *Les Cahiers du journalisme*. Après avoir procédé aux modifications proposées par les évaluateurs externes, la version finale a été publiée en juillet 2020. Ce mémoire présente la version de cet article telle que publiée (Lacroix et Carignan, 2020b).

Au sein de ce mémoire, nos articles seront suivis de la présentation de nos résultats complémentaires.

**Article 1 : Pandémie de COVID-19 : de nouvelles contraintes journalistiques  
qui menacent le droit à l'information**



***Pandémie de COVID-19 : de nouvelles contraintes journalistiques  
qui menacent le droit à l'information***

**Caroline Lacroix<sup>1</sup>**  
Université de Sherbrooke

**Marie-Ève Carignan**  
Université de Sherbrooke

---

**Résumé**

Lorsqu'elle est survenue au printemps 2020, la pandémie de COVID-19 a engendré d'importants bouleversements, notamment chez les professionnels de l'information sur lesquels une grande pression s'est exercée. Partant de la prémisse voulant que les pratiques journalistiques puissent largement influencer la qualité de l'information livrée au public, qui elle permet une meilleure compréhension des enjeux sociaux, cet article s'intéresse aux défis auxquels les journalistes québécois ont été confrontés pendant les premières semaines de la pandémie de coronavirus ainsi qu'à leurs effets sur les pratiques professionnelles. À partir d'entrevues semi-dirigées, nous explorons comment la crise sanitaire a affecté les journalistes et la façon dont ils ont dû adapter leurs pratiques professionnelles à des situations exceptionnelles pour être en mesure d'informer le public. Notre analyse démontre que cette crise a, dans un premier temps, amplifié la pression sur les journalistes par une augmentation de la charge de travail et du rythme de production ainsi que par de nouvelles difficultés limitant leur accès aux sources d'information. Elle a, dans un deuxième temps, engendré de nouveaux défis liés à la pratique du journalisme en confinement et au travail de terrain en présence d'un virus alors méconnu. De façon générale, nous pouvons affirmer que ces enjeux ont entravé les pratiques professionnelles des journalistes et menacé le droit du public à l'information.

**Mots-clés :** Pandémie, coronavirus, pratiques journalistiques, information, journalisme

---



## Introduction

La couverture journalistique internationale du coronavirus (SARS-CoV-2) débute en janvier 2020 suivant la détection des premiers cas en Chine. Au Canada, le traitement médiatique porte alors essentiellement sur l'annulation des festivités du Nouvel An chinois et sur la mise en confinement de la ville de Wuhan, le berceau de ce qui deviendra la première pandémie mondiale à survenir en un siècle (Organisation mondiale de la Santé [OMS], 2020).

Devant la propagation fulgurante du virus, de nombreux pays déclenchent l'état d'urgence sanitaire (Baert & Milasin, 2020), mais les stratégies de santé publique mises en place diffèrent grandement entre les pays, et même à l'intérieur de chacun de ceux-ci, ce qui suscite parfois polémique et confusion au sein de la population. Lorsque la pandémie de COVID-19 est officiellement déclarée, les autorités de santé publique canadiennes, qui s'étaient faites jusqu'alors rassurantes quant aux risques de contamination et de propagation du virus au pays, changent de ton et intensifient leurs actions. Le Québec, qui sera la province canadienne la plus durement touchée lors des premiers mois de pandémie (Gouvernement du Canada, 2020), impose une série de mesures restrictives incluant la fermeture des écoles, des commerces non essentiels et de plusieurs régions jugées particulièrement critiques. On assiste alors à une crise sanitaire, économique et sociale qui engage les médias d'information dans une éclipse médiatique inédite : toutes les nouvelles tournent autour de la pandémie et de ses effets. « Les médias voient alors leur rôle de chiens de garde de la démocratie et d'informateurs en chef renouvelé et prendre une importance névralgique, surtout à l'ère des fausses nouvelles et de la désinformation » (Lalancette & Lamy, 2020).

Plongé dans cette situation hautement anxiogène, le public cherche par tous les moyens à comprendre le présent et à anticiper l'avenir, alors que les risques de dérapages sont importants quand il s'agit d'informations relatives à la santé selon Caron-Bouchard et Noiseux (2010) qui insistent sur l'importance « de la divulgation d'une information de qualité, crédible, objective, validée scientifiquement » (p. 360). Or le phénomène de désinformation déjà observé lors de récentes épidémies (Abramowitz et al., 2017; Smallman, 2015) perturbe comme jamais l'écosystème informationnel en raison du nombre, de la



diversité, de la portée et des impacts des nouvelles erronées ou trompeuses qui sont véhiculées (Monnier, 2020). L'OMS appelle à une action coordonnée pour contrer cette « infodémie »<sup>2</sup> (contraction des mots *information* et *épidémie*). L'OMS estime que cette épidémie de désinformation est un deuxième ennemi à combattre puisqu'elle nuit au public dans sa quête d'informations de confiance et complexifie la conduite des interventions d'urgence.

En tenant compte de ce contexte, l'objectif de notre recherche consiste à explorer comment les pratiques professionnelles des journalistes du Québec ont été affectées par la pandémie et comment ces bouleversements ont pu affecter la qualité de l'information livrée au public. Grâce à une série d'entretiens semi-dirigés réalisés auprès de neuf professionnels de l'information qui ont couvert activement l'actualité de la COVID-19 dans les premiers mois de la pandémie, nous verrons, dans cet article, que des défis préexistants ont pris de l'ampleur, telle que la vitesse de production de l'information requise, la surcharge de travail et les difficultés relatives à l'accès aux sources. De nouvelles réalités s'ajoutent à ces enjeux : celles du journalisme en confinement et du journalisme de terrain en zone potentiellement contaminée.

### **1. L'effet des pratiques journalistiques sur la qualité de l'information**

On dit souvent que l'information est le nerf de la guerre en santé publique (Institut national de santé publique du Québec [INSPQ], 2020b), car c'est sur elle que sont fondées les décisions des autorités publiques et que la population s'appuie pour forger son opinion. L'accès à une information qui donne l'heure juste est aussi nécessaire pour permettre au public de saisir tous les enjeux et de s'adapter puisque, comme le révèle une étude multidisciplinaire, le niveau global d'anxiété est trois fois supérieur à ce qu'il était avant la crise sanitaire au pays, en raison notamment de la désinformation et d'un faible sentiment de cohérence, caractérisé par la capacité à comprendre une situation, à lui donner un sens et à trouver des solutions pour y faire face (Généreux et al., sous presse; Millette, 2020). Pour l'UNESCO (2020a), l'accès à des informations « vérifiées et exactes » peut même être « une question de vie ou de mort » en période de pandémie, particulièrement à un moment où les stratégies de santé publique



reposent largement sur l'adoption de comportements préventifs et l'adhésion populationnelle. Ainsi, une grande responsabilité est dévolue aux journalistes pour la production d'une information de qualité, alors que le contexte de production de la nouvelle est lui-même bousculé par la crise sanitaire et ses répercussions sociales et financières.

L'information dite « de qualité » est difficile à définir (Bernier, 2004; Dubois, 2016; Marcotte, 2008). Il s'agit d'un concept subjectif dont les critères peuvent varier selon la personne qui analyse le contenu d'une nouvelle, que ce soit un journaliste, un patron de presse ou un membre du public. Néanmoins, le journalisme de qualité se distinguera, selon Bernier (2004), par l'adhésion aux principes et valeurs qui constituent les piliers normatifs du journalisme. À ce sujet, le guide de déontologie du Conseil de presse du Québec (CPQ) établit comme suit les qualités requises de l'information : l'exactitude, la rigueur de raisonnement, l'impartialité, l'équilibre et la complétude (CPQ, 2015).

Selon la perspective constructiviste, le fruit du travail journalistique est une construction sociale de la réalité résultant de « processus de fabrication complexes »; « il est à la fois le produit d'un regard porté sur la réalité et d'une mise en forme discursive particulière » (Delforce, 1996, p. 22). Différents facteurs influent directement sur la qualité du journalisme, que ce soit l'évolution des conditions de pratique, l'arrivée des nouveaux médias ou la transformation des attentes du public (Marcotte, 2008). Le temps disponible pour la production de contenu, l'espace de diffusion et les considérations budgétaires sont d'autres impératifs qui s'ajoutent aux codes classiques du journalisme auxquels les professionnels doivent généralement se soumettre (Sormany, 2011). En conséquence, l'instantanéité de l'information et la rapidité avec laquelle les journalistes doivent maintenant traiter la nouvelle, dans des environnements où le nombre de professionnels en poste est à la baisse et où les réseaux sociaux ajoutent de la pression, entraînent de nouvelles contraintes de couverture (Martel, 2018). Ces contraintes s'ajoutent aux exigences organisationnelles des médias (Gingras, 2009).

En raison de nombreux bouleversements, les conditions de pratique des journalistes sont déjà très précaires lorsque la pandémie survient. La crise financière engendrée par



l'affaiblissement du modèle d'affaires des médias entraîne de nombreux défis à la production de l'information (Brin & St-Pierre, 2013; Dubois, 2016; Marcotte, 2008; Payette, 2010). Les 121 journalistes interrogés par Dubois (2016) s'entendent pour dire que la charge de travail grandissante et la vitesse de production requise pour alimenter les différentes plateformes des médias influent directement sur leur capacité à produire des reportages de qualité. Ces conditions de travail altèreraient, selon eux, « leur capacité d'approfondir leur recherche et de vérifier leurs sources, de peaufiner la forme et d'exploiter leur potentiel, nuisant à la qualité générale de l'information » (Dubois, 2016, p. 39). L'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) estime que la qualité de l'information diminue et que cela mine « à la fois la crédibilité des médias traditionnels et la confiance du public envers les journalistes qui y travaillent » (AJIQ, 2019, p. 4). La pandémie viendra exacerber les difficultés financières des médias d'information (Wechsler, 2020) et deviendra, pour les journalistes, « la crise dans la crise » (Lacroix & Carignan, 2020, p. R3).

## 2. Objectifs de la recherche

C'est dans ce contexte que nous nous sommes intéressées aux enjeux rencontrés par les professionnels de l'information appelés à couvrir la pandémie de COVID-19. Pour notre recherche, nous avons voulu déterminer de quelle manière cette crise sanitaire mondiale avait affecté les journalistes québécois dans la pratique de leur métier. Nous avons cherché à évaluer les impacts de cette éclipse médiatique sur les pratiques des professionnels de l'information, notamment sur leur charge de travail et sur la vitesse de production exigée. Nous voulions également documenter leur nouvelle réalité alors que plusieurs se sont tournés vers le télétravail et que d'autres ont continué de faire du journalisme de terrain malgré les risques pour leur santé. Enfin, nous cherchions à déterminer les principaux défis auxquels ils étaient confrontés en sachant que ceux-ci peuvent avoir des répercussions sur la qualité de l'information.



### 3. Méthodologie

Cette recherche qualitative a été menée dans le cadre d'une étude plus large menée à l'Université de Sherbrooke. Les résultats présentés dans cet article sont issus de l'analyse de neuf entretiens<sup>3</sup> semi-dirigés réalisés auprès de journalistes provenant de différents médias d'information québécois. Cette technique de recherche est reconnue pour permettre une meilleure compréhension d'un nouveau phénomène (Boutin, 2006; Savoie-Zajc, 2009); le caractère exploratoire de nos entrevues laissait également les journalistes identifier eux-mêmes les principaux défis et enjeux auxquels ils faisaient face. Ces entretiens, d'une durée moyenne d'une heure, nous ont éclairées sur les perceptions des professionnels de l'information quant aux impacts de la pandémie sur leur pratique. L'approche adoptée considère le journaliste comme partie prenante et représentant d'un réseau social et professionnel plus large, lui permettant de donner une perspective sur le journalisme et ses conditions de pratique (Alami et al., 2013). Pour faire partie de notre échantillon (voir Tableau 1), les participants<sup>4</sup> devaient répondre aux critères suivants : pratiquer le journalisme depuis au moins cinq ans; œuvrer pour un média québécois; couvrir activement l'actualité liée à la pandémie de COVID-19. Au total, cinq femmes et quatre hommes ont été retenus. Quatre d'entre eux produisent des nouvelles pour un réseau de télévision et trois pour la presse écrite. Nous avons également parlé à un journaliste de la radio et à un journaliste scientifique qui œuvre pour un média internet. Parmi nos répondants, quatre sont considérés comme des journalistes généralistes, les autres sont des journalistes spécialisés en santé (2), en politique (1), en affaires judiciaires (1) et en sciences (1). La majorité d'entre eux travaillent pour des médias d'envergure nationale (à l'échelle du Québec), un seul est journaliste pour un quotidien régional. Il est à noter qu'un tiers d'entre eux (n = 3) sont à l'emploi d'un média public, le même nombre représente un média privé, deux journalistes travaillent pour un organisme médiatique à but non lucratif et un dernier œuvre pour une coopérative.



Tableau 1  
*Profils des participants à l'étude*

Répondant	Type de média	Affectation régulière (avant la COVID-19)	Condition de pratique (en contexte de COVID-19)
Journaliste 1	Presse écrite	Santé	Télétravail
Journaliste 2	Télévision	Généraliste	Conférences de presse
Journaliste 3	Radio	Généraliste	Terrain
Journaliste 4	Presse écrite	Généraliste	Télétravail
Journaliste 5	Télévision	Politique	Conférences de presse
Journaliste 6	Média internet	Sciences	Télétravail
Journaliste 7	Presse écrite	Judiciaire	Terrain
Journaliste 8	Télévision	Santé	Terrain
Journaliste 9	Télévision	Généraliste	Terrain

D'un point de vue contextuel, il faut également savoir que la majorité de nos entretiens ont eu lieu alors qu'un article publié dans le quotidien *Montreal Gazette* (Derfel, 2020) révélait que des dizaines de personnes âgées étaient décédées en moins d'un mois dans une résidence de soins pour aînés, établissant un décalage considérable avec le bilan officiel. Cet article a d'ailleurs forcé le premier ministre François Legault à se présenter en conférence de presse pour confirmer les faits, ouvrant la porte à une série d'enquêtes visant à faire la lumière sur les circonstances de ces éclosions. C'est ce jour même que nous avons commencé notre série d'entretiens. Dans le but d'obtenir les réactions des journalistes au moment où le Québec connaissait une hausse constante du nombre de cas de COVID-19 (INSPQ, 2020a), nos données ont été récoltées rapidement : huit entretiens ont donc eu lieu entre le 11 et le 19 avril 2020, soit quatre semaines après le début de la crise sanitaire de COVID-19 au Québec. Le dernier s'est tenu le 6 mai 2020, quelques jours après avoir appris qu'un journaliste qui avait contracté la COVID-19 dans le cadre de ses fonctions souhaitait participer à notre enquête. Il est important de noter que cet espace temporel a aussi été marqué par la découverte de nombreux décès liés à la COVID-19 dans diverses résidences pour



personnes âgées de la province et par la mise en lumière de plusieurs problèmes sanitaires au sein de certains d'entre eux.

#### 4. Procédure d'analyse des entretiens

Dans le but d'analyser les données recueillies au cours des entretiens semi-dirigés que nous avons conduits, nous avons eu recours à une technique d'analyse thématique puisqu'elle nous apparaissait la plus polyvalente pour notre type de recherche (Bonneville et al., 2007; Mucchielli, 2009). Ainsi, nous avons utilisé un guide d'entretien thématique pour déterminer à l'avance les idées principales que nous voulions aborder avec les participants, constamment guidées par notre problématique initiale. Ces thèmes nous ont permis d'explorer certains aspects de manière déductive, c'est-à-dire en ayant déterminé à l'avance les principaux sujets dont nous voulions traiter. Nous avons, par la suite, retranscrit le verbatim de chacun des entretiens pour procéder à un codage rigoureux, classant chacune des idées abordées par les participants. Nous avons donc analysé des portions et des groupes de phrases se rapportant à des thèmes précis. Puis, au fur et à mesure que nous effectuions notre codage à l'aide du logiciel N'Vivo, nous avons généré d'autres thèmes de manière inductive, selon les réponses obtenues.

#### 5. Présentation des résultats

L'analyse du codage nous a permis d'identifier les thèmes les plus porteurs issus des entretiens. Pour cet article, nous avons choisi de présenter les résultats émanant principalement de la catégorie *Pratiques journalistiques*.

##### 5.1 La pandémie de COVID-19 amplifie la pression sur les journalistes

Les journalistes qui ont participé à notre recherche sont tous d'avis que la couverture de la pandémie a bouleversé leur travail au quotidien. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à déclarer qu'il s'agit de la période la plus exigeante de leur carrière : « Exigeante et stimulante. Je pense que ce qu'on vit, c'est du jamais vu, travailler dans les conditions dans lesquelles on travaille! » (Journaliste 1). Nous avons aussi remarqué que certains journalistes étaient



déstabilisés, voire désemparés face à la vitesse de production requise par la couverture de la pandémie. Selon les témoignages que nous avons recueillis, la pandémie a augmenté de façon considérable la rapidité de production exigée aux journalistes :

On est habitués à ce que ça aille vite, mais ça va à une vitesse vertigineuse [...] je suis comme un peu en relation amour-haine avec la couverture de la pandémie, je te dirais. J'aime ça, puis en même temps, je suis tanné (Journaliste 9).

Ce journaliste témoigne aussi du fait qu'il ressent un décalage important entre sa réalité de reporter sur le terrain et les attentes des chefs de pupitre ou des patrons, ce qui accentue la pression qu'il ressent :

Convaincre quelqu'un de te rapporter son témoignage à la caméra, ce n'est pas facile à faire. Ça prend du temps, de la confiance. On ne peut pas faire ça à la va-vite, mais avec tout ce qui se passe, notre vitesse n'a pas diminué. On a les mêmes commandes le matin, puis on a les mêmes attentes aussi (Journaliste 9).

Même son de cloche du côté du journaliste 8 qui aurait souhaité que le média pour lequel il travaille soit moins exigeant en ce qui a trait à la quantité de reportages à produire quotidiennement :

C'est clair qu'il y a une fatigue mentale, il y a un stress et surtout, tout le stress de dire, tu sais, faut pas jouer les héros là-dedans. [...] Ce que tu risques d'avoir, c'est des reporters qui vont être brûlés raide à la fin (Journaliste 8).

Nos répondants sont unanimes : le rythme de production exigé par la crise atteint un niveau d'une rare intensité. Les professionnels de l'information étaient déjà préoccupés, avant la pandémie, par la rapidité de production qui était exigée depuis la révolution numérique. C'était, selon eux, le principal facteur responsable de la dégradation de la qualité de l'information (Dubois, 2016). Cette accentuation de la pression sur les journalistes a aussi été documentée en Belgique dans une enquête qui démontre que ces derniers ont ressenti de



l'anxiété, de la fatigue et du stress pendant la couverture de la pandémie (Le Cam et al., 2020).

L'augmentation de la pression provient aussi de l'accroissement de la charge de travail qui est un autre enjeu auquel les professionnels de l'information sont confrontés. Elle se manifeste par une quantité importante de nouvelles à traiter et de conférences de presse à couvrir en raison des développements qui évoluent d'heure en heure au sujet de la COVID-19 et de leurs impacts dans les différentes sphères de la société. Le journaliste 2 explique que ses collègues et lui doivent multiplier les heures pour arriver à « faire [leur] travail et assurer la qualité de l'information ». De son côté, le journaliste 4 relate que toute son équipe se serre les coudes et travaille à la chaîne pour arriver à sortir le maximum d'informations : « On en faisait déjà beaucoup, mais là, il n'y a jamais de fin [...] On traite une nouvelle, il y en a 10 autres qui s'ajoutent ». Les journalistes sont préoccupés par le peu de ressources humaines dont les médias d'information disposent devant l'avalanche d'informations à traiter. Les points de presse quotidiens du gouvernement du Québec apportent aussi leur lot de difficultés selon les journalistes souvent affectés à leur couverture.

Ce qui est particulièrement frappant, c'est que le point de presse du premier ministre contient cinq nouvelles qui, dans une journée normale, seraient des unes de bulletins d'information à chaque fois, mais là, tu en as cinq à traiter en même temps (Journaliste 5).

En Europe, ce même phénomène a été observé : « Il y avait trop de choses à traiter et trop peu de journalistes spécialisés en capacité de gérer ce flux d'information » (Eutrope, 2020). Pour donner un ordre de grandeur, ce sont plus d'un million d'articles consacrés au nouveau coronavirus qui ont été publiés, en France seulement, dans les trois premiers mois de la crise, un nombre qui dépasse largement la couverture journalistique de l'élection d'Emmanuel Macron et du mouvement des Gilets jaunes (Focraud, 2020). Du côté du Québec, la base de données Eureka recense près de 4500 articles ayant traité du coronavirus pendant les trois premiers mois de la pandémie pour le *Journal de Montréal* et pour *La Presse+* à eux seuls<sup>5</sup>.



L'épidémie de fausses nouvelles largement documentée pendant cette pandémie (Donovan, 2020; Monnier, 2020) est une autre raison qui pousse les journalistes à produire davantage.

On se met à faire du contenu vraiment pour essayer de lutter contre la désinformation sur le coronavirus. [...] Je te dirais qu'il y a une traction [...] qui fait en sorte qu'on doit produire encore plus de contenu qu'on l'aurait fait normalement (Journaliste 6).

Ces propos rejoignent ceux de plusieurs vérificateurs de faits qui ont affirmé être surchargés à un niveau inhabituel. À titre d'exemple, Jeff Yates, journaliste pour les Décrypteurs à Radio-Canada, estimait que la situation est « du jamais vu », soutenant que son équipe ne s'attaque qu'aux « nouvelles qui sont le plus partagées, celles qui sont le plus virales ou celles qui ont le plus grand risque de semer la panique » (Péloquin & Bilodeau, 2020). Sauvajol-Rialland (2013) explique d'ailleurs que le danger majeur lorsqu'un individu fait face à de l'infobésité<sup>6</sup> c'est la « non-qualité de l'information ».

Tout cela met inévitablement de la pression sur le principe de base du journalisme, celui de vérifier les informations avant de les rendre publiques, et sur le devoir des journalistes de produire de l'information complète et exacte (CPQ, 2015).

## **5.2 L'accès aux sources d'information encore plus difficile qu'avant la pandémie**

En plus de la pression et de la charge de travail importante, les défis de l'accès aux sources, à la documentation et à l'information gouvernementales sont aussi, en temps normal, bien présents pour les journalistes québécois (Saint-Jean, 2002). Ceux-ci se retrouvent toutefois amplifiés par le contexte de pandémie.

Ce qui complexifie le travail des journalistes, selon les témoignages que nous avons obtenus, ce sont d'abord les directives de la santé publique qui interdisent formellement l'accès aux établissements de la santé. Les journalistes ne peuvent pas y entrer; les familles des patients n'y sont pas admises non plus. Ces dernières ne peuvent donc ni servir de sources



directes, ni contribuer à vérifier ou corroborer certaines informations. Cela s'ajoute à l'omerta qui règne chez le personnel de la santé, selon nos répondants, et qui l'éloigne des médias d'information. Pour les journalistes que nous avons interrogés, la conséquence la plus lourde c'est de ne pas avoir été en mesure de voir, de décrire et de montrer la situation à l'intérieur des CHSLD<sup>7</sup> où se multipliaient les décès et les foyers de contamination de COVID-19 (INSPQ, 2020a). Alors qu'ils recevaient différents témoignages faisant état de constats alarmants quant au manque de personnel et d'équipement de protection ainsi qu'à l'incapacité de certains à assurer les soins de base aux aînés, les journalistes qui tentaient d'obtenir des autorisations pour y entrer se heurtaient continuellement à des refus pour des raisons de santé publique (Baillargeon, 2020).

Ce qui est hallucinant, c'est qu'on a de plus en plus de difficulté à faire notre travail alors qu'on sent qu'il y a un décalage entre ce que dit Québec et ce qu'on voit sur le terrain [...] Donc ça prend absolument ces reportages-là pour mettre en lumière, pour que même les gouvernements eux-mêmes le voient (Journaliste 9).

Ce journaliste nous a même rapporté qu'un représentant du gouvernement lui avait proposé de faire du bénévolat pendant quelques jours pour obtenir l'accès à un CHSLD afin de pouvoir rendre compte de la situation.

Quelqu'un au-delà de la pyramide, en haut, qui m'a appelé pour me dire « on sait que vous êtes journaliste, on comprend votre demande, ce que vous allez faire avec ça, mais faut juste que vous compreniez que vous devez aussi faire du bénévolat » (Journaliste 9).

En plus des questions déontologiques que cette proposition soulève au plan journalistique, cette personne aurait eu à se placer en quarantaine après son reportage, ce qui aurait représenté une perte importante pour la direction du média d'information qui a refusé qu'il se soumette à cet exercice.



Le journaliste 5 estime aussi qu'il aurait été d'une grande pertinence, à ce moment de la crise, de pouvoir faire un état précis de situation. Cela aurait, à son avis, mis davantage de pression sur les autorités gouvernementales :

Je pense qu'on aurait dû le faire. Dans un monde idéal, on aurait aimé pouvoir le faire plus, pour illustrer ce dont on parle de façon théorique, selon les échos qu'on en a, mais qui restent des échos qu'on n'a pas été capable d'illustrer en images par exemple. Ça, j'aurais aimé qu'on puisse le faire, tout en étant très respectueux. Ça, c'est primordial (Journaliste 5).

Obtenir ou vérifier des informations factuelles de la part des autorités des établissements de santé débordés par la gestion de la crise constitue un autre défi soulevé par nos répondants. « Veut veut pas, pour bien des gens dans les CIUSS<sup>8</sup> et dans les instances publiques, les médias passent un peu en dernier » (Journaliste 9). À ce propos, des journalistes décrivent qu'ils ont l'impression de se trouver dans un véritable labyrinthe lorsqu'ils tentent d'obtenir des informations de la part des intervenants du réseau de la santé. « C'est un combat quotidien », résume le journaliste 1 qui explique à quel point il lui a été difficile d'obtenir des informations sur le nombre de CHSLD qui connaissaient des foyers d'infection, puisque les données n'étaient pas centralisées au ministère de la Santé et des Services sociaux. « Au lieu d'avoir à appeler à un endroit, faut que tu appelles à 22 endroits si tu veux faire le tour du Québec » (Journaliste 1). En guise de comparaison, le journaliste 8 relate avoir facilement obtenu des données provenant de l'Ontario, la deuxième province canadienne la plus touchée lors de la première vague. Ces données relatives au lavage des mains chez le personnel de la santé ontarien étaient disponibles sur Internet, alors qu'il a dû procéder à 26 demandes d'accès à l'information pour tenter d'avoir l'équivalent au Québec, ce qu'il n'avait pas encore obtenu au moment de l'entretien.

En mai 2018, les journalistes, les directeurs de nombreux médias d'information et le CPQ avaient réclamé des changements en profondeur à la Loi sur l'accès à l'information, prétendant que l'esprit de la loi adoptée en 1982 n'était plus respecté (Saint-Arnaud, 2018). Lorsque la pandémie est survenue, le gouvernement du Québec a suspendu les délais prescrits



par la Loi (Richer, 2020), laissant des dizaines de demandes d'information traîner en longueur, incluant celles portant sur la gestion de la pandémie. Richer (2020) estime à ce propos qu'il n'est « certainement pas incongru de présumer que quantité d'informations d'intérêt public sur la gestion de la crise demeurent cachées ». Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, reconnaît qu'il est possible, en période de pandémie, que certains gouvernements rencontrent des problèmes à assurer l'accès du public à l'information, mais que « les gouvernements devraient concevoir des méthodes d'accès à l'information qui leur permettent de poursuivre leurs programmes pendant la crise », étant donné que les mesures sanitaires risquent d'être en place pendant encore un certain temps (Kaye, 2020). L'UNESCO estime pour sa part que les gouvernements devraient y aller d'une divulgation proactive des informations « fiables et vitales », ce qui implique, de l'avis de l'organisation, « de publier des sources de données ouvertes, dans le respect de la vie privée des individus » (UNESCO, 2020b, p. 16).

Pour sa part, le journaliste 3 n'a pas l'impression que le gouvernement cherche à cacher de l'information aux journalistes et au public, mais montre du doigt la lenteur avec laquelle les autorités confirment certains faits : « Le gouvernement en place semble assez transparent, mais la transparence c'est une chose, la vitesse à laquelle le gouvernement transmet l'information, c'en est une autre » (Journaliste 3). Ce répondant estime que le reportage de Derfel (2020) aurait pu être publié plus rapidement si la confirmation des informations n'avait pas été aussi compliquée à obtenir. Cet article a eu de nombreux impacts, dont l'annonce de diverses enquêtes. Plusieurs de nos répondants ont affirmé que sa publication ainsi que celle des reportages qui en ont découlé dans les autres médias ont changé la dynamique entre les journalistes et les travailleurs du réseau de la santé. « Ça créé un effet d'entraînement », selon le journaliste 7, qui tentait depuis quelques semaines de parler à des préposés aux bénéficiaires. Il explique : « Personne ne me rappelait. Depuis lundi, je reçois des appels, elles se passent le mot. J'en ai eu 60 en une semaine » (Journaliste 7). Même constat pour le journaliste 5 : « Que ce soient des travailleurs du réseau de la santé, que ce soient des médecins, que ce soient de proches aidants ou des résidents de ces CHSLD, il y a un mouvement pour dénoncer la situation. » Ce journaliste, comme la majorité de nos



répondants, estime que le travail des médias a permis de mettre en lumière les « graves problèmes » dans les CHSLD, le manque criant de personnel, les pénuries de médicaments, les problèmes avec des équipements, et de faire entendre les cris de détresse et d'alarme du personnel du réseau de la santé. Le journaliste 8 espère d'ailleurs que la crise de la COVID-19 changera la dynamique entre le personnel de la santé et les journalistes en faisant comprendre aux acteurs de la santé l'importance de « la transparence dans un réseau ».

### 5.3 Le journalisme en confinement

Les derniers enjeux soulevés par nos répondants que nous exposons dans cet article reposent sur le défi d'informer le public sans s'exposer au virus, et ce, tant pour les journalistes de terrain que pour ceux qui travaillent dans les salles de nouvelles et les salles de rédaction habituellement bondées de journalistes. S'il y a une éclosion au sein d'une équipe, non seulement un grand nombre d'employés pourraient tomber malades, mais cela pourrait mettre en péril la capacité d'un média d'information à poursuivre sa mission première.

Pour protéger les effectifs et faire en sorte de pouvoir continuer d'informer le public, les gestionnaires des médias ont rapidement mis en place d'importantes mesures, provoquant de profonds changements dans les pratiques professionnelles. Les salles de rédaction des journaux ont été complètement fermées, tandis que les studios de télévision et de radio sont demeurés partiellement ouverts, avec des effectifs réduits et des heures de production limitées.

La COVID-19 a donc imposé le télétravail à un grand nombre de journalistes, tous médias confondus. « Nous, on a fermé la salle de rédaction. Tout le monde est reparti avec ses ordinateurs et on est de la maison depuis ce temps-là » (Journaliste 1). Il va sans dire que le télétravail a engendré des modifications majeures dans les pratiques professionnelles des journalistes, particulièrement pour les reporters de terrain à qui on demande désormais de faire beaucoup plus de tâches à distance : « On fait énormément d'entrevues par Skype et par Facetime, ce qui avant était terriblement mal vu, alors que maintenant, c'est accepté et même prôné » (Journaliste 2). Ce changement dans les habitudes de production peut aussi avoir un



impact sur la vérification des sources d'information : « Disons que notre réflexe premier, qui serait de pouvoir aller visualiser de nos yeux ce qui se passe, c'est pas mal, pas mal plus compliqué » (Journaliste 1). Cette vérification fait pourtant partie des critères propres à la rigueur de l'information, invoqués par le CPQ (2015).

Les journalistes de la presse écrite à qui nous avons parlé semblent mieux s'adapter au télétravail : « C'est un peu plus difficile d'avoir le même contact humain, mais on réussit quand même à bien s'en sortir, là », explique le journaliste 4. « Heureusement, on travaille quand même aussi bien en équipe, malgré la distance. Je n'ai jamais co-signé autant de textes de toute ma vie. [...] On unit nos forces », raconte le journaliste 1 qui apprécie le fait de pouvoir continuer de travailler tout en étant à la maison avec ses enfants. Contrairement à une enquête menée auprès de journalistes belges qui révèle un sentiment de solitude et d'isolement lié au télétravail (Le Cam et al., 2020), nos répondants semblent plutôt avoir développé de nouvelles pratiques de collaboration. Seuls deux répondants ont parlé du fait que le manque d'interactions avec leurs collègues était difficile pour eux. Les journalistes 2 et 8 ont aussi relevé des difficultés à concilier les obligations familiales avec celles du travail.

Par choix personnel, le journaliste 7 continue d'aller sur le terrain pour rédiger ses articles, mais relate que plusieurs de ses collègues s'y refusent compte tenu des risques sanitaires : « Beaucoup de journalistes chez nous préfèrent rester chez eux parce qu'ils ont peur d'attraper la COVID-19, ils ont une femme, des enfants, ils ne veulent pas les contaminer » (Journaliste 7).

Pour les journalistes de la radio et de la télévision, il est souvent impossible de produire leurs reportages à distance :

Je ne peux pas juste rester chez moi et faire de chez moi des entrevues téléphoniques pour tout. [...] Je suis un reporter terrain, terrain. Je suis quelqu'un qui, en général, raconte ce qu'il voit, je vais rencontrer les gens, je suis terrain, c'est un peu ma spécialité, mais maintenant on peut plus faire ça, sauf exception (Journaliste 3).



Avant la pandémie, la crise des médias avait déjà sévèrement diminué le nombre de longues enquêtes et de reportages de terrain (Forum des politiques publiques, 2017). La pandémie semble avoir exacerbé cette situation. Meunier (2020) s'inquiète que « le journalisme de confinement » éloigne encore plus les professionnels de l'information du terrain, leur « véritable place », et affecte le droit du public à l'information. Certains journalistes que nous avons interrogés ont exprimé des craintes en ce sens.

#### 5.4 L'accès au terrain potentiellement contaminé

Le risque de contracter le coronavirus est un défi inédit auquel les journalistes ont été confrontés lors de la première vague de la pandémie. Au Québec, il est rare que les journalistes soient confrontés à des risques aussi élevés en pratiquant leur métier. Les reportages extérieurs font désormais l'objet d'une rigoureuse analyse de risques au sein de la majorité des médias d'information. Un répondant qui a déjà couvert des conflits armés compare son travail pendant la pandémie à du journalisme de guerre :

Moi, je n'ai peur de rien. Je suis allé à la guerre en Afghanistan, je suis allé dans des ouragans en Floride, j'ai fait toutes sortes d'affaires. J'ai pris des risques dans ma vie. Là, c'est bizarre parce que tu sais, on dit l'ennemi invisible, mais c'est l'ennemi invisible pour les journalistes aussi (Journaliste 3).

Alors que les journalistes suivent habituellement des formations avant de se rendre dans des zones de conflits (Bizimana, 2006), les journalistes de terrain ont dû s'adapter quotidiennement aux nouvelles connaissances scientifiques au sujet du SARS-CoV-2 afin d'adopter des pratiques journalistiques moins risquées. De nombreuses mesures sanitaires ont été mises en place pour leur sécurité, très souvent en collaboration avec les employeurs, mais pas systématiquement. Un répondant a témoigné que son employeur n'était pas suffisamment préparé ou conscient des risques auxquels il s'exposait en allant sur le terrain.

La Press Emblem Campaign (PEC), une organisation qui veille à la sécurité et à la protection des journalistes dans les zones de conflit et les missions dangereuses, rapportait, en



date du 25 octobre 2020, que 431 journalistes répartis dans 51 pays avaient succombé à la COVID-19, ce qui rappelle durement les risques associés à la pratique du journalisme sur le terrain (PEC, 2020). Néanmoins, de nombreux répondants soulignent le fait que le journalisme de terrain demeure incontournable en temps de pandémie, même si le risque d'être contaminé en faisant son travail est réel (Hare, 2020). Le journaliste 9 en sait quelque chose, il a lui-même contracté le virus lors d'un tournage au début de la pandémie : « Il n'y avait pas de mesures de distanciation sociale encore en vigueur à ce moment-là. C'était vraiment un autre monde! » explique celui qui a repris le travail après 14 jours de quarantaine. Le journaliste 3 a aussi raconté avoir fait des reportages pendant lesquels il avait mis sa santé en jeu lorsque les mesures sanitaires n'étaient pas encore en vigueur.

Moi, j'allais dans les cliniques de dépistage, avec des gens qui toussaient dans le micro et je n'étais pas à deux mètres à ce moment-là. [...] Je suis allé à l'hôpital de Verdun récemment, j'ai parlé à des employés de l'hôpital de Verdun, à des patients qui sortaient de l'hôpital de Verdun. [...] Je me suis même fait dire par des employés : « Qu'est-ce que vous faites ici? C'est dangereux! » Je pense que ces gens-là avaient raison (Journaliste 3).

Ce journaliste explique qu'il n'avait alors pas tout à fait mesuré les risques de contracter le virus et qu'il a commencé à mettre en place ses propres règles à partir de ce moment-là pour sa propre sécurité et pour ne pas devenir un vecteur de transmission. Il a donc décidé de sélectionner davantage ses entrevues en fonction de leur importance, de ne plus faire de micro-trottoir<sup>9</sup>, d'apporter du désinfectant et de se fabriquer une perche avec un manche à balai pour pouvoir continuer de mener ses entrevues tout en s'éloignant physiquement.

J'ai géré ça moi-même. Je l'ai fait parce que j'ai 20 ans d'expérience. Mais je me mets à la place d'une personne qui a un an, deux ans, trois ans d'expérience. Cette personne-là prendrait peut-être des risques indus dans la situation, parce qu'il n'y a pas de règles précises qui ont été mises en place par une fédération comme par exemple les médecins spécialistes (Journaliste 3).



Ces limites dans le journalisme de terrain amènent les professionnels de l'information à devoir faire davantage confiance aux versions officielles du gouvernement, ce qui est plutôt contre nature pour eux, dont le rôle consiste à relayer certaines informations cruciales émanant des autorités pour les rendre accessibles à tous, tout en questionnant les discours officiels (Gilbert, 1971). En ce sens, Broustau (2018) explique que « les médias et les journalistes sont à la fois polémistes et pédagogues » (p. 175), double rôle qui tend à s'effacer dans le contexte de la couverture de la COVID-19 où le gouvernement demande aux journalistes de se concentrer sur leurs fonctions de pédagogues. Par exemple, les points de presse quotidiens mis en place par le gouvernement du Québec pendant la pandémie sont vus par les journalistes comme nécessaires, mais aussi particulièrement contraignants en raison des conditions imposées aux journalistes qui pouvaient y assister et dont le nombre de questions était limité. Le journaliste 5 résume :

Le gouvernement n'a pas versé dans l'autoritarisme, mais il s'est donné des pouvoirs qui s'apparentaient à de l'autoritarisme et donc, en l'absence de partis d'opposition qui n'ont aucune lumière, aucune visibilité, aucun éclairage en ce moment, le rôle des médias est d'autant plus important.

Nos résultats tendent à rappeler cette importance, mais soulèvent aussi de nombreuses contraintes dans les conditions de pratiques qui peuvent affecter à court ou long terme la qualité de l'information livrée par les journalistes québécois.

### **Conclusion**

Notre recherche avait pour objectif d'identifier les changements dans les pratiques journalistiques chez des professionnels de l'information au Québec dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19. Les témoignages obtenus permettent de constater que des défis déjà identifiés comme des menaces à la qualité de l'information se sont exacerbés, accentuant la pression subie par les journalistes. L'accélération de la vitesse de production de l'information, l'augmentation de la charge de travail et l'accès aux sources dans le réseau de la santé sont quelques-uns de ces enjeux qui ont été amplifiés par la crise sanitaire. À cela



s'ajoute une nouvelle réalité pour les journalistes qui doivent choisir entre travailler en confinement ou sur un terrain potentiellement contaminé, où ils doivent mettre en place une série de mesures de protection en raison des risques de contracter le virus. De façon générale, nous pouvons affirmer que ces nombreuses contraintes ont entravé les pratiques professionnelles des journalistes et menacé le droit du public à l'information.

Questionnés à cet effet, nos répondants ont estimé que l'information produite pendant les premières semaines de la pandémie était de qualité, bien qu'ils aient été également déchirés, par moments, à trouver l'équilibre entre leur rôle de chien de garde du gouvernement et celui de messenger des autorités (Lacroix & Carignan, 2020). Pourtant, Favereau (2005) affirme que « le travail du journaliste de santé devrait être de privilégier d'abord la clarté de sa fonction » (p. 25), car il ne « ne doit pas endosser le costume de l'agent de la santé publique » (p. 25). En voulant contribuer à la promotion et à l'adoption des mesures sanitaires prônées par la santé publique et en devant renoncer à certaines sources d'information momentanément inaccessibles, les journalistes ont pu glisser à leur insu vers cette fonction d'agent. Il serait nécessaire lors d'une recherche future d'aller vérifier ces prétentions et d'effectuer une analyse plus poussée du contenu produit par les médias québécois pendant la pandémie afin de vérifier si les modifications des pratiques relevées dans cette recherche ont des effets concrets sur le contenu produit.

Enfin, deux préoccupations majeures ressortent de nos entretiens. La première porte sur le droit à l'information qui risque d'être menacé si la pression continue de s'exercer de la sorte sur les journalistes. Dans un monde où la désinformation se fait de plus en plus présente et où une partie grandissante du public adhère aux théories du complot de toutes sortes, il nous semble crucial que de nouvelles mesures soient instaurées pour que le public ait accès à une information fiable et rigoureusement vérifiée. La deuxième préoccupation soulevée par nos entretiens porte sur le travail des journalistes qui devient de plus en plus difficile alors que les conditions de travail de ces derniers sont de plus en plus précaires (Le Cam et al., 2020). Il nous semble très probable que des professionnels de l'information épuisés décident de quitter le métier, malgré leur amour renouvelé pour leur profession (Lacroix & Carignan, 2020),



estimant qu'ils n'ont plus les moyens de produire une information de qualité. Si tel était le cas, une réduction additionnelle du nombre de journalistes conduirait inévitablement à une autre pression sur le droit du public à l'information.

## Notes

<sup>1</sup>Pendant cette enquête, la posture de Caroline Lacroix, journaliste et chercheuse, était communiquée de façon très claire aux participants avant la tenue des entretiens semi-dirigés. Présentatrice de nouvelles sur les ondes d'*ICI RDI*, elle a mené l'enquête de façon parallèle à toutes les tâches liées au suivi étroit de l'actualité. Cette double position lui a permis de développer une fine connaissance de la crise, lui donnant un regard encore plus éclairé sur les enjeux et les défis auxquels ont fait face les journalistes pendant les premières semaines de la pandémie.

<sup>2</sup>L'Office québécois de la langue française définit le terme *infodémie* comme une « surabondance d'informations, de véracité très variable, concernant un problème d'ordre public et particulièrement d'actualité, qui entrave sa résolution en empêchant la population générale de trouver des informations fiables et d'agir en conséquence » (OQLF, 2020).

<sup>3</sup>Toutes les données ont été récoltées via des applications de vidéoconférence (Skype, Facetime et Zoom) permettant de respecter les mesures de distanciation sociale en vigueur.

<sup>4</sup>Dans cet article, les participants à notre recherche seront identifiés selon l'ordre chronologique de nos entretiens, du journaliste 1 au journaliste 9. Pour assurer l'anonymat de nos répondants, nous les présenterons tous par l'emploi du genre masculin.

<sup>5</sup>Recherche effectuée avec les mots-clés *COVID* et *Coronavirus* du 27 janvier au 27 avril 2020.

<sup>6</sup>L'infobésité correspond à la surabondance d'informations en provenance notamment des chaînes d'information continue, des technologies numériques et des réseaux sociaux et la dépendance créée chez l'utilisateur (Larousse, 2020a).

<sup>7</sup>Les CHSLD (Centres d'hébergement de soins de longue durée) publics et privés « accueillent des adultes en grande perte d'autonomie qui ne peuvent plus vivre dans leur milieu de vie habituel » (Santé Montréal, 2020a).

<sup>8</sup>Un CIUSS est un Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux. Il regroupe les centres hospitaliers, les centres locaux de services communautaires, les centres d'hébergement de soins de longue durée, les centres de protection de l'enfance et de la jeunesse ainsi que les centres de réadaptation (Santé Montréal, 2020b).

<sup>9</sup>Le micro-trottoir est une technique journalistique qui consiste à recueillir différentes réactions du public. Le Larousse (2020b) le définit comme étant une « enquête d'opinion effectuée au hasard dans la rue, pour une radio ou une télévision ».

## Références

Abramowitz, S., McKune, S. L., Fallah, M., Monger, J., Tehoungue, K., & Omidian, P. A. (2017). The opposite of denial: Social learning at the onset of the Ebola emergency in Liberia. *Journal of Health Communication*, 22(sup1), 59-65. <https://doi.org/10.1080/10810730.2016.1209599>



- Alami, S., Desjeux, D., & Garabua-Moussaoui, I. (2013). *Les méthodes qualitatives*. Paris : Presses universitaires de France.
- Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ). (2019, Mai). *Présentation du mémoire de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) dans le cadre de la Commission sur l'avenir des médias*. Repéré à [http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique\\_147441&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjij7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz](http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_147441&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjij7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz)
- Baert, P., & Milasin, L. (2020, 24 février). La Corée du Sud et l'Italie en alerte face au COVID-19. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/monde/asiel/573545/la-coree-en-etat-d-urgence-les-voisins-de-l-iran-se-protigent>
- Baillargeon, S. (2020, 6 mai). Les images de la lutte contre le coronavirus manquent. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/culture/medias/578374/arret-sur-images>
- Bernier, M.-F. (2004). Une vision systémique de la vérité en journalisme. *Les Cahiers du journalisme*, (13), 124-131. Repéré à [http://www.cahiersdujournalisme.net/pdf/13/07\\_Bernier.pdf](http://www.cahiersdujournalisme.net/pdf/13/07_Bernier.pdf)
- Bizimana, A.-J. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés. *Communication*, 25(1), 84-111. <https://doi.org/10.4000/communication.1511>
- Bonneville, L., Grosjean, S., & Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Montréal : Gaëtan Morin éditeur.
- Boutin, G. (2006). *L'entretien de recherche qualitatif* (2<sup>e</sup> éd.). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Brin, C., & St-Pierre, M. (2013). *Crise des médias et effectifs rédactionnels au Québec*. Québec : Centre d'études sur les médias. Repéré à <https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/17602/1/Crise%20des%20medias%20et%20effectifs.pdf>
- Broustau, N. (2018). *Les médias et les journalistes, interprètes de la société*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Caron-Bouchard, M., & Noiseux, C. (2010). Les téléspectateurs en quête d'information santé : exploration des attentes des téléspectateurs à partir de deux études de terrain sur l'information santé dans les émissions de services. Dans L. Renaud (Éd.), *Médias et la santé : de l'émergence à l'appropriation des normes sociales* (pp. 343-361). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Conseil de presse du Québec (CPQ). (2015). *Guide de déontologie journalistique du Conseil de presse du Québec*. Repéré à [https://conseildepresse.qc.ca/wp-content/uploads/2017/12/Guide-de-deontologie-journalistique\\_CPQ.pdf](https://conseildepresse.qc.ca/wp-content/uploads/2017/12/Guide-de-deontologie-journalistique_CPQ.pdf)



- Delforce, B. (1996). La responsabilité sociale des journalistes : donner du sens, *Les Cahiers du journalisme*, (2), 16-33. Repéré à [http://www.cahiersdujournalisme.net/pdf/02/02\\_DELFORCE.PDF](http://www.cahiersdujournalisme.net/pdf/02/02_DELFORCE.PDF)
- Derfel, A. (2020, 11 avril). Public health, police find bodies, feces at Dorval seniors' residence : Sources. *Montreal Gazette*. <https://montrealgazette.com/news/local-news/public-health-police-find-bodies-feces-at-dorval-seniors-residence-sources/>
- Donovan, J. (2020). Social-media companies must flatten the curve of misinformation. *Nature*. <https://doi.org/10.1038/d41586-020-01107-z>
- Dubois, J. (2016). Bouversements médiatiques et qualité de l'information : enquête auprès de 121 professionnels de l'information québécois. *Les Études de communication publique*, (20). Repéré à [https://www.flsh.ulaval.ca/sites/flsh.ulaval.ca/files/flsh/communication/recherche/cahier\\_20\\_etudes\\_communication.pdf](https://www.flsh.ulaval.ca/sites/flsh.ulaval.ca/files/flsh/communication/recherche/cahier_20_etudes_communication.pdf)
- Eutrope, X. (2020, 17 juillet). Malgré la crise de la Covid-19, l'avenir du journalisme scientifique ne s'éclaircit pas. *La Revue des médias*. <https://larevuedesmedias.ina.fr/epidemie-Covid-19-avenir-journalisme-scientifique-sant%C3%A9%E2%80%93sciences>
- Favreau, É. (2005). Le journalisme, de l'information médicale à l'information santé. *Les Tribunes de la santé*, 4(9), 21-26. <https://doi.org/10.3917/seve.009.26>
- Focraud, A. (2020, 13 juin) Coronavirus : plus d'un million d'articles sur l'épidémie ont été publiés dans la presse depuis le 1<sup>er</sup> mars. *Le Journal du Dimanche*. <https://www.lejdd.fr/Societe/coronavirus-plus-dun-million-darticles-sur-lepidemie-ont-ete-publies-dans-la-presse-depuis-le-1er-mars-3974500>
- Forum des politiques publiques. (2017). *Le miroir éclaté : nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique*. Repéré à <https://shatteredmirror.ca/wp-content/uploads/leMiroirEclate.pdf>
- Généreux, M., Roy, M., David, M. D., Carignan, M.-E., Blouin-Genest, G., & Champagne-Poirier, O., (sous presse). Psychological response to the COVID-19 pandemic in Canada : Main stressors and assets. *Global Health Promotion*.
- Gilbert, M. (1971). L'information gouvernementale et les courriéristes parlementaires au Québec. *Revue canadienne de science politique*, 4(1), 26-51. <https://doi.org/10.1017/s0008423900026299>
- Gingras, A-M. (2009). *Médias et démocratie. Le grand malentendu* (3<sup>e</sup> éd.). Québec : Presses de l'Université du Québec.



- Gouvernement du Canada. (2020). *Visualisations interactives de données de COVID-19*. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus.html#a2> (consulté le 5 septembre 2020 – puis mise à jour quotidiennement).
- Gouvernement du Québec. (2020). *Situation du coronavirus (COVID-19) au Québec*. <https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/a-z/coronavirus-2019/situation-coronavirus-quebec/#c47907>
- Hare, K. (2020, 30 septembre). The journalists and colleagues we've lost to the coronavirus. *Poynter*. <https://www.poynter.org/business-work/2020/the-journalists-and-colleagues-weve-lost-to-the-coronavirus/>
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2020a). *Données COVID-19. Ensemble des régions du Québec*. <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/regions> (consulté le 3 juin 2020 – page mise à jour quotidiennement).
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2020b). *La surveillance de la COVID-19 : tout un marathon pour nos équipes*. <https://www.inspq.qc.ca/nouvelles/surveillance-covid-19-tout-marathon-nos-equipes>
- Kaye, D. (2020). *Pandémies et liberté d'opinion et d'expression. Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression* [Rapport soumis au Conseil des droits de l'homme]. <https://undocs.org/fr/A/HRC/44/49>
- Lacroix, C., & Carignan, M.-E. (2020). Une crise dans la crise : comment les journalistes perçoivent-ils leurs rôles et leur avenir en temps de pandémie? *Les Cahiers du journalisme – Recherches*, 2(5), R3-R18. [http://doi:10.31188/CaJsm.2\(5\).2020.R003](http://doi:10.31188/CaJsm.2(5).2020.R003)
- Lalancette, M., & Lamy, M. (2020, 3 avril). Enjeux de l'éclipse médiatique provoquée par la COVID-19. *Options Politiques*. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/avril-2020/enjeux-de-leclipse-mediatique-provoquee-par-la-covid-19/?fbclid=IwAR17mNKxNDnancjyqCZf4ljKj7jMCvudCega7L1TBpdYVRMV0a-AWgENLMk>
- Larousse. (2020a). *Infobésité*. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/infob%C3%A9sité/C3%A9/188142>
- Larousse. (2020b). *Micro-trottoir*. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/micro-trottoir/51349?q=micro-trottoir#432134>
- Le Cam, F., Libert, M., & Domingo, D. (2020). Journalisme en confinement. Enquête sur les conditions d'emploi et de travail des journalistes belges francophones. *Les Carnets du LaPIJ*, (1). <https://lapij.ulb.ac.be/wp-content/uploads/2020/06/Les-Carnets-du-LaPIJ-1-Journalisme-en-confinement-Juin-2020.pdf>



- Marcotte, P. (2008). *La qualité du journalisme vue par ceux qui le pratiquent*. Québec : Centre d'études sur les médias. Repéré à <https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2019/04/qualitejournalisme.pdf>
- Martel, M.-È. (2018). *Extinction de voix : plaidoyer pour la sauvegarde de l'information régionale*. Montréal : Somme toute.
- Meunier, H. (2020, 9 avril). *Journalisme de confinement*. Fédération professionnelle des journalistes du Québec. <https://www.fpqj.org/fr/tous-les-billets/journalisme-de-confinement>
- Millette, V. (2020, 17 juin). *Enquête internationale sur les impacts psychosociaux de la pandémie à COVID-19 : la population d'ici moins affectée psychologiquement qu'aux États-Unis*. Université de Sherbrooke. <https://www.usherbrooke.ca/actualites/nouvelles/nouvelles-details/article/42983/>
- Monnier, A. (2020). Covid-19 : de la pandémie à l'infodémie et la chasse aux fake news. *Recherches & éducations*. <https://doi.org/10.4000/rechercheseducations.9898>
- Mucchielli, A. (Éd.) (2009). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales* (3<sup>e</sup> éd.). Dunod : Armand Colin.
- Office québécois de la langue française (OQLF). (2020). *Infodémie*. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26558108](http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26558108)
- Organisation mondiale de la Santé (OMS). (2020, 27 avril). *COVID-19 – Chronologie de l'action de l'OMS*. <https://www.who.int/fr/news-room/detail/27-04-2020-who-timeline--covid-19>
- Payette, D. (2010). *L'information au Québec, un intérêt public*. Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec. Repéré à <https://www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/media/rapport-Payette-2010.pdf>
- Péloquin, T., & Bilodeau, É. (2020, 5 avril). Pandémie de fausses nouvelles. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/202004/04/01-5268052-pandemie-de-fausses-nouvelles.php>
- Press Emblem Campaign. (2020). *61 Media workers killed so far in 2020 – at least 431 journalists have died from COVID-19 in 51 countries*. <https://pressemblem.ch> (consulté le 25 octobre 2020 – page mise à jour quotidiennement).
- Richer, J. (2020, 31 mai). Victime collatérale de la COVID 19 : l'accès à l'information gouvernementale. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/202005/31/01-5275792-victime-collaterale-de-la-covid-19-lacces-a-linformation-gouvernementale.php>



- Saint-Arnaud, P. (2018, 2 mai). Accès à l'information : les médias réclament une nouvelle loi. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201805/02/01-5168748-acces-a-linformation-les-medias-reclament-une-nouvelle-loi.php>
- Saint-Jean, A. (2002). *Éthique de l'information : fondements et pratiques au Québec depuis 1960*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Santé Montréal. (2020a). *Centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD)*. <https://santemontreal.qc.ca/population/ressources/chsld/>
- Santé Montréal. (2020b). *Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS)*. <https://santemontreal.qc.ca/population/ressources/ciuss/>
- Sauvajol-Rialland, C. (2013). *Infobésité. Comprendre et maîtriser la déferlante d'informations*. Paris : Vuibert.
- Savoie-Zajc, L. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (Éd.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données* (5<sup>e</sup> éd.). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Smallman, S. (2015). Whom do you trust? Doubt and conspiracy theories in the 2009 influenza pandemic. *Journal of International and Global Studies*, 6(2), 1-24. Repéré à <https://www.lindenwood.edu/files/resources/1-24.pdf>
- Sormany, P. (2011). *Le métier de journaliste : guide des outils et des pratiques du journalisme au Québec* (3<sup>e</sup> éd.). Montréal : Boréal.
- UNESCO. (2020a, 30 avril). *Avec le COVID-19, le journalisme est confronté à de nouveaux défis au moment même où le monde en a le plus besoin*. <https://fr.unesco.org/news/covid-19-journalisme-est-confronte-nouveaux-defis-au-moment-meme-ou-monde-plus-besoin-rapport>
- UNESCO. (2020b). *Journalisme, liberté de la presse et COVID-19*. Repéré à [https://fr.unesco.org/sites/default/files/unesco\\_covid\\_brief\\_fr.pdf](https://fr.unesco.org/sites/default/files/unesco_covid_brief_fr.pdf)
- Wechsler, S. (2020). We mapped all the media impacts of COVID-19 in Canada. *Local News Research Project*. <https://localnewsresearchproject.ca/2020/04/29/we-mapped-all-the-media-impacts-of-covid-19-in-canada/>

**Article 2 : Une crise dans la crise : comment les journalistes perçoivent-ils leurs rôles et l'avenir du métier en temps de pandémie de COVID-19?**

# Une crise dans la crise : comment les journalistes perçoivent-ils leurs rôles et leur avenir en temps de pandémie ?

*Caroline Lacroix, Université de Sherbrooke et Radio-Canada  
Marie-Eve Carignan, Université de Sherbrooke*

## RÉSUMÉ

Alors que l'information est cruciale en matière de santé publique, notamment pour informer les citoyens des mesures sociosanitaires à adopter, mais aussi pour évaluer celles mises en place par les autorités, les médias de nombreux pays traversent une grave crise financière lorsque survient la pandémie de COVID-19. Le ralentissement économique mondial exacerbe ces difficultés et cela se traduit par une importante vague de fermetures et de mises à pied qui affaiblissent un journalisme déjà précaire. Notre recherche se penche sur les perceptions des journalistes québécois quant au rôle qu'ils ont joué dans l'épicentre de la pandémie au Canada. À partir de leurs témoignages, nous remarquons qu'ils se sont trouvés à exercer à la fois les fonctions de messagers et de chiens de garde du gouvernement. Nous verrons aussi que leur passion pour leur métier s'est renouvelée à travers cette couverture exceptionnelle, mais qu'ils sont nombreux à craindre pour l'avenir de leur profession en raison de la crise médiatique qui s'est exacerbée.

## ABSTRACT

Even though news is crucial when it comes to public health, especially in terms of informing citizens of the social and health measures to adopt, but also helping to evaluate the measures established by the authorities, the media in many countries has been experiencing a serious financial crisis with the COVID-19 pandemic. This crisis is compounded by the current global economic downturn, as is reflected by the significant wave of closures and layoffs that are weakening journalism, which was already in a precarious state. This study examines Quebec journalists' perceptions of the role they have played at the epicentre of the pandemic in Canada. Their accounts show how they have found themselves acting as both messengers and watchdogs for the government. As we will see, while their passion for their profession has been renewed by the exceptional journalistic coverage during the pandemic, many of them fear for the future of their profession given the recent worsening of the media crisis.

DOI: 10.31188/Cajsm.2(5).2020.R003

Les médias d'information traversent une grave crise financière lorsque la COVID-19 arrive en sol québécois, en mars 2020. La pandémie provoque un choc économique tel qu'il menace la survie de nombreuses industries, si bien que les annonceurs se font de plus en plus rares, voire absents. Les entreprises de presse n'y échappent pas et doivent procéder à des restructurations qui entraînent des compressions supplémentaires et de nouvelles fermetures de salles de rédaction. Au même moment, les journalistes commencent ce qu'ils décrivent comme l'une des périodes les plus éprouvantes de leur carrière et couvrent les développements multidimensionnels que présente la crise sanitaire mondiale.

C'est dans ce contexte exceptionnel que nous avons voulu explorer les perceptions des journalistes du Québec quant à leurs fonctions exercées lors des premières semaines de la pandémie. À la lumière de neuf entretiens semi-dirigés réalisés auprès de professionnels de l'information<sup>1</sup>, on découvre que les journalistes ont la certitude d'avoir rempli une mission essentielle dans une période cruciale. Pour ce faire, ils expliquent qu'ils ont dû jouer les équilibristes entre se faire à la fois les chiens de garde du gouvernement – un rôle qui, dans la plupart des pays occidentaux, se situe au cœur du noyau normatif de la représentation que les professionnels de l'information se font de leur métier (Hanitzsch et Vos, 2018) – et les messagers des autorités (un rôle plus neutre et détaché) dans le but de donner une chance de réussite au plan de lutte contre la COVID-19 qui reposait largement sur l'adhésion aux mesures sanitaires mises en place (Adalja, Toner et al., 2020), tout en conservant un regard critique.

La façon dont les professionnels de l'information ont perçu ces fonctions dichotomiques et simultanées fait l'objet de la première partie de cet article. Nous démontrons également que d'informer le public pendant une période aussi cruciale a fait ressurgir leur amour du métier. Par contre, le pessimisme des journalistes est criant face à l'avenir de leur profession : ils sont nombreux à prédire la mort d'autres médias d'information et l'affaiblissement du journalisme au sortir de cette crise sanitaire qui aura tout bouleversé, ce qui risque, selon eux, d'affecter la capacité des professionnels de l'information à jouer leur rôle lors d'une prochaine crise sanitaire.

## **La pandémie de COVID-19 et le journalisme**

### **L'importance de l'information en temps de crise de santé publique**

Dans la société du risque où nous évoluons aujourd'hui (Beck, 2001 ; Giddens, 2005 ; Peretti-Watel, 2001), les potentialités de voir des crises de tout genre et de toute nature subvenir se multiplient rapidement. Parmi celles-ci, subsiste la menace de voir une pandémie à l'échelle mondiale en raison notamment de la mondialisation, de l'augmentation des voyages, de l'urbanisation, des changements dans l'utilisation des ressources et d'une plus grande exploitation de l'environnement (Madhav, Oppenheim et al., 2017). Avant la pandémie de COVID-19, la question n'est donc plus de savoir si nous ferons face à une crise sanitaire, mais plutôt quand nous devrons y faire face.

<sup>1</sup> Pendant cette enquête, la double posture de Caroline Lacroix, journaliste et candidate à la maîtrise en communication de l'Université de Sherbrooke, était communiquée de façon très claire aux participants avant la tenue des entretiens semi-dirigés. Elle a mené la recherche de façon parallèle à toutes les tâches liées au suivi étroit de l'actualité. Cette double position lui a permis de développer une fine connaissance de la crise, lui donnant un regard éclairé sur les enjeux et les défis auxquels ont fait face les journalistes pendant les premières semaines de la pandémie.

Les efforts des autorités sont alors concentrés sur la communication des risques, largement associée à la santé publique et aux actions mises en place par les gestionnaires, pour prévenir le public des comportements à risques et chercher à lui faire adopter des comportements préventifs adéquats (Seeger, 2006). Cette communication échoue lorsqu'elle ne parvient pas à motiver la population à adopter des comportements préventifs adéquats et à convertir leurs connaissances des risques en actions concrètes (Abunyewah, Gajendran et al., 2018). À l'opposé, elle semble plus efficace lorsqu'elle inclut de l'information sur l'efficacité des mesures mises en place pour protéger les individus et la société (Dryhurst, Schneider et al., 2020). Les citoyens sont donc appelés à développer une culture du risque qui leur permette d'agir en société et d'affronter le futur (Giddens, 1991), surtout dans un contexte où les stratégies des acteurs de santé publique reposent largement sur l'adhésion populationnelle. Cette culture repose sur une communication stratégique qui devient alors la clé pour permettre aux citoyens de comprendre ces risques et d'adopter les bons comportements pour y faire face (David et Carignan, 2017).

Au cœur de cette communication stratégique se retrouvent les médias qui accordent une importante couverture aux crises et ont un rôle capital à jouer pour transmettre des informations cruciales au public. Ainsi, parler des risques serait presque toujours parler de leur médiatisation ou de la vision que les médias en ont dressé (Carignan, 2014 ; Champagne, 1999). Des études sur la perception du risque démontrent d'ailleurs que les publics ont une image construite par les médias et surestiment les « *risques imaginaires* » ou la fréquence des événements spectaculaires et fortement médiatisés, dont les attentats ou les meurtres, pourtant moins fréquents, et sous-estiment les risques naturels qui sont les plus fréquents, mais les moins médiatisés, tels les maladies et les accidents (Fischhoff, Slovic et al., 1978). La façon dont les médias traitent d'un sujet jouerait donc un rôle clé dans la façon dont les risques seront gérés et sur la perception des individus qui évalueraient les événements en comparaison avec ceux qui ont été fortement médiatisés préalablement (Boutté, 2006 ; Hornig Priest, 2005).

Ainsi, il semble nécessaire de se pencher sur le rôle des professionnels de l'information pour communiquer sur ces risques. Les journalistes peuvent voir leur rôle en trois temps dans ce type de situation : 1) informer le public de la situation, 2) donner de l'information pour décoder et comprendre la situation, et 3) en analyser les conséquences (Carignan, 2014). Lors de l'implantation des mesures sociosanitaires visant à combattre la COVID-19, une grande pression est mise sur les médias d'information pour se faire les relais du gouvernement et faire la promotion de ses mesures au sein du public. Une affirmation du directeur national de la santé publique au Québec, Horacio Arruda, qui a attiré de vives critiques au sein des médias d'information pendant la pandémie de COVID-19, en témoigne de façon éloquent, alors qu'il a qualifié les journalistes de « *pigeons voyageurs* » en référence à leur devoir de partager ce type de message officiel (Hachey, 2020). Cet incident se veut un bon indicateur des tensions vécues par la communauté journalistique qui doit jongler entre la responsabilité qui lui est attribuée dans la réponse publique aux mesures mises en place et ses fonctions usuelles de « chien de garde de la démocratie » voulant critiquer et contrevérifier les mesures gouvernementales. Ces tensions vécues par les journalistes se déroulent dans un contexte où les professionnels de l'information sont eux-mêmes confrontés à la pandémie, à ses risques sanitaires, à ses répercussions économiques et aux effets directs des mesures de santé publique sur les conditions de

pratique journalistique (la distanciation physique et les mesures de confinement modifiant largement les conditions de pratiques des journalistes sur le terrain).

### **État des médias d'information avant la pandémie**

Ainsi, la pandémie survient au moment où les médias d'information des pays industrialisés sont plongés dans une grave crise financière. Au Canada, plusieurs observateurs s'inquiètent que les médias ne puissent plus assurer « *une couverture régulière, routinière et solide des institutions civique* » (Forum des politiques publiques, 2017, p. 28). Depuis 2010, plusieurs journaux régionaux ont disparu ou ont réduit leur personnel de façon considérable : 225 hebdomadaires et 27 quotidiens n'existent plus et plus de 12 000 postes de journalistes ont été abolis (Forum des politiques publiques, 2017). Pour le Québec, le dernier recensement mené par Statistique Canada faisait état d'une réduction de 10 % du nombre de journalistes entre 2006 et 2016 (Giroux, 2019, p. 69).

Cette baisse importante de sources d'informations professionnelles est attribuable au bouleversement du modèle d'affaires des médias d'information provoqué par l'essor des géants du numérique qui engrangent la majorité des revenus publicitaires. Ce phénomène est observable un peu partout dans le monde. Selon un rapport du Canadian Media Concentration Research Project (CMCRP) et de l'Université Carleton à Ottawa, les géants Google et Facebook s'accaparent 74 % des revenus publicitaires numériques (Winseck, 2018) au détriment des médias d'information, ce qui a un impact direct sur la capacité de ces médias à garder les journalistes à l'emploi et à financer la production de nouvelles avec autant de qualité, de diversité et de profondeur (Martel, 2018). Pour survivre, plusieurs médias, dont ceux du Québec, ont dû revoir leur modèle d'affaires. Le plus ancien quotidien francophone d'Amérique du Nord, *La Presse*, s'est transformé en un organisme à but non lucratif (OBNL), le journal *Le Devoir* mise désormais sur l'abonnement, la philanthropie et les revenus publicitaires, et les six quotidiens régionaux du Groupe Capitales Médias se sont réunis sous la coopérative CN2i, espérant atteindre la rentabilité d'ici 2022. Cette rentabilité constitue un défi. Ainsi, dans son rapport annuel 2019 sur l'industrie des médias d'information, le Reuters Institute for the Study of Journalism de l'Université Oxford souligne, après avoir étudié la situation de 38 pays, que les médias sont encore loin d'avoir trouvé des modèles d'affaires durables et que cela présente des enjeux importants (Newman, Fletcher et al., 2019).

### **La pandémie fait reculer le droit à l'information à un moment crucial**

Les premiers mois de 2020 creuseront un fossé encore plus important dans les finances déjà précaires des médias d'information. En raison des risques élevés de contagion et de l'absence d'un vaccin ou de traitements médicaux, le nouveau coronavirus force de nombreuses industries à ralentir, voire à cesser leurs activités, ce qui engendre une crise économique majeure. En juin 2020, la Banque mondiale révèle d'ailleurs que « *la pandémie de COVID-19 a eu un impact économique "rapide et massif" qui n'a jamais affecté autant de pays depuis 150 ans, et ce, malgré l'aide massive des gouvernements* » (Scott et Toutou, 2020).

Devant cette crise économique qui découle de la pandémie, les annonceurs se font rares et les revenus publicitaires, déjà affectés par la concurrence du numérique, se retrouvent en chute libre. Au cours des six premières semaines de la pandémie, plus d'une centaine de médias canadiens réduisent leurs effectifs et 50 journaux cessent leurs activités de façon

temporaire ou permanente au pays (Wechsler, 2020). Au Québec, Québecor et Cogeco Média annoncent la mise à pied temporaire de nombreux employés. Le quotidien *La Presse* retronche le salaire et le régime de retraite des journalistes et des cadres d'environ 14 %, une mesure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 (Brousseau-Pouliot, 2020a).

Cette nouvelle vague de compressions survient au moment même où le public compte majoritairement sur les médias traditionnels, plus que sur toutes les autres sources, pour obtenir des renseignements sur la COVID-19 (Statistique Canada, 2020). Même si le public manifeste le besoin de connaître tous les détails de la pandémie afin de prendre des décisions pouvant être vitales, rares sont les médias qui peuvent bénéficier financièrement de l'augmentation de l'auditoire observée pendant cette période et il est incertain que cette hausse se maintienne après la crise (Bendali, 2020).

Les premiers ministres du Québec et du Canada estiment que les médias d'information sont un service essentiel, mais l'aide financière promise avant la pandémie se fait attendre et plusieurs entreprises de presse peinent à poursuivre leur mission (Brousseau-Pouliot, 2020b). Pour l'organisme Reporters sans frontières (RSF), la COVID-19 et les crises financières qui en découlent entraînent l'appauvrissement du journalisme de qualité et menacent le droit à l'information libre et indépendante à l'échelle mondiale (RSF, 2020).

Cette diminution importante du nombre de journalistes et ce recul du droit à l'information, se produisant simultanément à la pandémie, entraînent forcément un questionnement quant au rôle joué par les professionnels de l'information en cette période de crise sanitaire mondiale. Comment les professionnels de l'information ont-ils perçu et assumé leur rôle en ces temps exceptionnels de COVID-19 ? C'est ce qui nous amène aux objectifs de notre recherche.

### **Objectifs de la recherche**

C'est dans ce contexte financier particulièrement difficile pour les médias et face à l'importance des informations indépendantes et vérifiées en temps de crise que nous nous sommes intéressées au travail réalisé par les journalistes appelés à couvrir la pandémie de COVID-19. De façon globale, notre recherche porte sur les effets de la pandémie sur le travail journalistique ainsi que sur les défis rencontrés par les professionnels de l'information du Québec dans la couverture de cette crise sanitaire.

Dans cet article, nous nous concentrons sur la représentation que les professionnels de l'information ont eue de leur rôle pendant les premières semaines de la pandémie et abordons l'effet que les déplacements de rôles qu'ils ont observés peut avoir sur leurs perceptions du métier et de l'avenir de la profession. Nous évoquons ainsi le fait que plusieurs d'entre eux sortent de cette couverture journalistique des plus éprouvantes avec plus d'estime et d'affection pour leur métier. Toutefois, nous verrons aussi que les journalistes entrevoient l'avenir de leur profession avec beaucoup de pessimisme, alors que la crise financière des médias d'information a pris de l'ampleur pendant les premiers mois de la pandémie.

### Méthodologie

Notre recherche repose sur une approche qualitative. Nous tenions à récolter nos données au plus fort de la crise au Québec, alors que le nombre de cas de COVID-19 était en hausse constante et que les professionnels de l'information se trouvaient en plein cœur d'une couverture journalistique hors normes. Neuf journalistes québécois ont accepté de répondre à nos questions, malgré leur emploi du temps chargé. La majorité de nos entretiens semi-dirigés ont été réalisés à la mi-avril alors qu'un dernier a eu lieu au début du mois de mai.

Nos participants<sup>2</sup>, cinq femmes et quatre hommes, exercent le journalisme depuis au moins cinq ans et ont tous été très impliqués dans la couverture médiatique de la COVID-19. Par souci de diversité, les journalistes à qui nous avons parlé proviennent de différents médias québécois, tous types de journalisme confondus (radio, télévision, presse écrite et internet). Trois des répondants œuvrent au sein d'un média national public, trois autres travaillent pour un média national privé, alors que les trois derniers sont à l'emploi d'une organisation médiatique à but non lucratif (l'une nationale, l'autre régionale et la dernière à vocation scientifique). Cet échantillon nous permet d'obtenir une variété de représentations des structures de propriété et des types de médias. Néanmoins, les analyses conduisant aux résultats présentés dans cet article n'ont pas révélé de différences significatives dans les réponses selon le rattachement médiatique du répondant.

Pour analyser les données recueillies au cours de ces entretiens, nous avons utilisé une technique d'analyse thématique puisqu'elle nous apparaissait la plus polyvalente pour notre type de recherche (Bonneville, Grosjean et al., 2017 ; Mucchielli, 2009). Nous avons ciblé, dans un guide d'entretien, les idées principales que nous voulions aborder avec les participants. En codant le verbatim de chaque entretien à l'aide du progiciel N'Vivo, nous avons regroupé toutes les idées en différentes catégories, ce qui nous a permis d'identifier les principaux enjeux et défis auxquels les journalistes ont été confrontés. Pour cet article, nous avons choisi de présenter les résultats liés aux perceptions des journalistes à propos de leur métier et de l'avenir, perceptions qui se confrontent entre le sentiment du devoir accompli, un amour rehaussé pour la profession et la crainte quant à l'avenir des médias et de leur capacité à jouer pleinement leur rôle lors d'une éventuelle crise sanitaire aussi importante.

### Présentation des résultats

C'est à la mi-mars 2020 que les journalistes du Québec, avec des ressources limitées comme nous l'avons vu précédemment, ont plongé dans ce qui allait devenir l'une des périodes les plus exigeantes de leur carrière. Les participants à notre recherche nous ont témoigné des efforts considérables qu'ils ont dû fournir pendant de nombreuses semaines pour arriver à informer le public de tous les bouleversements provoqués par le nouveau coronavirus, mais aussi de toutes les mesures gouvernementales annoncées quotidiennement par le gouvernement du Québec et du Canada : fermeture des écoles et

---

<sup>2</sup> Dans cet article, les participants à notre recherche seront identifiés selon l'ordre chronologique de nos entretiens, du journaliste 1 au journaliste 9. Pour assurer la confidentialité de nos répondants, nous les présenterons tous par l'emploi du genre masculin.

des entreprises jugées non-essentiels, mesures sanitaires diverses et règles de confinement (Gouvernement du Québec, 2020).

### **Entre pigeons voyageurs et chiens de garde**

Nos résultats démontrent que bon nombre de journalistes se sont retrouvés instinctivement à revoir leurs façons d'exercer leur métier et à chercher comment assumer leur rôle en ces temps de pandémie. Relayer les mesures sanitaires présentées par les autorités comme une question de vie ou de mort ou remettre en doute les décisions gouvernementales ? Plusieurs répondants ont eu l'impression de marcher sur un fil, à cheval entre le rôle de messenger et celui de chien de garde de l'information. Un double-rôle qu'ils ont dû, pour la plupart, apprivoiser. Cela s'explique, selon les perceptions du journaliste 5, par la nécessité de faire connaître les mesures sanitaires et de confinement afin de contribuer à la réussite du plan gouvernemental, donc ultimement au combat contre la COVID-19. Ce journaliste explique le tiraillement ressenti entre la représentation qu'il a habituellement de son métier (remettre en question, critiquer et analyser les décisions des autorités) et le sentiment à l'effet qu'il devait soudainement participer à la transmission des messages des autorités pour assurer l'adhésion populationnelle aux mesures essentielles :

Et je t'avoue que dans les premières journées, ç'a été difficile parce que le gouvernement a adopté des mesures et voulait que ces mesures se rendent à la population. Il y avait un devoir de réussite de ces mesures-là pour permettre à notre société et à notre population de combattre la maladie. Donc, on était réduit un peu à ce rôle de courroie de transmission (Journaliste 5).

Certains répondants ont comparé cet aspect de leur travail à un « *effort de guerre* » ou à « *une responsabilité sociale*<sup>3</sup> » pour transmettre à la population, sans trop de filtres, les informations, les consignes et les mesures adoptées par le gouvernement. Ce rôle semble avoir été plus important en début de crise en raison de l'urgence sanitaire. À ce propos, plusieurs de nos participants ont été professionnellement heurtés quand le directeur de la santé publique, Horacio Arruda, les a décrits comme étant ses « *merveilleux pigeons voyageurs* ». « *Effectivement, il y a des gens qui pensent qu'on est des pigeons voyageurs, mais ce n'est pas exactement ça* », rétorque le journaliste 1.

C'est une expression qu'on a comprise, mais qu'on n'a pas nécessairement appréciée parce que ça nous déleste de notre autre rôle qu'on doit continuer à assumer, même en temps de pandémie, même en temps de crise sanitaire, c'est-à-dire de contrepoids au pouvoir exécutif, au pouvoir du gouvernement (Journaliste 5).

Cet autre rôle, communément appelé celui de « chien de garde », est l'un des plus appréciés et valorisés par les journalistes du monde entier (Weaver et Willnat, 2012). Il constitue aussi une dimension ancrée dans l'idéal que plusieurs se font du journalisme politique, c'est-à-dire qu'il représente le quatrième pouvoir (Hanitzsch et Vos, 2018). Il est d'ailleurs important de souligner que les travaux de l'Assemblée nationale avaient été suspendus lors des deux premiers mois de la pandémie au Québec et que les partis d'opposition ont eu très peu d'occasions de soulever des questionnements sur le plan

<sup>3</sup> La responsabilité sociale des médias stipule que les médias doivent s'assurer d'agir de façon responsable et que la société est en droit d'exiger des comptes pour veiller à ces agissements responsables. Voir Siebert, Peterson et al. (1956) à ce propos.

d'action gouvernemental. À ce moment, l'ex-juge à la Cour suprême du Canada, Louise Arbour avait d'ailleurs déclaré :

Au niveau des droits de la personne, les organes de surveillance sont très importants. Les oppositions, les parlementaires, les médias. Et dans le moment, vous vous inquiétez. Il ne faut pas que personne ne devienne le mégaphone, le porte-parole des autorités, même quand on a vraiment confiance. Il ne faut pas abandonner l'espèce de vigilance et la légitimité de poser des questions qui peuvent aller à l'encontre de l'opinion publique (Arbour, 2020).

Cela explique aussi que les journalistes à qui nous avons parlé se soient sentis tiraillés entre leurs fonctions de surveillance critique et celle nommée informationnelle-instructive par Hanitzsch et Vos (2018), qui se résume essentiellement à la transmission d'informations nécessaires pour que les citoyens participent à la vie politique. En évoquant que les journalistes étaient ses pigeons voyageurs, le directeur de la santé publique pouvait aussi donner l'impression que les journalistes étaient ses collaborateurs ou des facilitateurs du gouvernement, une dimension journalistique qui, selon Hanitzsch et Vos (2018), s'accompagne souvent d'une tendance à défendre des autorités et à s'engager systématiquement dans l'autocensure, ce à quoi ne souscrivent pas les répondants : « *Oui, on a un rôle d'informer de ce que disent le gouvernement et la Santé publique, mais on a aussi le rôle de regarder ce qui ne marche pas et de le rapporter* », précise le journaliste 7.

Les répondants estiment qu'ils étaient donc toujours aux aguets et conservaient leur fonction de surveillance critique, tout en assumant celle de messenger qui semblait avoir préséance sur la première au début de la pandémie. Lorsqu'ils ont commencé à percevoir des problématiques et à obtenir des informations qui contredisaient les déclarations officielles des autorités, ils ont recalibré leur double-rôle pour mettre en doute certaines décisions du gouvernement et interroger notamment le niveau de préparation des gouvernements, la capacité des systèmes de santé à affronter la crise et la disponibilité du matériel de protection. Par exemple, le journaliste 7 rappelle que le premier ministre a nié, un certain temps, qu'il y avait une pénurie de masques et d'équipements de protection médicale et que ce sont les questions des médias, ayant obtenu des informations allant en ce sens, qui l'ont amené à admettre qu'il y avait un problème important. Les répondants, tous convaincus d'avoir contribué de façon indispensable à la lutte contre la pandémie, soutiennent que leur quête de la vérité a notamment permis de mettre au jour les graves lacunes dans les résidences pour aînés où se sont produits des milliers de décès :

Sans un article de la *Gazette* [Derfel, 2020], on n'aurait pas vu la situation dans les CHSLD<sup>4</sup>, sans les questions des journalistes, on aurait moins su de la situation générale au Québec, des pénuries de médicaments, des cris de détresse et d'alarme du personnel de la santé (Journaliste 5).

Pour la grande majorité des professionnels de l'information à qui nous avons parlé, il est indéniable que leur travail a contribué à démontrer toute la pertinence du journalisme à travers cette pandémie et que l'exposition des situations problématiques dans les médias

<sup>4</sup> Au Québec, la pandémie a frappé durement dans les résidences pour aînés et les centres d'hébergement et de soins de longue durée (INSPQ, 2020). « *Sur les décès causés par le coronavirus au Québec en date du 16 juin, 3 642 provenaient de CHSLD, 932 de résidences pour aînés (RPA) et 234 de ressources intermédiaires (RI)* » (Pilon-Larose, 2020).

d'information a permis au gouvernement de prendre conscience de certains problèmes et d'adopter des mesures. « *Si on n'avait pas sorti, jour après jour, des décès et le nombre de cas qui n'arrêtaient pas d'augmenter dans les CHSLD, ç'aurait peut-être fini par sortir, mais pas aussi vite* », estime le journaliste 1. Cela rappelle que le gouvernement minimisait l'ampleur du problème en parlant de cinq centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) où il y avait des problèmes graves, alors qu'il y en avait une quarantaine dans les faits. « *Probablement que si l'exposition dans les médias avait été faite plus tôt, les mesures du gouvernement auraient été adoptées plus tôt dans les CHSLD pour essayer d'endiguer la pandémie* » (Journaliste 5).

C'est sûr que les médias jouent un rôle super important en ce moment parce qu'ils mettent la lumière sur des situations qui sont inacceptables [...] Il y a beaucoup d'histoires qu'on n'entendrait pas. Oui, on aurait les chiffres, mais la crise a des impacts que même le gouvernement ne pouvait pas prévoir (Journaliste 4).

Les journalistes ont donc accepté de jouer les « pigeons voyageurs » pour faire en sorte d'amener le public à adopter certains comportements et à connaître les mesures sanitaires à respecter, mais ils n'ont pas hésité à poser les questions difficiles aussitôt que la situation l'a exigé. Selon nos répondants, c'est un double rôle qui s'est avéré indispensable dans la lutte à la pandémie et que seuls les professionnels de l'information peuvent jouer, ce qui explique notamment que les sites d'information officiels des autorités ne pourront jamais remplacer le travail journalistique pour offrir une information complète et équilibrée.

### **Perceptions des journalistes quant à leur métier**

La pandémie de COVID-19 a donc entraîné un important questionnement chez les professionnels de l'information à qui nous avons parlé et une modification de la représentation qu'ils se faisaient de leurs fonctions. Nous avons aussi découvert, au fil de nos entretiens, que cette couverture journalistique aussi stimulante qu'exténuante et le sentiment d'avoir joué un rôle essentiel au plan sanitaire et social avaient modifié leur appréciation de leur métier. En deux phrases, le journaliste 4 résume les nombreux témoignages que nous avons eus à cet effet :

On est tous en train de retomber en amour avec pourquoi qu'on fait ça. Là on a l'impression que c'est du service public qu'on fait. On ne fait pas juste boucher des pages et écrire des textes pour remplir un journal (Journaliste 4).

Le journaliste 2 éprouve aussi davantage de passion pour son métier. « *En ce moment, je ne voudrais pas être autre chose que journaliste. [...] Cette crise-là me fait renouer avec une partie de l'amour que j'ai pour cette profession-là* », déclare ce répondant qui estime que les sujets de reportages sont parfois un peu futiles en temps normal.

Nous avons demandé aux répondants si la crise qu'ils traversaient renforçait leur volonté d'être journaliste ou si, au contraire, elle les amenait à reconsidérer leur choix de métier en raison des contraintes et des risques qu'ils doivent prendre pour l'exercer, incluant de potentiellement s'exposer à la maladie. Aux yeux de plusieurs d'entre eux, la crise a su démontrer que ce qu'ils font est indispensable. « *Ça montre que notre rôle est plus important que jamais* » (Journaliste 1) ; « *j'ai un sentiment que c'est vraiment utile en ce moment, le journalisme, plus qu'avant peut-être.* » (Journaliste 9). La réponse du journaliste 7 a également été sans équivoque :

Je vis pour ça, je serais même prêt à mourir pour ça. Et je n'exagère même pas quand je le dis. Il y en a beaucoup qui sont comme moi. On travaille parce que c'est ce qu'on sait faire. Alors en temps de crise, on fait ce qu'on peut faire, et c'est informer le public. Parce que ça nous tient à cœur ! (Journaliste 7)

Pour le journaliste 8, son travail pendant la crise lui a insufflé une dose d'énergie pour continuer de couvrir l'actualité liée à la santé alors qu'il ressentait un certain essoufflement avant la pandémie :

La crise, c'a quand même donné un deuxième souffle à l'affaire. Pis là ça m'a convaincu que j'allais faire [cela] probablement jusqu'à ma retraite. Parce que je te dis que le manque de transparence du réseau de la santé, ça finit par te rendre très aigri, très colérique, très frustré (Journaliste 8).

De son côté, le journaliste 6 a exprimé le souhait que le public ait pu lui aussi reconnaître plus d'importance quant au journalisme :

Non, non, moi ça ne me fait pas du tout remettre en question les choses, au contraire. Je trouve que ça démontre l'utilité de ce qu'on fait, je trouve ça encore plus important. Je te dis, il y a un côté de moi qui n'y croit pas, mais il y a un côté de moi qui espère aussi que ça va démontrer que c'est important de s'informer, puis c'est important d'apprendre à reconnaître l'information qui est fiable de celle qui ne l'est pas.

Comme d'autres, le journaliste 4 espère que le travail des représentants de la presse pendant la crise rappellera à la population et aux autorités l'importance du journalisme et des médias d'information dans un contexte où ceux-ci sont sous-financés et vivent une crise qui menace l'avenir du métier :

Moi ce que j'espère c'est que les gens vont comprendre la valeur de la nouvelle et qu'ils vont se rendre compte qu'elle a un coût aussi. [...] Dans les médias, on essaie de vendre quelque chose qui est un bien public, mais ça reste que ça coûte quelque chose à faire et ça a une valeur (Journaliste 4).

Nous verrons dans la prochaine section que les participants à notre recherche craignent de voir s'effriter, voire de s'évanouir le pouvoir journalistique au sortir de la pandémie. Leurs craintes rejoignent celles de RSF qui prévoit que la prochaine décennie sera déterminante pour l'avenir du journalisme notamment en raison des crises géopolitiques, technologiques, démocratiques, de confiance et économiques (RSF, 2020).

#### **Perceptions des journalistes quant à l'avenir de leur métier**

Alors qu'ils affirment que la pandémie a démontré à quel point le journalisme était important en période de crise et au sein d'une société démocratique, la peur de l'avenir pour les médias d'information tenaille les répondants, un sentiment généralisé, peu importe le type de médias dont ils sont issus. Le journaliste 1 estime que les récentes pertes publicitaires pourraient engendrer d'autres disparitions de médias d'information : « Si la crise s'éternise, je pense que cela pourrait avoir des conséquences assez directes sur le métier ». Le journaliste 5 partage les mêmes inquiétudes :

C'est ça le danger, c'est que les entreprises de presse soient déjà tellement par terre à cause de cette crise-là, qu'elles ne soient pas capables de se relever, même si on a démontré toute leur utilité et toute leur pertinence dans une démocratie pendant la crise (Journaliste 5).

Ils sont plusieurs à prédire la fermeture de nouveaux médias d'information. Pour le journaliste 7, c'est la diversité des médias qui est en jeu : « *C'est une crise sans précédent parce que, honnêtement, je ne vois pas comment on pourrait s'en sortir intacts [...] Les gouvernements doivent aider parce que sans ça, on va mourir !* » Le journaliste 6, lui, s'inquiète pour les quotidiens qui appartenaient au Groupe Capitales Médias et qui se sont regroupés en coopérative au cours des derniers mois : « *C'est une catastrophe. C'est une vraie catastrophe, donc ça va faire très, très, très, très, très mal* ». D'autres intervenants ont exprimé un tel pessimisme face à l'avenir :

C'est sûr que s'il y a d'autres médias qui tombent entre-temps, bien ça va être une bataille de perdue aussi contre cette pandémie parce qu'on n'aura pas accès à cette information de qualité à laquelle on a accès en ce moment (Journaliste 9).

À savoir si la démonstration de la pertinence du journalisme à travers cette crise permettra d'accélérer l'aide promise par les gouvernements, de nombreux intervenants sont sceptiques, dont le journaliste 7 :

[J]e suis très, très conscient qu'avec les millions de personnes qui se retrouvent au chômage, on n'est pas la priorité du gouvernement parce qu'on continue à rouler pareil, alors que le travailleur qui n'a plus d'emploi, qui sait pas comment il va payer son loyer, c'est urgent puis c'est autrement plus urgent. Ça me fait mal au coeur de le dire... (Journaliste 7)

Le journaliste 3 craint que de nouvelles mises à pied surviennent plus rapidement que l'aide gouvernementale : « *Ça va peut-être être un petit peu trop tard pour beaucoup d'employés, de journalistes au Québec, surtout dans les plus petits médias* ». Pour sa part, le journaliste 2 redoute que certains médias tentent de revoir à la baisse les exigences du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)<sup>5</sup> quant à la production d'informations :

Je ne crains pas pour mon poste à moi, mais je crains vraiment pour l'avenir des médias qui sont plus précaires. Absolument. Mais peut-être que je devrais craindre pour mon poste parce que si les grands médias [ont vraiment des difficultés financières], peuvent-ils aller négocier avec le CRTC pour diminuer les exigences ? (Journaliste 2)

Enfin, le journaliste 4 craint que la pandémie, en bout de piste, permette à l'autre épidémie, celle de la désinformation (OMS, 2020), d'avoir le dessus :

Ma crainte, ce serait qu'on perde la lutte à la désinformation parce qu'on n'aura pas eu les ressources nécessaires pour survivre assez longtemps, si l'aide financière n'arrive pas assez vite et que des médias continuent de couper dans leurs effectifs. Jusqu'où on peut nous-mêmes s'atrophier pour survivre sans toucher à notre mission d'informer ? Parce que moins on informe, moins on est nombreux à livrer l'information, plus il y a de place pour la désinformation (Journaliste 4).

Devant les pertes encaissées depuis le début de la pandémie, des éditeurs des plus grands journaux canadiens ont écrit une lettre ouverte pour réclamer qu'Ottawa impose notamment à Google et Facebook de partager leurs revenus publicitaires avec eux (Lepage, 2020). Des demandes répétées depuis plusieurs années tant au Canada qu'à

<sup>5</sup> Au Canada, les licences émises aux différents médias par le CRTC sont soumises au respect d'exigences en matière de production d'information.

l'international par les entreprises médiatiques et divers gouvernements, mais qui viennent d'être refusées à l'Australie par le géant américain Facebook (AFP, 2020).

### Conclusion

Au moment de rédiger cet article, nous apprenons que la pandémie a déjà fait ses premières victimes chez les médias d'information au Québec. En juin 2020, le magazine culturel *Voir*, créé en 1986, annonce sa fermeture. Les six quotidiens régionaux de la nouvelle coopérative CN2i, qui avaient cessé leur édition papier (en semaine) pendant la pandémie, annoncent qu'ils se tournent vers une version numérique de façon permanente et que le journal du samedi prendra la formule d'un magazine (Desmeules, 2020). Cela tend à donner raison aux appréhensions exprimées par les participants de notre recherche.

L'industrie des médias d'information parle depuis longtemps de l'importance de trouver des solutions et un modèle d'affaires rentable et durable. Si l'information joue un rôle essentiel, comme l'ont mentionné les premiers ministres du Canada et du Québec pendant la pandémie, peut-elle réellement reposer principalement sur des revenus publicitaires ou doit-elle bénéficier de revenus assortis à ce statut de bien public indispensable ? Est-ce qu'une société démocratique peut accepter de voir son droit à l'information s'effriter de la sorte d'ici à la prochaine crise de santé publique ? Ces questions se posent à la lumière de la situation et des témoignages que nous avons recueillis.

Les journalistes s'en inquiètent et rappellent qu'ils ont, à travers la pandémie, permis à la population de prendre connaissance des mesures de santé publique et des annonces gouvernementales, tout en contribuant à faire sortir des informations cruciales jusque-là inconnues du public, telles que des données sur le nombre d'équipements de protection disponibles dans les hôpitaux ou sur la situation sanitaire dramatique dans certains CHSLD. Cela démontre, à leurs yeux, qu'ils ont joué un rôle fondamental pendant la crise sanitaire et que le journalisme doit avoir les véritables moyens lui permettant de continuer d'être un service essentiel pour la société. L'UNESCO craint également que l'impact économique de la COVID-19 constitue une menace existentielle pour le journalisme, mais estime que « *ce moment offre également l'occasion de reconnaître le journalisme comme un élément essentiel de nos vies et de nos ressources, et de renforcer les médias d'information aujourd'hui et dans les années à venir* » (UNESCO, 2020).

Considérant l'importance des médias dans la communication des risques, il est de mise de s'interroger sur le rôle joué par les journalistes pendant la pandémie. Ont-ils eu les moyens, malgré leurs ressources limitées, de bien couvrir tous les aspects essentiels de la crise sanitaire ? Ont-ils trop relayé les informations gouvernementales ? Ont-ils été suffisamment critiques des gouvernements ? L'ombudsman de Radio-Canada<sup>6</sup> et ses homologues à l'international ont vécu une période exceptionnelle pendant les deux premiers mois de la pandémie, période pendant laquelle les plaintes, les questions et les recommandations du public se sont multipliées. Ces nombreuses requêtes tendent à démontrer que le public n'a pas toujours la même perception que les journalistes de leur rôle et de leurs pratiques professionnelles. D'autres volets de notre recherche ont aussi révélé que plusieurs de nos répondants ont essuyé un lot de critiques plus important qu'à

<sup>6</sup> Ces informations sont issues d'un entretien réalisé avec l'ombudsman de Radio-Canada le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

l'habitude pendant cette même période, un symptôme probable de la crise de confiance actuelle envers les institutions et les médias, d'une méconnaissance du travail journalistique dans le processus démocratique et de la nécessité d'intensifier les efforts en matière d'éducation aux médias et à l'information.

Enfin, comme la médiatisation de la pandémie de COVID-19 risque d'influer sur la vision des prochaines crises sanitaires, il nous semble primordial d'étudier le discours que les médias ont tenu sur cette crise, de s'intéresser aux défis que sa couverture a engendrés pour les professionnels de l'information et de veiller à ce que le droit à l'information demeure suffisamment fort pour que le public puisse bénéficier d'une information indépendante, complète et rigoureuse ainsi que d'une diversification des sources journalistiques. ■

*Caroline Lacroix, qui prépare un mémoire de maîtrise à l'Université de Sherbrooke, est présentatrice de nouvelles sur les ondes d'ICI RDI. Marie-Eve Carignan est professeure à l'Université de Sherbrooke et directrice du Pôle médias de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents (UNESCO-PREV).*

### Références

- Abunyewah, Matthew, Gajendran, Tayaparan et Maund, Kim (2018). Conceptual framework for motivating actions towards disaster preparedness through risk communication. *Procedia Engineering*, 212, 246-253.
- Adalja, Amesh A., Toner, Eric et Thomas V. Inglesby (2020). Priorities for the US health community responding to COVID-19. *JAMA*, 323(14), 1343-1344.
- Agence France-Presse (AFP) (2020). Australie : Facebook refuse de partager avec les médias les revenus publicitaires. *La Presse*. [En ligne] [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca), 15.06.2020.
- Arbour, Louise (2020). Entrevue avec Patrice Roy [Téléjournal]. Radio-Canada – ICI Télé. [En ligne] [ici.radio-canada.ca](http://ici.radio-canada.ca), 09.04.2020.
- Beck, Ulrich (2001). *La Société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Flammarion.
- Bendali, Nahila (2020). Médias et COVID-19 : « une crise sur une crise ». Radio-Canada – ICI Québec. [En ligne] [ici.radio-canada.ca](http://ici.radio-canada.ca), 29.03.2020.
- Bonneville, Luc, Grosjean, Sylvie et Lagacé, Martine (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Montréal : Gaëtan Morin Éditeur/Chenelière Éducation.
- Boutté, Gilbert (2006). *Risques et catastrophes : Comment éviter et prévenir les crises ?* Paris : Éditions du Papyrus.
- Brousseau-Pouliot, Vincent (2020a). COVID-19 : 1000 mises à pied chez Québecor. *La Presse*. [En ligne] [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca), 27.03.2020.

Brousseau-Pouliot, Vincent (2020b). Québec veut aider les médias, « un service essentiel ». *La Presse*. [En ligne] [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca), 21.03.2020.

Carignan, Marie-Eve (2014). *La modification des pratiques journalistiques et du contenu des nouvelles télévisées, du quotidien à la situation de crise : analyse France/Québec* [Thèse de doctorat]. Montréal : Université de Montréal et Aix-en-Provence : Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

Champagne, Patrick (1999). *La médiatisation des risques et l'espace public*. Actes de la 13<sup>e</sup> séance du Séminaire du Programme Risques Collectifs et Situations de Crise. Grenoble : CNRS.

David, Marc D. et Marie-Eve Carignan (2017). Crisis communication adaptation strategies in the MM&A train explosion in Lac-Mégantic downtown: Going back to field communication, *Corporate Communications: An International Journal*, 22(3), 369-382.

Desmeules, Judith (2020). Les coopératives d'information de CN2i confirment l'accélération de leur virage numérique. *Le Soleil*. [En ligne] [www.lesoleil.com](http://www.lesoleil.com), 13.06.2020.

Derfel, Aaron (2020). Public health, police find bodies, feces at Dorval seniors' residence: sources. *The Gazette*. [En ligne] [montrealgazette.com](http://montrealgazette.com), 11.04.2020.

Dryhurst, Sarah, Schneider, Claudia R., Kerr, John, Freeman, Alexandra L. J., Recchia, Gabriel, van der Bles, Anne Marthe, Spiegelhalter, David et van der Linden, Sander (2020). Risk perceptions of COVID-19 around the world. *Journal of Risk Research*, 1-13.

Fischhoff, Baruch, Slovic, Paul, Lichtenstein, Sarah, Read, Stephen et Combs, Barbara (1978). How safe is safe enough? A psychometric study of attitudes towards technological risks and benefits. *Policy Sciences*, 9, 127-152.

Forum des politiques publiques (2017). *Le miroir éclaté : Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique*. Ottawa : Forum des politiques publiques du Canada.

Giddens, Anthony (1991). *Modernity and self-identity*. Stanford : Stanford University Press.

Giddens, Anthony (2005). *La Constitution de la société : Éléments de la théorie de la structuration*. Paris : PUF.

Giroux, Daniel (2019). *Les Médias québécois d'information : État des lieux*. Sainte-Foy : Centre d'études sur les médias.

Gouvernement du Québec (2020). Situation du coronavirus (COVID-19) au Québec. [En ligne] [www.quebec.ca](http://www.quebec.ca), s. d.

Hachey, Isabelle (2020). Pigeons ou pitbulls. *La Presse* [En ligne] [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca), 31.03.2020.

Hanitzsch, Thomas et Tim P. Vos (2018). Journalism beyond democracy: A new look into journalistic roles in political and everyday life. *Journalism*, 19(2), 146-164.

Hornig Priest, Susanna (2005). Risk reporting: Why can't they ever get it right? Dans Stuart Allan (éd.), *Journalism: Critical issues* (p. 199-209). New York : McGraw-Hill Education.

- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) (2020). Données régionales COVID-19 au Québec. [En ligne] [www.inspq.qc.ca](http://www.inspq.qc.ca), s. d.
- Lepage, Guillaume (2020). Ottawa doit forcer Google et Facebook à rémunérer les médias, plaident des éditeurs. *Le Devoir*. [En ligne] [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com), 02.05.2020.
- Madhav, Nita, Oppenheim, Ben, Gallivan, Mark, Mulembakani, Prime, Rubin, Edward et Wolfe, Nathan (2017). Pandemics: Risks, impacts, and mitigation. Dans Dean T. Jamison, Hellen Gelband, Susan Horton et al. (dirs.), *Disease control priorities: Improving health and reducing poverty*. Washington : The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank.
- Martel, Marie-Ève (2018). *Extinction de voix : plaidoyer pour la sauvegarde de l'information régionale*. Montréal : Somme Toute.
- Mucchielli, Alex (2009). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*. Paris : Armand Colin.
- Newman, Nic, Fletcher, Richard, Kalogeropoulos, Antonis et Nielsen, Rasmus Kleis (2019). *Digital news report 2019*. Oxford : Reuters Institute for the Study of Journalism.
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2020). Conférence sur la sécurité Munich. [En ligne] [www.who.int](http://www.who.int), 15.02.2020.
- Peretti-Watel, Patrick (2001). *La Société du risque*. Paris : La Découverte.
- Pilon-Larose, Hugo (2020). CHSLD : La coroner en chef ordonne une enquête publique. *La Presse*. [En ligne] [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca), 17.06.2020.
- Reporters sans frontières (RSF). (2020). Pays : Le Classement au temps du coronavirus. [En ligne] [rsf.org/fr/pays](http://rsf.org/fr/pays), 20.04.2020.
- Scott, Heather et Touitou, Delphine (2020). La plus vaste crise économique depuis 150 ans, selon la Banque mondiale. [Dépêche Agence France-Presse]. *La Presse*. [En ligne] [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca), 08.06.2020.
- Seeger, Matthew W. (2006). Best practices in crisis communication: An expert panel process. *Journal of Applied Communication Research*, 34(3), 232-244.
- Siebert, Fred S., Peterson, Theodore et Schramm, Wilbur (1956). *Four theories of the press: The authoritarian, libertarian and soviet communist concepts of what the press should be and do*. Urbana : University of Illinois Press.
- Statistique Canada. (2020). Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes 1 : Répercussions de la COVID-19. [En ligne] [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca), 08.04.20.
- UNESCO (2020). *Journalisme, liberté de la presse et COVID-19*. Paris : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
- Weaver, David H. et Willnat, Lars (2012). Introduction. Dans *The global journalist in the 21st century*. New York : Routledge.

Wechsler, Steph (2020). We mapped all the media impacts of COVID-19 in Canada. J-Source/The Canadian Journalism Project [En ligne] *j-source.ca*, 29.04.2020.

Winseck, Dwayne (2018). *Media and internet concentration in Canada 1984-2017*. Canadian Media Concentration Research Project [En ligne] *cmcrp.org*, 11.12.2018.

## **Résultats complémentaires**

Dans cette section, nous présentons des résultats complémentaires issus de notre recherche, mais qui n'ont pas été publiés dans les articles insérés dans ce mémoire. Il s'agit, dans un premier temps, d'autres données provenant de nos entretiens avec les journalistes. Cette fois, nous allons traiter différents aspects en lien avec les points de presse réguliers du gouvernement Legault et leur impact sur l'information, du point de vue de nos répondants. Nous avons également demandé aux journalistes de nous faire part de leur appréciation de la qualité de l'information qui a été fournie au public québécois pendant les premières semaines de la pandémie de coronavirus.

Nous allons également aborder, dans un deuxième temps, les perceptions du public quant à la couverture journalistique produite pendant la même période, soit au printemps 2020. Ces données portant sur le nombre de plaintes et de commentaires ont été fournies par le Conseil de presse du Québec et le Bureau de l'ombudsman de Radio-Canada, dans une démarche complémentaire à notre méthodologie par entretiens.

### **Les points de presse et leur impact sur l'information.**

Les points de presse des autorités gouvernementales ont été très nombreux au cours des deux premiers mois de la pandémie. Le premier ministre du Québec s'adressait à la population sur une base quasi quotidienne, un rythme qui a repris lors de la deuxième vague à l'automne 2020. Seuls les journalistes accrédités pouvaient accéder à ces

conférences de presse<sup>28</sup>, en respectant la distanciation physique entre chaque représentant des médias et en procédant à un lavage de mains obligatoire avant d'entrer dans la salle de presse. Des intervenants nous ont expliqué que cette distance de deux mètres entre les journalistes empêchait ceux-ci de se concerter, ce qui est normalement assez fréquent en période de crise ou en campagne électorale.

Deux de nos répondants étaient affectés à la couverture régulière de ces points de presse gouvernementaux. L'un est un journaliste spécialisé en politique, l'autre est un reporter généraliste. Pour eux, à partir de 13 heures, chaque jour, le marathon du traitement de l'information commençait :

Ce qui est particulièrement frappant, c'est que le point de presse du premier ministre contient cinq nouvelles qui, dans une journée normale, seraient des unes de bulletins d'information à chaque fois, mais là, tu en as 5 à traiter en même temps. (Journaliste 5)

Même constat pour l'autre journaliste: « Moi, je trouve que le plus gros défi, c'est vraiment de déterminer ce que je mets dans mon reportage » (journaliste 2). Ces professionnels de l'information estiment que leur rôle pendant les conférences de presse est primordial, d'autant que l'Assemblée nationale n'a pas siégé pendant cette période et que le

<sup>28</sup> Dans Gagnon (2020), le président de la tribune de la presse explique dans quelles conditions les conférences de presse du gouvernement Legault se sont déroulées et comment les journalistes ont veillé à ce que « la démocratie conserve un sens » et que les professionnels de l'information « protègent l'intérêt public ».

gouvernement majoritaire de François Legault a mis en place de nombreuses mesures en adoptant des décrets et des arrêtés ministériels.

Le gouvernement n'a pas versé dans l'autoritarisme, mais il s'est donné des pouvoirs qui s'apparentaient à de l'autoritarisme et donc, en l'absence des partis d'opposition qui n'ont aucune lumière, aucune visibilité, aucun éclairage en ce moment, le rôle des médias est d'autant plus important. (Journaliste 5)

L'autre enjeu qui nous a été rapporté en regard de ces conférences de presse c'est que, malgré l'importante quantité d'informations à traiter, les journalistes n'ont le droit de poser qu'une seule question, suivie d'une sous-question. Bien qu'ils affirment qu'ils n'ont ressenti aucune pression ni intimidation de la part des autorités, cette limite empêcherait les professionnels de l'information d'aller au fond des choses.

On aurait 25 questions à poser et on n'en a seulement 2. C'est très difficile de faire sortir du contenu, et de la matière, et de la vérité face à un politicien expérimenté avec seulement deux questions. En général, ça en prend 3-4, 2-3 questions de relance pour affiner la réponse, pour pousser, pour énoncer, illustrer, souligner les contradictions de ce que le politicien nous dit, ou les décalages avec la réalité terrain qu'on entend, alors c'est sûr qu'avec deux questions, on n'est pas capable de faire ce travail, donc ça limite notre contrepois aux politiciens. (Journaliste 5)

Cette problématique liée à la dynamique des points de presse rejaillit sur toute la communauté journalistique, tel que l'indique le journaliste 3 affecté aux reportages sur le terrain: « Il y a une grosse partie du message officiel que malheureusement, on ne peut pas bien bien contester ». Comme il s'agit du seul accès direct aux sources officielles pour obtenir des réactions ou confirmer des informations, plusieurs médias tiennent des discussions à l'interne, avant les points de presse, pour dresser une liste des questions

potentielles en lien avec les angles qu'ils souhaitent approfondir ou les nombreux reportages en préparation par les journalistes sur le terrain. C'est toutefois au journaliste présent dans la salle de presse que revient normalement le choix final, selon le déroulement de la conférence de presse et les annonces gouvernementales du jour.

À ce sujet, un journaliste spécialisé en santé à qui nous avons parlé déplore le fait que les conférences de presse se soient déroulées essentiellement à Québec, loin de Montréal, qui était alors l'épicentre de la crise au pays : « ils ne sentent pas la tragédie à Montréal » (journaliste 8). Il déplore également que ceux qui questionnent les autorités soient essentiellement des journalistes politiques ou des généralistes:

Le problème, c'est que les journalistes (qui sont là) ne connaissent pas le « beat »<sup>29</sup>, ne connaissent pas la santé [...] Je ne te dis pas que je serais meilleur qu'eux, mais ils ne connaissent pas ça et c'est difficile. Je pense qu'il y a une dynamique dans le groupe et dans la formule de questions qui fait que c'est difficile. Et Legault est entouré de gens extrêmement brillants au niveau des communications! (Journaliste 8)

Dans le même ordre d'idées, le journaliste 6 aurait trouvé pertinent que des journalistes scientifiques soient présents aux points de presse pour poser des questions plus pointues aux décideurs. Mentionnons que le journaliste 2 nous a confié que la direction de son média d'information lui a imposé de lancer une question avec laquelle il était en

<sup>29</sup> Dans le jargon du métier, le « beat » est une spécialisation journalistique. On dit des journalistes affectés aux reportages sur la santé, sur les affaires judiciaires ou économiques disent qu'ils travaillent sur un « beat ».

désaccord. Pour préserver de bonnes relations avec son supérieur, il s'est résigné à la poser. Cela soulève toutefois des questions au niveau de l'indépendance journalistique. Si des patrons de presse ont parfois exercé des pressions sur leurs journalistes pour orienter certains choix journalistiques en dépit de leur autonomie professionnelle (Bernier, 2008), l'intensité actuelle de la couverture et l'accès restreint aux sources officielles pourraient réactualiser ce problème.

Autre particularité que revêtent ces points de presse quotidiens: ils sont diffusés en direct à la radio, à la télévision et sur plusieurs autres plateformes, dont le compte Facebook du premier ministre Legault. Le 21 mars 2020, près de deux millions de personnes étaient rivées devant leur écran pour suivre les annonces gouvernementales (Dumas, 2020), ce qui n'inclut pas les auditeurs qui ont suivi les points de presse à la radio et les internautes qui l'ont fait via les réseaux sociaux. Cette transmission en temps réel a permis au public d'avoir accès non seulement aux informations, mais de pouvoir également suivre le déroulement complet d'une conférence de presse et d'être témoin du travail des journalistes, sans filtre.

C'est rare que les Québécois, en aussi grand nombre, aient accès au travail journalistique et là, c'est peut-être une surprise pour beaucoup de gens de voir que les journalistes, on ne peut pas toujours être gentils, on ne fait pas juste envoyer des ballons de plage. (Journaliste 3)

Les Québécois ont été nombreux, selon nos répondants, particulièrement en début de crise, à critiquer les professionnels de l'information qui questionnaient les autorités ou qui

faisaient état de situations problématiques. « Honnêtement, je n'ai pas tout ouvert », admet le journaliste 2, qui a reçu beaucoup plus de courriels qu'à l'habitude. Des journalistes témoignent à l'effet qu'ils se sont ajustés aux commentaires du public en changeant leur approche et en formulant leurs questions différemment. « Personne ne pouvait critiquer le gouvernement sans se faire lancer des roches », ajoute le journaliste 3. À ce propos, le journaliste 5 raconte une anecdote intéressante selon laquelle des gens lui ont demandé par courriel de se lever et d'applaudir le premier ministre en conférence de presse pour le travail qu'il fait, ce qui laisse voir, à son avis, une méconnaissance chez une partie de la population du rôle des journalistes à la Tribune de la presse et de la dynamique entre le politicien et le journaliste :

Les gens trouvent qu'on va trop loin, qu'on est trop dur avec lui, qu'on devrait être plus à son écoute plutôt que de devoir le brasser. Or, ce n'est pas ça notre rôle, notre rôle c'est aussi de le brasser, de le rendre imputable, responsable des décisions pour qu'il les justifie à la population, au moment où il se donne des pouvoirs, d'énormes pouvoirs sur la société et sur la population. (Journaliste 5)

Selon ce journaliste, les gens n'étaient pas prêts à accepter les questions difficiles en raison de l'effort sanitaire exceptionnel auquel une bonne partie de la société participait.

À la lumière de ces témoignages, nous réalisons qu'une partie du public aurait souhaité, au début de la pandémie, que les journalistes relaient les annonces et les mesures gouvernementales, sans confronter ni remettre en question les décisions des autorités. Il faut savoir que le taux de satisfaction envers le gouvernement Legault était à son comble

à ce moment de la pandémie, allant même jusqu'à 95% (La Presse canadienne, 2020a). Les Québécois se rangeaient alors aisément derrière les autorités provinciales et respectaient massivement les mesures de confinement (Péloquin, 2020).

Pour les journalistes avec qui nous nous sommes entretenue, il est clair qu'il leur a fallu trouver un certain équilibre entre leur rôle de messenger commandé par la crise sanitaire et celui de chien de garde de la démocratie, rôle qui semble méconnu ou mal compris par une partie de la population et qui peut être le symptôme d'une absence de formation systématique au fonctionnement des médias dans le système scolaire québécois, celle-ci étant vue comme une « compétence interdisciplinaire ou "transversale", et comme objet disciplinaire intégré à divers domaines d'apprentissage » (Wilson et Hoeschsmann, 2016, p. 38). Les deux prochaines sections permettent de constater que le public et les journalistes que nous avons interrogés n'ont pas les mêmes perceptions quant à l'information produite pendant les premières semaines de la pandémie.

### **Perceptions des journalistes quant à la qualité de l'information.**

Afin de terminer la présentation de nos résultats obtenus par le biais de nos entretiens, nous avons réuni les différentes réactions de nos répondants au sujet de leur appréciation de la qualité de l'information pendant les premières semaines de pandémie. La plupart d'entre eux se félicitent du travail accompli tandis que d'autres se montrent un peu plus critiques.

Parmi les répondants les plus satisfaits du travail rendu par les professionnels de l'information, le journaliste 7 ne fait preuve d'aucune hésitation quant à la qualité de l'information produite :

Elle est très, très bonne. Quand on regarde la globalité de tous les médias, je pense qu'on est hyper bien informés au Québec. Honnêtement. Après, de façon individuelle, c'est sûr que tu peux toujours trouver ici et là un article qui est moyen. Mais c'est normal d'une certaine façon. Puis c'est peut-être parce qu'on arrive à le faire que les gens ne réalisent pas à quel point on est dans une crise médiatique sans précédent, parce que le rendu final reste excellent. (journaliste 7)

La réponse est relativement semblable de la part du journaliste 2 :

Je pense qu'on diffusait de l'information de qualité, je ne parle pas de mon média...des médias québécois en général. Je trouve que la qualité de l'information elle est bonne puis je vois un réel effort de donner des informations justes et pertinentes et d'intérêt public dans tous les médias. (journaliste 2)

Le journaliste 8 abonde dans le même sens : « Je trouve que tout le monde fait du bon travail en ce moment. Je ne trouve pas qu'il y a d'exagérations. Non, vraiment, je n'aurais pas de critiques majeures à formuler là-dessus » (journaliste 8). Pour le journaliste 1 qui a réalisé ses articles en mode télétravail, le résultat lui semble également satisfaisant : « Je pense que c'est quand même vraiment bien, dans les circonstances, disons. Je pense qu'on fait pas mal le tour de plusieurs enjeux importants. Je pense que les questions qui ont à être posées, on est capable de les poser » (journaliste 1). Pour sa part, le journaliste 4 estime que la pandémie peut avoir redonné un second souffle à certains journalistes :

Je sais que mes collègues ont gardé les mêmes règles rigoureuses et sont aussi professionnels qu'avant. La seule différence, c'est qu'on est tous

chacun chez nous et qu'on communique autrement, mais la qualité, ce n'est pas parce qu'on est à la maison qu'on va moins vérifier une nouvelle. On va prendre le temps qu'il faut aussi. Même à la limite, je dirais que ça nous a forcé à nous réinventer. Avant, j'avais des collègues qui étaient bien dans leurs pantoufles, qui faisaient leurs petites affaires et ne sortaient jamais de leur zone de confort et là, c'est du journalisme de guerre, carrément. (Journaliste 4)

Pour leur part, les journalistes 3 et 9 ont émis certaines réserves quant à la capacité des journalistes d'obtenir toutes les informations et de les vérifier. « Moi je pense que tout est retardé avant qu'on ait la vraie information et il faut faire plus confiance à nos dirigeants qu'on devrait peut-être le faire présentement, parce qu'ils ont comme un peu le monopole de l'information » (journaliste 3). Enfin, le journaliste 9 admet que les journalistes manquent de temps pour procéder à toutes les vérifications d'informations:

C'est sûr qu'il y a des vérifications qu'on n'a pas le temps de faire. Je pense que la qualité est là parce qu'entre autres on pose les bonnes questions et on rend les gens imputables avec ces questions-là. Autant on essaie de faire de l'information de qualité, autant le gouvernement essaie de faire de son mieux pour gérer une crise qui se passe en direct et d'agir assez rapidement. (...) C'est plus difficile d'aller faire toutes les vérifications parce qu'on est occupé à gérer de l'instantanéité. (journaliste 9)

La vitesse d'exécution dont nous parle ce journaliste rappelle le nouveau rapport au temps dont nous avons parlé dans le cadre conceptuel (voir p. 27).

### **Des données sur l'information reçue par le public.**

En complément de notre démarche méthodologique par entretiens, nous avons contacté le Conseil de presse du Québec (CPQ) et le Bureau de l'ombudsman de Radio-Canada afin d'obtenir des données sur la façon dont le public a perçu le travail des professionnels de l'information pendant les premières semaines de la pandémie de COVID-19. Nous avons pu obtenir le nombre de plaintes qui ont été portées à leur attention ainsi que certaines informations pertinentes.

#### ***Plaintes reçues au Conseil de presse du Québec.***

D'abord, notre échange de courriels avec le coordonnateur à la gestion des plaintes du CPQ nous a révélé que 53 plaintes avaient été enregistrées entre le 10 mars et le 3 juillet 2020. De ce total, 30 requêtes portaient uniquement sur la couverture de la pandémie COVID-19, mais la moitié d'entre elles ont été jugées recevables. À titre de comparaison, le CPQ avait reçu un total de 45 plaintes pour la même période, l'année précédente (voir tableau 2).

Tableau 2. *Nombre de plaintes reçues par le Conseil de presse du Québec  
(entre le 10 mars et le 3 juillet)*

	2020	2019
TOTAL	53	45

À cet effet, le CPQ souligne que le fait d'avoir reçu huit (8) plaintes de plus que durant la même période de l'année précédente ne peut être relié uniquement à la COVID-19, car le nombre de plaintes varie d'une année à l'autre pour une multitude de raisons. Cela ne semble pas une hausse si marquée du volume de doléances du public, si l'on compare, par exemple, avec la crise étudiante de 2012 qui avait engendré un déferlement de plaintes et de décisions auprès du CPQ (Villeneuve, 2013). Toutefois, étant donné que la crise sanitaire n'en était qu'à ses tout débuts au moment d'obtenir ces chiffres, et comme le processus du traitement d'une plainte peut prendre de 10 à 14 mois, il nous apparaîtrait pertinent d'analyser, dans le cadre d'une autre recherche, le nombre total de plaintes qui auront été déposées, leur contenu et la teneur des décisions qui seront rendues par le tribunal d'honneur.

#### ***Plaintes reçues au Bureau de l'ombudsman de Radio-Canada.***

Nous avons également réalisé un entretien avec l'ombudsman de Radio-Canada, Guy Gendron, pour savoir comment son travail s'était déroulé pendant cette même période. « Je me sentais un peu comme un paratonnerre », décrit celui qui reçoit les commentaires du public francophone de la société d'État et qui témoigne avoir traversé une période hors de l'ordinaire, tout comme ses collègues ombudsmans de presse qui œuvrent à l'international. Parmi toutes les communications provenant du public, il y a des plaintes, de très nombreuses suggestions de reportages ou d'angles de traitement ainsi que

d'innombrables commentaires, dont plusieurs portant sur la façon de présenter les bilans quotidiens des victimes de la COVID-19. Par exemple, certains téléspectateurs auraient souhaité que le diffuseur public canadien présente la courbe de cas de COVID-19 par millier d'habitants pour être en mesure de mieux comparer avec les autres pays, d'autres ont proposé que le nombre de cas guéris soit aussi présenté.

Des membres du public ont aussi partagé leur malaise concernant la diffusion des images des nombreuses civières illustrant les décès qui se multipliaient dans certaines résidences pour personnes âgées. Cela rappelle les propos du journaliste 8 qui nous a fait part du fait qu'il y avait eu un débat dans sa salle de nouvelles à savoir s'il était acceptable de montrer les nombreux cercueils qui étaient transportés à l'extérieur d'une résidence pour aînés où les décès s'accumulaient, alors qu'aucun média d'information n'avait encore pu faire état, en images, de ce drame qui commençait au Québec<sup>30</sup>. « Moi, ça me semblait évident qu'il fallait faire ça! [...] On tombe dans une zone de questionnement ici qu'on n'a pas vu avant là. Tu sais, on n'a jamais vécu ça au Québec », explique ce journaliste qui a couvert de grandes catastrophes au fil de sa carrière et qui estime que les images, même si elles étaient difficiles à regarder, devaient être montrées.

Il fallait provoquer quelque chose dans les CHSLD. [...] Je disais à un collègue : « on est les premiers, les boîtes de presses, à demander que

<sup>30</sup> De telles images provenaient jusqu'alors de l'Italie, premier pays européen à avoir été touché de plein fouet par la pandémie (Le Parisien, 2020).

les gens soient transparents et là tout d'un coup on se mettrait à censurer la réalité de ce qui se passe parce qu'on a peur que les gens braillent à la maison? » Ça ne se défend d'aucune manière. [...] On a montré les soldats qui revenaient d'Afghanistan dans leur cercueil. On a montré les gens qui meurent, dans leur cercueil, qui sortent des CHSLD. (Journaliste 8)

Cela démontre que certains journalistes ont eu des questionnements d'ordres émotionnel et éthique dans le traitement de l'information. L'ombudsman de Radio-Canada estime que ces images faisaient tristement partie de l'histoire et que c'était l'une des seules façons pour les journalistes d'illustrer ce qui se passait, alors qu'ils n'avaient pas accès à l'intérieur des établissements et que les témoignages du personnel de la santé étaient alors très difficiles à obtenir pour les professionnels de l'information.

Lors de notre entretien, Guy Gendron rapporte avoir également reçu des plaintes dénonçant le fait que les personnes qui étaient présentées dans les reportages sur le port du masque étaient surtout d'origine asiatique. Cela, explique-t-il, tient au fait qu'il y avait très peu de gens au Canada qui portaient le masque au début de la crise sanitaire, sauf dans la communauté asiatique pour qui cela était un geste beaucoup plus répandu. Pour illustrer les reportages portant sur la COVID-19, il était donc plus facile d'utiliser des photos de personnes masquées, alors surreprésentées dans la communauté asiatique. L'ombudsman relate avoir demandé rapidement aux équipes éditoriales de Radio-Canada de s'assurer de rectifier le tir et de représenter les Canadiens de toutes les origines dans le traitement de l'information.

Les conférences de presse du gouvernement n'ont pas laissé le public indifférent non plus. Le Bureau de l'ombudsman a reçu des demandes pour que les conférences de presse soient traduites en direct en langue des signes québécoise (LSQ) et des critiques aussi au sujet de la façon dont les journalistes posaient des questions aux autorités. L'ombudsman précise que, si le public s'est montré sévère envers les journalistes qui posaient des questions difficiles aux autorités dans les premières semaines de la crise sanitaire, il remarque que la tendance s'est inversée et que les téléspectateurs demandaient plutôt, au moment de notre entretien, pourquoi les journalistes ne se montraient pas plus critiques des autorités<sup>31</sup>.

Dans un courriel obtenu le 10 juillet 2020, le Bureau de l'ombudsman de Radio-Canada nous a partagé des informations quantitatives quant aux plaintes et aux commentaires reçus relativement à l'information de Radio-Canada portant sur la COVID-19. Comme indiqué dans le tableau 3, le nombre total de plaintes et de commentaires, pour les mois de mars à juin 2020 s'élève à 769. De ce nombre, 65% des plaintes et des commentaires (500) portaient uniquement sur le traitement journalistique de la COVID-19. À cela s'ajoutent plusieurs autres communications (96) portant sur la COVID-19, mais qui ont été classées « hors mandat de l'ombudsman ». Il s'agit essentiellement de

<sup>31</sup> Notre entretien avec l'ombudsman de Radio-Canada a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

suggestions de reportages ou de questions d'ordre personnel ne concernant pas le secteur de l'information de Radio-Canada ou ne relevant pas du mandat de l'ombudsman. En tenant compte de l'ensemble des plaintes, des commentaires et des communications « hors mandat » pour les quatre mois du printemps 2020, le nombre total de correspondances provenant du public (su sujet de la COVID-19) s'élève donc à 596, une augmentation de plus de 28% comparativement à l'ensemble des sujets pour la même période, en 2019. Selon Guy Gendron, cela démontre combien le public s'est senti interpellé par la façon dont l'information était produite et présentée à Radio-Canada.

Tableau 3. *Nombre de plaintes reçues par l'ombudsman de Radio-Canada*

	Type de commentaires, de plaintes ou de communications			
	Portant sur l'ensemble des sujets	Portant sur l'ensemble des sujets	Portant uniquement sur la COVID-19	Hors mandat de l'ombudsman portant sur la COVID-19
Mois	2019	2020	2020	2020
Mars	152	248	188	29
Avril	138	229	176	48
Mai	101	141	92	12
Juin	74	151	44	7
Total	465	769	500	96

Comme la procédure de cheminement des plaintes relatives au respect des normes et pratiques journalistiques de Radio-Canada peut prendre plusieurs formes (Radio-Canada, 2020b), nous estimons qu’il serait pertinent d’en analyser le contenu dans une recherche ultérieure et de voir si des avis ou des recommandations seront formulés par l’ombudsman.

Cela termine notre chapitre sur les résultats. Nous avons donc présenté les fruits de notre recherche à travers les deux articles scientifiques ainsi que les résultats complémentaires que nous tenions également à exposer. Le prochain chapitre permettra de revenir sur les principaux éléments qui ressortent de notre étude et à les mettre en dialogue avec d’autres recherches menées sur des sujets connexes.

## Discussion

L'objectif de ce mémoire visait à mener une recherche exploratoire dans le but d'établir une base de connaissances quant aux défis du journalisme en temps de crises sanitaires et tout particulièrement de pandémie de COVID-19. Plus spécifiquement, nous cherchions à répondre à la question de recherche suivante : Quels sont les effets de la pandémie de la COVID-19 sur les pratiques journalistiques au Québec?

Nous voulions aussi documenter le travail exercé par les professionnels de l'information pendant cette crise sanitaire exceptionnelle à l'aide de ces sous-questions : Quels sont les principaux défis et enjeux rencontrés par les professionnels de l'information du Québec dans la couverture de cette crise sanitaire? Quelles sont les perceptions des journalistes quant à leur rôle joué pendant la crise sanitaire? La pandémie a-t-elle changé la vision de leur métier? Si oui, comment? Au sein de ce dernier chapitre, nous allons mettre en dialogue nos principaux résultats avec d'autres études afin de répondre à nos questions de recherche.

Pour répondre à notre principale question de recherche, nous avons avancé l'hypothèse que la situation sanitaire allait entraîner une modification des pratiques professionnelles et amener les journalistes à prendre des précautions importantes lors de leurs reportages sur le terrain en raison du risque élevé de contracter le virus, ce qui s'est avéré. Nos données ont permis d'identifier que la pandémie de COVID-19 a eu des

impacts considérables sur les journalistes québécois qui ont dû adapter – et dans certains cas réinventer – leurs pratiques professionnelles pour faire face à de nouveaux enjeux, en plus de devoir monter la garde afin de protéger le droit du public à l’information. Nous allons revenir sur les principaux aspects pour les fins de cette discussion.

### **Des journalistes (encore plus) sous pression et en confinement**

Parmi les effets de la pandémie sur les journalistes du Québec, notre enquête démontre que la crise ajoute une pression énorme sur la production de l’information. Nos répondants se sont tous dits submergés par une quantité exceptionnelle d’information<sup>32</sup> à traiter en continu, en plus d’avoir à composer avec des contraintes de temps et d’effectifs plus importantes que jamais (Monnier, 2020; Wechsler, 2020). Plusieurs ont témoigné avoir ressenti un certain vertige face à la vitesse de production requise et au manque de temps pour approfondir les contenus, des facteurs pouvant nuire à la qualité de l’information (Dubois, 2016). Ce sentiment s’explique par le fait que les journalistes considèrent qu’une responsabilité accrue leur est dévolue en raison du contexte d’urgence sanitaire et qu’ils doivent, malgré les contraintes, se conformer encore plus scrupuleusement aux normes d’éthique journalistique (Muller, 2020).

<sup>32</sup> Le Monde évalue qu’une moyenne de 20 études scientifiques étaient publiées quotidiennement au sujet du nouveau coronavirus (Larousserie, 2020).

Cette pression accentuée s'ajoute au fait que les professionnels de l'information ont dû quitter les salles de rédaction du jour au lendemain pour se tourner vers le journalisme en télétravail. Nos répondants nous ont fait part des enjeux relatifs à cette nouvelle façon de faire du journalisme, loin des collègues, des sources et du terrain. Pour Trewinnard (2020), ce mode de fonctionnement basé sur les équipes réparties à distance est là pour de bon et les médias d'information qui l'adopteront après la pandémie sont ceux qui auront le plus de chances de survivre. Ce dernier estime que les entreprises de presse qui s'en sortiront le mieux sont celles qui auront développé leur flux de travail et leur processus en fonction de nouvelles structures basées sur le télétravail. Ces salles de nouvelles « à distance » pourraient développer, selon cet auteur, une culture organisationnelle permettant de s'ajuster rapidement et de répondre plus rapidement aux besoins informationnels du public. Cette nouvelle organisation du travail pourrait constituer une avenue à explorer pour les médias en crise qui cherchent à rationaliser les coûts de production de l'information. Toutefois, cela suscite aussi des inquiétudes.

De fait, il peut être encourageant de constater que les professionnels de l'information ont su faire preuve d'une grande capacité d'adaptation, qu'il leur a été possible de rédiger leurs articles en mode télétravail et qu'ils ont pu réaliser une grande partie de leurs reportages à distance. Il s'agit toutefois, dans le contexte de la crise financière des médias, d'une démonstration à double tranchant puisque des employeurs pourraient décider de poursuivre de la sorte pour réduire les coûts et gagner du temps dans la production de

l'information. Certains journalistes que nous avons interrogés ont exprimé des craintes en ce sens, s'inquiétant de ne plus pouvoir aller aussi souvent sur le terrain pour collecter des informations et réaliser leurs entrevues. Meunier (2020) se dit aussi préoccupé à l'idée que « le journalisme de confinement » éloigne encore plus les professionnels de l'information du terrain, leur « véritable place ». Cela risque selon lui d'affecter le droit du public à l'information. Les longues enquêtes et le journalisme de terrain se faisaient déjà de plus en plus rares avant la pandémie (Bastin, 2019 ; Be Diaf, 2015).

Il faut aussi savoir que le fait de travailler dans une salle de nouvelles constitue une grande source d'idées et de stimulation pour les journalistes. Ainsi, des impacts psychologiques et professionnels pourraient survenir en modifiant ou en supprimant certains aspects, comme c'est le cas chez bon nombre de journalistes en Belgique:

L'inactivité et la solitude liées notamment à l'éloignement de la salle de rédaction ou à la suspension de moments de travail collectif (les conférences de presse, par exemple) se sont couplées aux contraintes du télétravail et à l'augmentation de la charge mentale ressentie par les journalistes. Ces éléments sont plutôt habituellement l'apanage des journalistes indépendant.e.s et intérimaires, mais ils ont touché une grande partie du groupe professionnel.  
(Le Cam et al, 2020, p.25)

Même si notre recherche ne portait pas sur la santé mentale des professionnels de l'information, nous pouvons affirmer que le stress, la fatigue et l'angoisse étaient palpables chez plusieurs de nos répondants, ce qui a aussi été observé par d'autres auteurs (Le Cam et al., 2020; Paré, 2020; Selva et Feinstein, 2020). Au même moment, l'Université de Toronto pour le compte de l'Institut Oxford révélait que 70% des journalistes sondés ressentaient de la détresse psychologique et que près du quart d'entre

eux présentaient des symptômes pouvant être associés à de l'anxiété généralisée (Selva et Feinstein, 2020).

Enfin, malgré les contraintes que nous venons d'exposer, nos répondants estiment qu'ils ont réussi à assurer une bonne qualité de l'information. Or, comme nous l'avons démontré dans nos résultats complémentaires, les plaintes du public ont été plus nombreuses qu'à l'habitude auprès du CPQ et de l'ombudsman de Radio-Canada pendant cette période de la pandémie. Il serait important de comprendre si cela est attribuable au caractère anxiogène de la crise, à des besoins d'éducation aux médias d'information auprès du public ou si des leçons devraient être tirées de la façon dont les nouvelles ont été produites.

En ce sens, nous estimons qu'il serait hautement pertinent de procéder, dans une recherche ultérieure, à l'analyse des plaintes déposées par le public ainsi que des réponses qui seront fournies par ces instances veillant à la protection du droit du public à une information de qualité, de la liberté de presse et du respect des normes et pratiques journalistiques. Il serait également intéressant de se pencher sur les courriels reçus par la FPJQ pendant cette même période. L'ancienne directrice générale, Catherine Lafrance, a témoigné publiquement de son inquiétude face aux commentaires reçus de la part du public pendant les premières semaines de la pandémie. Cette dernière évoquait un effritement de la confiance et craignait que le public finisse par remettre en question

l'utilité des journalistes après la crise (Lafrance, 2020). Nous allons maintenant nous pencher sur les difficultés rencontrées par les journalistes au sujet de l'accès aux sources.

### **Des difficultés (encore plus importantes) d'accès aux sources d'information**

Notre recherche s'intéressait également, en première sous-question, aux principaux défis et enjeux rencontrés par les professionnels de l'information du Québec dans la couverture de cette crise sanitaire. Notre hypothèse avançait qu'on y trouverait principalement des enjeux relatifs à l'obtention et la vérification des informations sur la propagation du virus dans la province, ce qui s'est avéré.

Tout comme l'enquête de la FIJ (2020) qui a révélé que bon nombre de journalistes internationaux avaient rencontré des difficultés à accéder à des informations gouvernementales ou à des sources officielles, notre recherche a permis de constater qu'il en va de même pour les journalistes du Québec. D'abord, bien qu'elles aient été mises en place pour des raisons de santé publique, les mesures sanitaires ont largement entravé le travail journalistique lors des premières semaines de la pandémie. En plus d'avoir pour effet de fermer un grand nombre de salles de rédaction, de contraindre de nombreux professionnels de l'information au télétravail et de limiter le journalisme de terrain, elles ont eu pour conséquence d'empêcher les journalistes d'être témoins du drame dans les établissements pour aînés. N'eût été des informations privilégiées que certains ont obtenues grâce à leurs réseaux de contacts et à certaines de leurs sources, il aurait été fort

difficile pour le public d'être informé du nombre important de décès survenus dans des CHSLD, des résidences privées pour aînés et d'autres milieux d'hébergement pour personnes vulnérables ou en perte d'autonomie, et pour lesquels une enquête publique du coroner a été ordonnée (Bureau du coroner du Québec, 2020; Pilon-Larose, 2020)<sup>33</sup>.

Derfel (2020) a été le premier journaliste à faire état du nombre important de décès au CHSLD Herron et des conditions lamentables dans lesquelles les personnes âgées avaient été laissées, abandonnées par le personnel soignant. Nombreux sont nos répondants qui ont insisté sur le fait qu'ils ont dû, pendant des jours, multiplier les questions et les demandes d'informations afin d'obtenir le portrait réel de la situation. Lacoursière et al. (2020) expliquent aussi l'insistance dont ils ont dû faire preuve pour obtenir le bilan des éclosions dans les résidences pour aînés. Lorsque la situation a été mise au jour, les reporters voulant accéder aux résidences en question se sont heurtés à de nombreux refus<sup>34</sup>. Certains ont alors pris des moyens exceptionnels pour être en mesure de mieux rendre compte de la crise tels que faire du bénévolat dans un CHSLD (Hachey, 2020), demander à de tierces personnes de prendre des images à l'intérieur des établissements de soins (Coutu, 2020) ou se rabattre sur des publications dans les réseaux

<sup>33</sup> À ce propos, rappelons la déclaration du journaliste 3 publiée dans notre premier article : « La transparence c'est une chose, la vitesse à laquelle le gouvernement transmet l'information, c'en est une autre ».

<sup>34</sup>L'auteure de ce mémoire, également journaliste, a été interpellée personnellement par des membres du public qui réclamaient des reportages pouvant démontrer la situation à l'intérieur des résidences pour aînés.

sociaux de certains membres du personnel de la santé (Baillargeon, 2020; Giguère, 2020; Gosselin, 2020). D'un point de vue journalistique, ces moyens entraînent inévitablement une certaine perte du contrôle sur la production du contenu et, par extenso, de l'autonomie professionnelle des journalistes. Or, il s'agissait alors des rares moyens disponibles pour que les journalistes puissent témoigner de l'actualité.

Si « défendre le droit du public à l'information<sup>35</sup> » est le devoir des journalistes, comme stipulé dans le Guide de déontologie de la FPJQ, et qu'ils doivent combattre « les restrictions, les pressions ou les menaces qui visent à limiter la cueillette et la diffusion des informations » (FPJQ, 2010, p.1), force est de constater que la mission première des journalistes a été complexifiée, voire ébranlée, pendant les premières semaines de la pandémie. Nos entretiens démontrent en effet que le travail des journalistes a été entravé par différentes situations qui les ont forcés à s'ajuster continuellement et à développer des stratégies visant à préserver les piliers du journalisme que sont la liberté de presse<sup>36</sup> et l'accès à l'information<sup>37</sup> afin d'assurer le droit du public à l'information.

<sup>35</sup> Découlant des libertés fondamentales de pensée, dont font partie la liberté de presse et la liberté d'expression, le droit à l'information s'inscrit dans la reconnaissance de l'intérêt du public à être bien informé et pave la voie à l'exercice d'un journalisme libre et indépendant (Gouvernement du Canada, 1982).

<sup>36</sup> La liberté de presse est l'un des fondements de toute société démocratique. Elle est notamment protégée par la Charte canadienne des droits et libertés qui stipule que chaque individu doit avoir, notamment, la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication (Charte canadienne des droits et libertés, 1982).

<sup>37</sup> Pour le CPQ, le libre accès des médias et des journalistes à l'information constitue une condition essentielle à la liberté de presse et au respect du droit à l'information, ce qui permet aux citoyens de bien comprendre le monde qui les entoure et de porter des jugements éclairés (2003).

Cette situation perdure depuis des mois, tel que le rapporte le chroniqueur de *La Presse*, Patrick Lagacé qui va dans le même sens que les témoignages que nous avons recueillis neuf mois plus tôt:

Les journalistes de *La Presse* ont eu accès à deux hôpitaux depuis le début de la pandémie. Nos accès aux CHSLD ont été tout aussi limités. Et depuis Noël, malgré l'ouverture des hôpitaux sollicités, la réponse est imposée par le ministère de la Santé : c'est non. Nos efforts pour documenter les efforts des soignants et le sort des soignés, dans les tranchées, se butent donc à des portes littéralement closes. (Lagacé, 2021)

Cette chronique a été suivie quelques jours plus tard de la publication d'une lettre ouverte signée par les directeurs des grands médias d'information québécois, réclamant au gouvernement du Québec de permettre aux journalistes d'entrer dans les hôpitaux « au nom du droit du public à l'information » (Julien, L., 2021). Au même moment, des médecins déclaraient publiquement qu'il s'agissait d'une erreur de la part des autorités de limiter les accès aux médias. Cela entraînait, selon eux, des effets contre-productifs notamment sur la mobilisation des Québécois quant au respect des mesures sanitaires et à l'adoption de comportements adéquats. Ces médecins estiment aussi que cela empêche de faire comprendre au public à quel point les hôpitaux sont submergés. Cela nuirait aussi, selon eux, à la lutte contre la désinformation (Lagacé, 2021). Considérant l'importance des médias dans les communications de risques (Abunyewah, Gajendran et Maund, 2018; David et Carignan, 2017), il est de mise de s'interroger sur ces limites imposées par des décisions gouvernementales. Il serait intéressant de mesurer l'impact de ce genre d'information et d'images sur le public.

### **« Fragile transparence », confiance chancelante**

En plus des difficultés identifiées précédemment, les représentants des médias ont été confrontés à plusieurs embûches pour accéder à de l'information gouvernementale. La pénurie d'équipements de protection médicale pour le personnel de la santé est l'un des principaux sujets que les journalistes ont eu du mal à se faire confirmer par les autorités (Bossé, 2020). Cela démontre que les défis auxquels les journalistes étaient déjà confrontés en temps normal pour accéder à de l'information officielle ont été amplifiés par le contexte de la pandémie (Labrie, 2018; Saint-Jean, 2002). Des journalistes ont même avoué s'être rabattus à quelques reprises sur les messages officiels des autorités lorsqu'ils étaient incapables de vérifier ou de valider certaines informations, ce qui va en contradiction directe avec les normes journalistiques habituelles.

De son côté, le ministère de la Santé a parfois évoqué des raisons de sécurité pour expliquer pourquoi l'information sur l'état des approvisionnements n'était pas transmise aux médias (Richer, Jules, 2020). Les autorités de santé publique ont aussi longuement hésité avant d'accepter de dévoiler les modèles scientifiques sur lesquels étaient fondées leurs décisions pour ne pas inquiéter la population (Dion, 2020; Duhamel, 2020). Pour RSF, la rétention d'informations sous prétexte de « ne pas semer la panique » ou même pour inciter la population à obéir aux directives sanitaires est une pratique inacceptable qui contribue à aggraver les problèmes plutôt qu'à les résoudre (RSF, 2020c). Ce à quoi le Conseil de l'Europe ajoute : « la situation de crise ne doit pas servir de prétexte pour

restreindre l'accès au public à l'information » (Conseil de l'Europe, 2020). Pour sa part, le professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, Pierre Trudel, croit que « l'urgence peut permettre la mise entre parenthèses de plusieurs règles de droit dans notre société, dans la mesure où c'est justifié » (Gagné, 2020). Ce dernier nuance toutefois en précisant que la notion d'urgence repose en grande partie sur l'interprétation subjective des gouvernements, d'où l'importance, à son avis, de faire preuve de vigilance, en raison des risques d'abus.

Cette vigilance-là ne doit pas se relâcher parce que même en situation d'urgence, il y a des risques d'abus. [...] Il faut se poser la question : est-ce que c'est raisonnable de mettre entre parenthèses des droits fondamentaux, de restreindre la transparence des décisions publiques?  
(Gagné, 2020)

Le besoin d'une plus grande transparence gouvernementale est revenu à de nombreuses reprises lors de nos entretiens. Cela contribuerait à faciliter le travail journalistique quand vient le temps d'expliquer les raisons qui justifient certaines décisions gouvernementales. Plusieurs journalistes à qui nous avons parlé ont aussi évoqué le souhait que le gouvernement se montre davantage ouvert et que les employés de la santé puissent dénoncer les situations inacceptables en toute impunité auprès des représentants des médias, ce qui pourrait contribuer, selon eux, à mieux informer le public en cas d'autres vagues de COVID-19 ou d'autres crises sanitaires. Les partis d'opposition réclament aussi, depuis des mois, que le gouvernement publie ouvertement les avis de la santé publique, ce que le gouvernement de François Legault refuse de faire (Bergeron, 2020).

Parmi les autres aspects qui ont compliqué le travail des journalistes quant à l'information gouvernementale, soulignons le fait que Québec a adopté, en début de pandémie, un décret suspendant les délais prescrits par la loi sur l'accès à l'information (Justice Québec, 2020), ce qui a laissé des dizaines de demandes d'informations traîner en longueur, incluant celles portant sur la gestion de la crise sanitaire. Pour Jocelyne Richer (2020), l'information est à ce moment devenue une « victime collatérale de la COVID-19 ». Il n'est « certainement pas incongru de présumer que quantité d'informations d'intérêt public sur la gestion de la crise demeurent cachées » (Jocelyne Richer, 2020). Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, reconnaît qu'il est possible, en période de pandémie, que certains gouvernements rencontrent des problèmes à assurer l'accès du public à l'information. Il souligne néanmoins que « les gouvernements devraient concevoir des méthodes d'accès à l'information qui leur permettent de poursuivre leurs programmes pendant la crise » (Kaye, 2020, p.9), étant donné que les mesures sanitaires risquent d'être en place pendant encore un certain temps.

L'impression que des informations cruciales sont gardées secrètes est passablement répandue dans la population, selon une étude menée par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ, 2020b) qui révèle que plus du tiers (35 %) des Québécois croyaient, au printemps 2020, que le gouvernement cachait des informations

importantes au sujet de la pandémie<sup>38</sup>. La volonté du gouvernement de transformer la publication quotidienne des données épidémiologiques en un bilan hebdomadaire n'a fait que raviver ces perceptions. Pour le directeur du quotidien *Le Devoir*, Brian Myles, cela démontre que le gouvernement de François Legault fait preuve d'une « fragile transparence » qui peut nuire à la confiance du public (Myles, 2020)<sup>39</sup>.

L'INSPQ (2020c) cite à ce propos bon nombre d'études qui démontrent combien la confiance du public est importante envers les gouvernements et les médias d'information afin de soutenir la promotion et le maintien des comportements désirés en lien avec la pandémie (Alberta Health Services, 2020; Sadjadi, Moerschel et Petticrew 2020). En septembre 2020, le niveau de confiance des Canadiens se situait sous la barre des 60% (57,7%) en ce qui a trait à la gestion de la pandémie (Généreux et al, 2020). Ces mêmes chercheurs ont aussi révélé un effritement de la confiance de la population envers la vaccination, ce qui fait dire à Ève Dubé, chercheuse à l'INSPQ, que « si la vaccination va nous sortir de la pandémie, c'est l'information et la transparence qui vont freiner la montée du doute » (Noël, 2021). Cette analogie est fort intéressante, car elle rappelle que la méfiance peut aussi entraîner l'adhésion à différentes thèses complotistes (Luhmann,

<sup>38</sup> Plusieurs sondages ont été menés depuis par l'INSPQ (2020c) sur les attitudes et comportements des Québécois, mais la question des informations potentiellement cachées ne revient pas comme telle.

<sup>39</sup> Le gouvernement s'est ravisé devant la levée de boucliers que cela a provoqué et a poursuivi avec la publication quotidienne des données épidémiologiques.

2006; Renard, 2015). Le niveau de confiance pourrait même agir, selon certains auteurs, comme facteur de protection, en permettant de réduire le nombre de cas et de décès (Goldstein et Wiedemann, 2020). Elle devrait donc orienter potentiellement les stratégies de communication gouvernementales dans la lutte contre la pandémie.

### **Des entorses au droit à l'information au Québec?**

Comme nos résultats complémentaires en font état, les journalistes ont rencontré des difficultés lors des points de presse quotidiens organisés par le gouvernement, notamment en raison du nombre restreint de représentants de la presse admis et du nombre de questions limité pour chacun d'eux. Leurs homologues internationaux sont nombreux à se plaindre des règles qui leur sont aussi imposées en conférences de presse (FIJ, 2020). Contrairement au public qui ne le perçoit pas toujours, les journalistes savent que, malgré les apparences, les points de presse ne riment pas nécessairement avec transparence gouvernementale. Ces événements médiatiques sont habituellement savamment orchestrés afin de fournir certaines informations aux journalistes, tout ayant pour objectif de permettre aux autorités d'avoir le contrôle du message. En citant Reynolds et Seeger (2005) ainsi que Coombs (2007), Prince explique que :

Le gouvernement peut choisir le message et l'image qu'il veut projeter pour expliquer l'événement, tout comme il peut insister davantage sur une cause probable et ses répercussions de manière à orienter les questions des journalistes, la perception de l'enjeu, puis l'opinion publique (2018, p.21).

Les journalistes qui couvraient les points de presse ont témoigné à l'effet qu'ils étaient limités dans le nombre de questions permises, mais qu'ils se sentaient libres de poser les questions de leur choix, sans ressentir aucune pression de la part des autorités. Une controverse a tout de même retenu l'attention autour des propos formulés par le premier ministre du Québec à l'égard du journaliste du quotidien *The Gazette* Aaron Derfel<sup>40</sup>. Appelé à commenter un sondage qui révélait que les inquiétudes relatives à la pandémie étaient plus importantes chez les anglophones que chez les francophones, le premier ministre François Legault a attribué la faute au reporter en question (Gouvernement du Québec, 2020a, 1:02:30). Quelques semaines plus tard, il bloquait ce même journaliste de son compte Twitter en utilisant les guillemets pour parler de sa profession (voir Figure 1).



*Figure 1. Image d'un statut Twitter publié par le premier ministre François Legault (Legault, 2020)*

<sup>40</sup> Aaron Derfel est le journaliste qui a révélé le scandale du CHSLD Herron, à Dorval.

Cette publication a vivement fait réagir le président de la FPJQ, Michaël Nguyen:

C'est un peu décourageant de voir ça. Au lieu d'attaquer les journalistes, il devrait amener des réponses. [...] Mettre des guillemets, c'est dénigrer la profession. Alors qu'il y a trois mois, il nous remerciait et disait qu'on était des travailleurs essentiels. (Desmeules, 2020).

Le professeur de droit et libertés à l'Université Laval, Louis-Philippe Lampron, estime qu'il s'agit d'un comportement « extrêmement dangereux » pouvant mener à des dérapages :

« À partir du moment où un élu fait le choix d'avoir recours aux réseaux sociaux pour rejoindre la population, il ne peut pas bloquer l'accès à ceux ou celles qui le critiquent ou le questionnent. Et quand on parle d'un journaliste, ça me semble une atteinte au droit d'accès à l'information » (Desmeules, 2020).

Cela tend à rappeler les entorses au droit à l'information dont nous avons parlé dans le cadre contextuel de ce mémoire, même s'il ne s'agit pas de circonstances aussi graves que celles rapportées dans certains pays autoritaires. Une vaste enquête menée par la Fédération internationale des journalistes auprès de 1308 professionnels de l'information répartis dans 77 pays (dont le Canada, la France, l'Australie et les États-Unis) révèle d'ailleurs que 75% des journalistes ont subi des restrictions, des obstructions ou des intimidations dans le cadre de leurs fonctions pendant la pandémie (FIJ, 2020), ce qui démontre que le droit à l'information et la liberté de presse peuvent être fragiles, y compris dans les pays démocratiques.

## **Rôles des journalistes : messagers et /ou chiens de garde du gouvernement ?**

Notre deuxième sous-question visait à découvrir les perceptions des journalistes quant à leurs rôles pendant la crise sanitaire. Alors que Favereau (2005) affirme que les journalistes ne doivent pas « endosser le costume de l'agent de la santé publique » (p.25), les professionnels de l'information à qui nous avons parlé se sont parfois sentis déchirés entre leurs rôles de messagers de la santé publique et de chiens de garde du gouvernement lors des premières semaines de la pandémie<sup>41</sup>. Nous expliquons, dans l'article paru dans *Enjeux & Société : Approches transdisciplinaires*, que les journalistes ont pu glisser à leur insu vers cette fonction d'agent, en voulant contribuer à la promotion et à l'adoption des mesures sanitaires prônées par la santé publique et en devant renoncer à certaines sources d'information momentanément inaccessibles.

La nature exceptionnelle de la crise sanitaire peut aussi expliquer ce sentiment de déchirement entre les différents rôles des journalistes. Christians et al. (2009) expliquent que le journalisme peut aussi servir, particulièrement en temps de crises et de catastrophes, de canal de communication entre les experts et le grand public, ce qu'ils appellent le rôle de facilitateur. Le fait de considérer les journalistes comme des

<sup>41</sup> Tel qu'étayé dans notre article publié dans les *Cahiers du journalisme*.

facilitateurs de l'information scientifique est d'ailleurs devenu, selon Perreault et Perreault (2021), un élément central du discours journalistique pendant la pandémie COVID-19<sup>42</sup>.

Comme Hanitzsch (2017) le souligne, les journalistes peuvent souscrire à une variété de rôles cognitifs, répondant à différents besoins, dépendant largement des contextes politiques et sociaux dans lesquels ils se trouvent. Avec la pandémie, les journalistes ont été amenés à couvrir un traumatisme sanitaire, politique, économique et social dans lequel ils étaient eux-mêmes plongés, faisant face au stress et à la vulnérabilité habituellement associés au reportage portant sur des conflits armés ou des catastrophes naturelles (Bizimana, 2006 ; Kotišová, 2019). Pour eux, le défi était autant d'ordre humain que journalistique (Landry, 2020). À ce propos, Lewis (2020) souligne qu'il y a peu d'études portant sur l'impact de la charge émotionnelle sur le travail journalistique et que de telles recherches seraient nécessaires.

<sup>42</sup> Une autre étude menée au début de la pandémie de coronavirus par Gingras et al. (2020) révèle que les artisans francophones canadiens et québécois de l'information possèdent un très bon niveau de connaissances scientifiques. Ces auteurs notent que la pression du temps peut parfois empêcher les journalistes de prendre une certaine distance, mais ils se réjouissent du fait que « la plupart des artisans de l'information soient capables d'aborder les sciences avec un regard critique, sans devenir exagérément sceptiques, voire négatifs, envers les avancées scientifiques et technologiques. » (Gauvreau, 2020). Notons qu'aucun de nos participants n'a signalé avoir eu du mal à comprendre certains concepts scientifiques.

## **Des journalistes très inquiets quant à l'avenir des médias d'information**

En dernière sous-questions, nous cherchions à savoir si la pandémie avait changé la vision des journalistes de leur métier. Notre hypothèse suggérait que certains journalistes allaient potentiellement puiser une grande valorisation à travers leur travail puisque l'information était vue par plusieurs comme étant essentielle en ces temps de pandémie (Nations unies, mai 2020). Plusieurs recherches démontrent d'ailleurs que les citoyens se sont tournés vers les médias traditionnels dès que la crise sanitaire est apparue, et que leur consommation de ces médias a grandement augmenté durant la pandémie ; c'est le cas notamment en Belgique (Hanseeuw et al., 2020) et aux États-Unis (Casero-Ripollés, 2020).

Notre recherche a permis de constater que l'ensemble de nos répondants puisaient une importante valorisation dans l'exercice de leurs fonctions pendant les premières semaines de la pandémie, se traduisant même, pour plusieurs, par le sentiment d'un amour renouvelé pour leur métier (Lacroix et Carignan, 2020a). Toutefois, alors que nous estimions que certains journalistes allaient possiblement remettre en question le choix de leur métier, par le fait de se retrouver, par la force des choses et non par choix, à exercer un journalisme plus risqué qu'à l'habitude, cet élément n'est pas ressorti dans nos entretiens. Mais ce qui s'est imposé comme élément central à ce chapitre, c'est la forte inquiétude de nos répondants quant à l'avenir de leur métier et des médias d'information. Rappelons ici les propos du journaliste 4 qui résume cet état d'esprit :

Ma crainte, ce serait qu'on perde la lutte à la désinformation parce qu'on n'aura pas eu les ressources nécessaires pour survivre assez longtemps, si l'aide financière n'arrive pas assez vite et que des médias continuent de couper dans leurs effectifs. Jusqu'où on peut nous-mêmes s'atrophier (sic) pour survivre sans toucher à notre mission d'informer? Parce que moins on informe, moins on est nombreux à livrer l'information, plus il y a de place pour la désinformation. (Journaliste 4)

Ces craintes sont très répandues au sein de l'industrie des médias d'information. Comme nous l'avons abordé dans le cadre contextuel de ce mémoire, les inquiétudes étaient déjà bien présentes avant la pandémie. À l'été 2019, lors du Mandat d'initiative portant sur l'avenir des médias d'information québécois, de nombreux représentants des grandes entreprises de presse québécoises, de médias locaux, d'organisations syndicales ainsi que bon nombre d'experts ont interpellé le gouvernement pour qu'il en fasse davantage afin d'assurer la survie d'une presse québécoise libre et indépendante.

Publié en décembre 2020, le rapport issu de cette commission spéciale reconnaît que les médias d'information jouent un « rôle essentiel » (p.24) et qu'il est nécessaire de pouvoir compter sur des journalistes sur le terrain, notamment en ces temps de crises sanitaires (Assemblée nationale, 2020). Le rapport fait aussi état de la nécessité d'offrir un meilleur soutien financier aux médias d'information notamment grâce à la taxation des

GAFAM<sup>43</sup>. Les directeurs des grands médias d'information canadiens ont d'ailleurs fait front commun face au fédéral sur cette question, notamment lors de la première vague de COVID-19 (Marquis et Brousseau-Pouliot, 2020). Roy (2019) plaide aussi pour que la richesse créée grâce à l'information – qui est largement encaissée par les géants numériques - soit redistribuée aux artisans de l'information.

Outre la question financière qui a été abordée avec inquiétude par plusieurs journalistes à qui nous avons parlé, le rapport de la commission spéciale sur l'avenir des médias propose une vingtaine de recommandations qui, pour certaines, recourent des enjeux soulevés par nos répondants. Parmi celles-ci, on retrouve l'importance de l'éducation aux médias auprès du grand public, tel que soulevé dans notre deuxième article et par bon nombre d'auteurs (voir le cadre conceptuel). La commission recommande également la modernisation de « la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin de l'adapter à l'ère numérique et aux exigences de transparence de la société actuelle dans l'esprit du droit du public à l'information » (p.30). Cela fait des années qu'une telle révision de la Loi est réclamée<sup>44</sup> (Myles, 2020; Saint-Arnaud, 2018). L'industrie de l'information estime que cela pourrait

<sup>43</sup> À ce sujet, le Canada est à mettre au point une stratégie avec d'autres pays au sein d'une coalition internationale (Laberge, 2020).

<sup>44</sup> L'ancien premier ministre du Québec, Philippe Couillard, en avait fait un engagement électoral en 2014 (Lessard, 2018), mais n'avait pas rempli sa promesse.

contribuer à aider les journalistes à obtenir plus facilement l'information gouvernementale dont ils ont besoin pour informer sans avoir à se battre ni à se perdre dans les méandres des instances gouvernementales, tel que les témoignages que nous avons recueillis l'ont démontré, dans le but de favoriser le droit du public à l'information. Pour sa part, la députée de Québec Solidaire, Catherine Dorion, membre de cette commission spéciale, estime que l'on doit en faire davantage afin de « changer complètement de paradigme et (d') envisager les médias comme un service public plutôt que comme des entreprises dont la fonction principale est de vendre du temps de cerveau disponible à des annonceurs » (Dorion, 2020).

Ces recommandations rejoignent des éléments importants qui ressortent de ce mémoire afin de mieux soutenir le droit du public à l'information, alors que les professionnels de l'information en arrachent plus que jamais à faire leur travail, que le droit à l'information a été menacé à de nombreuses reprises depuis le début de cette pandémie et que la confiance du public envers les médias d'information s'effrite. Et ce, alors que l'infodémie a malheureusement le vent dans les voiles.

## Conclusion

Voilà près d'un an que la pandémie de COVID-19 a fait irruption dans nos vies. Notre recherche permet de constater que les pratiques professionnelles journalistiques ont été rapidement et profondément bouleversées par ce contexte historique, dès les premières semaines de la crise sanitaire.

Déjà confrontés à des contraintes importantes liées la crise financière des médias, les journalistes à qui nous avons parlé ont dû radicalement modifier leurs méthodes de travail pour se protéger contre le virus et assurer la production de l'information. En plus de devoir s'adapter au journalisme de confinement et aux risques du travail de terrain, nos répondants témoignent à l'effet que des enjeux professionnels déjà reconnus comme des menaces potentielles à la qualité de l'information ont été exacerbés par la crise. Parmi ceux-ci, l'augmentation substantielle de la charge de travail, l'accentuation de la pression et les difficultés rencontrées en ce qui a trait à l'accès aux sources sont ceux qui semblent les préoccuper davantage.

Rappelons également que le travail des journalistes a été entravé par différents défis relatifs à la transparence, ce qui a parfois forcé les professionnels de l'information à se rabattre sur les messages officiels des autorités. On leur a aussi interdit d'accéder aux hôpitaux et aux CHSLD, ce qui a eu pour effet de limiter considérablement leur possibilité de réaliser des reportages sur les conditions de soins dans le réseau de la santé.

Même s'ils ont dû faire face à toutes ces embûches, nos répondants se disent en général satisfaits de l'information produite pendant les premières semaines de la crise. Mais, alors qu'on sait que l'information peut jouer un rôle primordial sur les perceptions et les comportements du public face aux mesures sanitaires, il nous semble hautement pertinent que des études futures se penchent sur l'analyse du contenu de l'information produite par les médias depuis le début de la pandémie. Ont-ils eu les moyens, malgré leurs ressources limitées, de bien couvrir tous les aspects essentiels de la crise sanitaire? Ont-ils trop relayé les informations gouvernementales? Ont-ils été suffisamment critiques des autorités? Si les journalistes avaient pu exercer leur métier sans être confrontés à autant de contraintes et d'entraves, auraient-ils pu contribuer encore davantage à faire ressortir d'autres éléments cruciaux pour alimenter le débat? Plusieurs questions se posent alors que des experts en santé publique craignent une troisième vague en raison des nouveaux variants associés au virus qui ont commencé à se propager. À l'international, des études se sont déjà penchées sur la couverture médiatique de la pandémie. Certaines ont révélé que le traitement journalistique pouvait parfois manquer de contextualisation, de profondeur ou de cohérence et que les journaux analysés avaient laissé place à un haut niveau de politisation<sup>45</sup> (Ogbodo et al, 2020; Tejedor et al, 2020).

<sup>45</sup> Tejedor et al. (2020) expliquent à ce propos que la gestion de la crise sanitaire (en Espagne et en Italie) a été la source de conflits politiques entre le gouvernement et l'opposition, ce qui s'est largement reflété dans les médias d'information.

Tel qu'évoqué dans ce mémoire, il serait également important de se pencher sur les plaintes et les commentaires que le public a fait parvenir à la FPJQ, au Bureau de l'ombudsman de Radio-Canada et au Conseil de presse du Québec, afin d'identifier certaines opportunités qui permettraient de rehausser la confiance du public envers les journalistes. Considérant l'augmentation de l'adhésion aux thèses complotistes et l'effritement du niveau de confiance des Canadiens envers la vaccination contre la COVID-19 (Université de Sherbrooke, 2021), il nous semble primordial que tout soit mis en œuvre afin de réduire les entraves au journalisme et de permettre au public d'avoir accès à une information complète lui permettant de saisir tous les enjeux.

En terminant, il nous importe de rappeler qu'une fatigue mentale et émotionnelle était palpable chez plusieurs de nos répondants lors de nos entretiens, au printemps 2020. Un niveau d'inquiétude élevé a aussi été observé chez eux quant à l'avenir des médias d'information. Plusieurs redoutent que ces derniers ne deviennent à leur tour des victimes collatérales de la pandémie et que le droit du public à l'information en soit passablement écorché. Notre recherche dresse le portrait des premiers effets de la pandémie sur les journalistes du Québec. Force est de constater qu'il faudra mener d'autres études pour observer comment la situation a évolué au cours des derniers mois puisque les impacts démontrés dans ce mémoire risquent de se faire sentir encore longtemps.

## Références

- Abroms, L.C. et Maibach, E. W. (2008). The Effectiveness of Mass Communication to Change Public Behavior. *Annual Review of Public Health*, 29, 219–234. <https://doi.org/10.1146/annurev.publhealth.29.020907.090824>
- Abunyewah, M., Gajendran, T. et Maund, K. (2018). Conceptual Framework for Motivating Actions towards Disaster Preparedness Through Risk Communication. *Procedia Engineering*, 212, 246-253. <https://doi.org/10.1016/j.proeng.2018.01.032>
- Agence France-Presse (AFP). (2021, 21 janvier). 'Fact-checkers' proposed for Nobel peace prize. *AFP*. <https://www.afp.com/en/news/3954/fact-checkers-proposed-nobel-peace-prize-doc-8za6vr2>
- Alberta Health Services. (2020). *COVID-19 Scientific Advisory Group. Rapid Evidence Report*. <https://www.albertahealthservices.ca/assets/info/ppih/if-ppih-covid-19-sag-rapid-evidence-report-attitudes-and-adherence-to-covid-19-guidelines.pdf>
- Amanat, F. et Krammer, F. (2020). SARS-CoV-2 Vaccines: Status Report. *Immunity*, 52(4), 583-589. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32259480/>
- Assemblée nationale. (2020) *Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation : Consultations particulières et auditions publiques dans le cadre du mandat d'initiative sur l'avenir des médias d'information*. <file:///C:/Users/cedlan/Downloads/2136-20201201.pdf>
- Associated Press. (2020, 8 août). 4 deaths linked to methanol-based hand sanitizers in two states. *CBS*. <https://www.cbsnews.com/news/toxic-hand-sanitizers-4-deaths-cdc/>
- Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ). (2019). Présentation du mémoire de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) dans le cadre de la Commission sur l'avenir des médias. [file:///C:/Users/cedlan/Downloads/056M\\_056M\\_Association\\_des\\_journalistes\\_ind%C3%A9pendants\\_du\\_Qu%C3%A9bec.pdf](file:///C:/Users/cedlan/Downloads/056M_056M_Association_des_journalistes_ind%C3%A9pendants_du_Qu%C3%A9bec.pdf)
- Baillargeon, S. (2020, 6 mai). Les images de la lutte contre le coronavirus manquent. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/culture/medias/578374/arret-sur-images>
- Bastin, G. (2019, 22 avril) Les aides à la presse peuvent-elles contribuer à promouvoir le journalisme d'intérêt public ? *The Conversation*. <https://theconversation.com/les-aides-a-la-presse-peuvent-elles-contribuer-a-promouvoir-le-journalisme-dinteret-public-115510>
- BBC. (6 avril 2020). Coronavirus: Boris Johnson admitted to hospital over virus symptoms. *BBC*. <https://www.bbc.com/news/uk-52177125>

- Be Diaf, L. (2015) *Journalistes 2.0. Usages et dilemmes des journalistes contemporains*. Éditions L'Harmattan.
- Bélair-Cirino, M. (16 mai 2020). Legault après le moment de grâce. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/579091/legault-apres-le-moment-de-grace>
- Bendali, N. (2020, 29 mars). Médias et COVID-19: « une crise sur une crise ». *ICI Radio-Canada Québec*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1689361/medias-covid19-crise-revenus-publicitaires-quebec>
- Bergeron, P. (2020, 7 octobre). Legault refuse de rendre publics les avis de la Direction de la santé publique. [Dépêche La Presse canadienne] La Presse. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-10-07/legault-refuse-de-rendre-publics-les-avis-de-la-direction-de-la-sante-publique.php>
- Bernier, M.-F. (2008). *Journalistes au pays de la convergence : Sérénité, malaise et détresse dans la profession*. Presses de l'Université Laval.
- Bernier, M-F. (2019). Mémoire déposé à la Commission de la culture et de l'éducation dans le cadre du Mandat d'initiative sur l'avenir des médias d'information. [file:///C:/Users/cedlan/Downloads/014M\\_014M\\_Marc-Fran%C3%A7ois\\_Bernier%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/cedlan/Downloads/014M_014M_Marc-Fran%C3%A7ois_Bernier%20(2).pdf)
- Biron, P-P. (2020, 20 juin). Le virus des fausses nouvelles: internet est devenu un véritable Far West en temps de pandémie. *Le Journal de Québec*. <https://www.journaldequebec.com/2020/06/20/le-virus-des-fausses-nouvelles-internet-est-devenu-un-veritable-far-west-en-temps-de-pandemie>
- Bizimana, A.-J. (2006). Les risques du journalisme dans les conflits armés. *Communication*, 25(1), 84-111. <https://doi.org/10.4000/communication.1511>
- Bonneville, L., Grosjean, S., & Lagacé, M. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Montréal : Gaëtan Morin éditeur.
- Bossé, O. (2020, 18 mars). Matériel médical: une réelle pénurie et des articles hors de prix. *Le Soleil*. <https://www.lesoleil.com/actualite/covid-19/materiel-medical-une-reelle-penurie-et-des-articles-hors-de-prix-bcd5e929dac6d50d5f90c3cbddc6c283>
- Boulanger, M. et Tousignant, J. (2020, 9 octobre). La pandémie sur le web : des conspirations contagieuses. *ICI Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/info/2020/10/pandemie-decrypteurs-courriels-complot-covid-19-coronavirus-fausses-nouvelles/>

- Breton, M. et Hudon, C. (2020). La première vague de Covid-19 au Québec et les soins primaires. *Revue médicale suisse*, 16, 2131-2134. <https://www.revmed.ch/RMS/2020/RMS-N-713/La-premiere-vague-de-Covid-19-au-Quebec-et-les-soins-primaires>
- Brin, C. et St-Pierre, M. (2013). Crise des médias et effectifs rédactionnels au Québec. *Centre d'études sur les médias*. <https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/17602/1/Crise%20des%20medias%20et%20effectifs.pdf>
- Brin, C., Leclair, K. et Charlton, S. (2019). Qui sont ces Canadiens qui jugent négativement les médias? *Options politiques*. [https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/aout-2019/qui-sont-ces-canadiens-qui-jugent-negativement-les-medias/?fbclid=IwAR2MPz15xGXttcXh0QM2vz\\_HwxaVlr3fc4bEh0zvf1LzSPCHL4TPbstW4eE](https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/aout-2019/qui-sont-ces-canadiens-qui-jugent-negativement-les-medias/?fbclid=IwAR2MPz15xGXttcXh0QM2vz_HwxaVlr3fc4bEh0zvf1LzSPCHL4TPbstW4eE)
- Bureau du coroner. (2020, 11 février). *Décès de personnes âgées ou vulnérables survenus dans des milieux d'hébergement au cours de la pandémie de COVID-19*. [Communiqué]. <https://www.coroner.gouv.qc.ca/medias/communiques/detail-dun-communique/403.html>
- Cahiers du journalisme. (s.d.). Les Cahiers du journalisme – Recherches. [http://cahiersdujournalisme.org/CaJ-M5.2-Prop\\_Rech.html](http://cahiersdujournalisme.org/CaJ-M5.2-Prop_Rech.html)
- Canadian Media Concentration Research Project (CMCRP). (2019). *Media and Internet Concentration in Canada Report 1984 – 2018*. <http://www.cmcrp.org/wp-content/uploads/2020/04/Updated-Media-and-Internet-Concentration-in-Canada-1984-2018-09042020.pdf>
- Carasco, A. (2019, 24 janvier). Baromètre médias, les journalistes sommés de se remettre en question. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/Economie/Medias/Barometre-medias-journalistes-sommes-remettre-question-2019-01-24-1200997667>
- Caron-Malenfant, J. et Huot, F. (2019). Les fausses nouvelles : un refuge devant l'incertitude croissante de notre époque? Dans F. Huot (dir.), *L'État du Québec 2020* (p.14-28). Montréal : Del Busso.
- Caron-Bouchard, M. et Renaud, L. (2010). Un modèle dynamique interactif écosocial pour mieux comprendre l'apport des médias dans le façonnement des normes sociales en matière de santé. Dans L. Renaud (dir.), *Les médias et la santé : de l'émergence à l'appropriation des normes sociales* (p. 9-31). Presses de l'Université du Québec.

- Casero-Ripollés, A. (2020). Impact of Covid-19 on the media system. Communicative and democratic consequences of news consumption during the outbreak. *El Profesional de la Información*, 29(2). <https://doi.org/10.3145/epi.2020.mar.23>
- Charte canadienne des droits et libertés. (1982). Dans Loi constitutionnelle de 1982. Annexe B de la loi de 1982 sur le Canada (R-U). c. 11. <http://canlii.ca/t/q3x8>
- Chouinard, H. (2020, 5 avril) La fermeture des entreprises et commerces non essentiels prolongée jusqu'au 4 mai. La Presse. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-04-05/la-fermeture-des-entreprises-et-commerces-non-essentiels-prolongee-jusqu-au-4-mai>
- Christians, C. G., Glasser, T. L., McQuail, D., Nordenstreng, K., et White, R. A. (2009). *Normative theories of the media: Journalism in democratic societies*. University of Illinois Press.
- Conseil de presse du Québec (CPQ). (2003). *Droits et responsabilités de la presse. Troisième édition*. [https://conseildepresse.qc.ca/wp-content/uploads/2011/06/droits-responsabilites-de-la-presse\\_fr.pdf](https://conseildepresse.qc.ca/wp-content/uploads/2011/06/droits-responsabilites-de-la-presse_fr.pdf)
- Conseil de presse du Québec (CPQ). (2015). Guide de déontologie journalistique du Conseil de presse du Québec. <https://conseildepresse.qc.ca/guide/preambule/>
- Conseil de l'Europe. (2020). Déclaration sur la liberté d'expression et d'information en temps de crise par le Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur l'environnement des médias et la réforme (MSI-REF). <https://www.coe.int/fr/web/freedom-expression/statement-on-freedom-of-expression-and-information-in-times-of-crisis-by-the-council-of-europe-s-committee-of-experts-on-media-environment-and-reform-msi-ref>
- Coombs, W. T. (2007). Protecting Organization Reputations During a Crisis: The Development and Application of Situational Crisis Communication Theory. *Corporate Reputation Review*, 10(3), 163-177.
- Coutu, S. (2020, 22 avril). Au front, aux soins intensifs de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal. *ICI Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1695677/front-soins-intensifs-hopital-sacre-coeur-cameras>
- David, M. D. et Carignan, M-E. (2017). Crisis Communication Adaptation Strategies in the MM&A Train Explosion in Lac-Mégantic Downtown: Going Back to Field Communication, *Corporate Communications: an International Journal*, 22(3), 369-382. <https://doi.org/10.1108/CCIJ-02-2016-0022>

- De Lancer, A. (2020a, 3 avril). COVID-19 : peut-on se fier aux données fournies par la Chine? *ICI Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1690496/covid-19-chine-wuhan-donnees-verification-decrypteurs>
- De Lancer, A. (2020b, 19 mars). Non, la chaleur ne tue pas le coronavirus. *ICI Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1675144/covid-19-chaleur-decrypteurs-trump-faux>
- Derfel, A. (11 avril 2020). Public health, police find bodies, feces at Dorval seniors' residence : sources. *The Gazette*. <https://montrealgazette.com/news/local-news/public-health-police-find-bodies-feces-at-dorval-seniors-residence-sources/>
- Desmeules, J. (2020, 6 juin). Levée de boucliers contre Legault qui a bloqué un journaliste sur Twitter. *Le Soleil*. <https://www.lesoleil.com/actualite/levee-de-boucliers-contre-legault-qui-a-bloque-un-journaliste-sur-twitter-2cbbcfd5c42c6f2f9933bb5c5dabd07d>
- De Yarza López-Madrado, F. (2020, 30 mars). WAN-IFRA President: Quality journalism in troubled times. *World Association of News Publishers (WAN-IFRA)*. <https://blog.wan-ifra.org/2020/03/30/wan-ifra-president-quality-journalism-in-troubled-times>
- Dion, M. (2020, 7 avril). COVID-19 : un plateau prévu « autour » du 18 avril au Québec. *ICI Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1691883/coronavirus-quebec-projections-scenarios>
- Doré, M. C. (2017). La stratégie et les acteurs de la communication des risques. Dans B. Motulsky, J. B. Guindon et F. Tanguay-Hébert (dir.), *Communication des risques météorologiques et climatiques* (p.113-126). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Dorion, C. (2020, 8 décembre). Mandat d'initiative sur l'avenir des médias - L'annexe Dorion. *Presse-toi à gauche!* <https://www.pressegauche.org/Mandat-d-initiative-sur-l-avenir-des-medias-L-annexe-Dorion>
- Dubois, J. (2016). Bouleversements médiatiques et qualité de l'information : enquête auprès de 121 professionnels de l'information québécois. *Les Études de communication publique*, (20). [https://www.flsh.ulaval.ca/sites/flsh.ulaval.ca/files/flsh/communication/recherche/cahier\\_20\\_etudes\\_communication.pdf](https://www.flsh.ulaval.ca/sites/flsh.ulaval.ca/files/flsh/communication/recherche/cahier_20_etudes_communication.pdf)
- Duhamel, M. (2020, 6 avril) La transparence au cœur de la lutte à la COVID-19. *Le Nouvelliste*. <https://www.lenouvelliste.ca/opinions/carrefour-des-lecteurs/la-transparence-au-cur-de-la-lutte-a-la-covid-19-b1b1939b3c2fe14c7f1a8f31eb50a380>

- Dumas, H. (24 mars 2020). District 13 h cartonne comme District 31. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/arts/television/202003/23/01-5266133-district-13-h-cartonne-comme-district-31.php>
- Edelman. (2020). *Edelman Trust Barometer 2020. Spring update: Trust and the COVID-19 Pandemic*. <https://www.edelman.com/research/trust-2020-spring-update>
- Favereau, É. (2005). Le journalisme, de l'information médicale à l'information santé. *Les Tribunes de la santé*, 4(9), 21-26. <https://doi.org/10.3917/seve.009.26>
- Fédération internationale des journalistes (FIJ). (2020). Enquête exclusive. Le Covid-19 infecte la liberté de la presse dans le monde. <https://www.ifj.org/fr/salle-de-presse/nouvelles/detail/category/press-releases/article/enquete-exclusive-le-covid-19-infecte-la-liberte-de-la-presse-dans-le-monde.html>
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ). (2010). *Guide de déontologie des journalistes du Québec*. [https://cdn.ca.yapla.com/company/CPY9xhmJrXC8hpGUQ5ssMX3n/asset/files/10\\_12\\_Guide\\_en\\_vigueur.pdf](https://cdn.ca.yapla.com/company/CPY9xhmJrXC8hpGUQ5ssMX3n/asset/files/10_12_Guide_en_vigueur.pdf)
- Fédération professionnelle de journalistes du Québec (FPJQ). (2020, 8 avril). *La FPJQ lutte contre la désinformation liée à la COVID-19*. [Communiqué]. <https://www.fpqj.org/fr/covid-19/la-fpqj-lutte-contre-la-desinformation-liee-a-la-covid-19>
- Flaysakier, J-D. (1997). Santé publique et responsabilités des médias. *Hermès*, 21, 135-143 <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1997-1-page-135.htm>
- Fondation pour le journalisme canadien (FCJ). (2019). *News Consumption Survey, 2019. Canadian Journalism Foundation – Final Report*. [Base de données]. Earnscliffe. [https://cjf-fjc.ca/sites/default/files/CJF News Consumption Survey.pdf](https://cjf-fjc.ca/sites/default/files/CJF%20News%20Consumption%20Survey.pdf)
- Forbes (2021, 21 janvier). L'attachée de presse de Joe Biden, Jen Psaki, promet « transparence et vérité ». <https://www.forbes.fr/politique/lattachee-de-presse-de-joe-biden-jen-psaki-promet-transparence-et-verite/>
- Forum des politiques publiques. (2017). Le miroir éclaté: Nouvelles, démocratie et confiance dans l'ère numérique. <https://shatteredmirror.ca/wp-content/uploads/leMiroirEclate.pdf>
- Fournier, P. J. (2021, 11 février). Nouveau sondage : les mesures de confinement n'ont pas ébranlé les appuis à la CAQ. *L'Actualité*. <https://lactualite.com/politique/nouveau-sondage-les-mesures-de-confinement-nont-pas-ebroule-les-appuis-a-la-caq/>

- Gagné, L. (2020, 24 mars). L'accès à l'information ralenti par la pandémie. Ici Radio-Canada. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1682416/impacts-coronavirus-demandes-accès-information-ministeres-organismes-publics>
- Gagnon, M-A. (2020, 5 avril). Présider la Tribune de la presse en temps de crise. Le journal de Québec. <https://www.journaldequebec.com/2020/04/05/presider-la-tribune-de-la-presse-en-temps-de-crise>
- Gauvreau, C. (2020, 10 novembre). Journalistes et sciences. Les journalistes francophones au Canada sont des observateurs compétents des sciences, selon une enquête du CIRST. Actualités UQAM. <https://www.actualites.uqam.ca/2020/enquete-journalistes-science>
- Généreux, M., David, M. D., O'Sullivan, T., Carignan, M-È., Blouin-Genest, G., Champagne-Poirier, O., Champagne, É., Burlone, N., Qadar, Z., Herbosa, T., Hung, K., Ribeiro-Alves, G., Arruda, H., Michel, P., Law, R., Poirier, A., Murray, V., Chan, E., et Roy, M. (2020). Communication strategies and media discourses in the age of COVID-19: an urgent need for action. *Health promotion international*, daaa136. <https://doi.org/10.1093/heapro/daaa136>
- Giguère, F. (2020, 24 avril). Expérience traumatisante dans un CHSLD : Elle doit gérer 100 patients à 22 ans. *Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2020/04/24/elle-doit-gerer-100patients-a-22ans>
- Gingras, Y., Roy, J-H., Talin, K. et St-Louis, C. (2020). Connaissances et représentations des sciences chez les artisans francophones canadiens et québécois de l'information. Montréal : Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie. [http://cirst2.openum.ca/files/sites/179/2020/11/Note\\_2020-06\\_vf.pdf](http://cirst2.openum.ca/files/sites/179/2020/11/Note_2020-06_vf.pdf)
- Giroux, D., Proulx, S., et Souissi, S. (2017). *Les transformations dans les manières de s'informer au Québec (2011-2016)*. Centre d'études sur les médias. [https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2019/04/transformations\\_manieres.pdf](https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2019/04/transformations_manieres.pdf)
- Giroux, D. (2020). *Les médias québécois d'information. État des lieux en 2020*. Centre d'études sur les médias. <https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2020/10/cem-etatdeslieux-2020.pdf>
- Goldstein, D. A. N. et Wiedemann, J. (2020). Who Do You Trust? The Consequences of Political and Social Trust for Public Responsiveness to COVID-19 Orders <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3580547>

- Gosselin, J. (2020, 2 mai). «J'ai vu l'horreur», dénonce une volontaire en CHSLD. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-05-02/j-ai-vu-l-horreur-denonce-une-volontaire-en-chsld>
- Gouvernement du Canada. (2020). Visualisations interactives de données de COVID-19. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveaucoronavirus.html#a2> (consulté le 5 septembre 2020 – puis mise à jour quotidiennement)
- Gouvernement du Québec. (2020, 13 mai). *Conférence de presse sur la COVID-19 | 13 mai 2020*. [Vidéo]. [https://www.facebook.com/watch/live/?v=171467454234007&ref=watch\\_permalink](https://www.facebook.com/watch/live/?v=171467454234007&ref=watch_permalink)
- Groupe de travail mondial pour les médias publics. (2020). Le rôle des médias de service public en temps de pandémie. [Communiqué] <https://www.publicmediaalliance.org/global-task-force-public-media-serving-in-the-time-of-a-pandemic/>
- Hachey, I. (2020, 3 mai). Cinq jours en zone rouge. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-05-03/cinq-jours-en-zone-rouge>
- Hanseeuw, B., Cougnon, L.-A., Heeren, A., Gurnet, N. et Lits, G. (2020). Le (dé-)confinement, un enjeu humain et sociétal : Focus sur l'impact de « l'infodémie » de COVID-19 en Belgique francophone. *Louvain médical*, 139, 369.
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2020a). Données COVID-19 au Québec. <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees> (consulté le 3 juin 2020 – page mise à jour quotidiennement).
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2020b). *COVID-19 – Pandémie, croyances et perceptions Sondages sur les attitudes et comportements de la population québécoise*. <https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/3050-pandemie-croyances-perceptions-covid19.pdf>
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2020c). COVID-19 – Pandémie, croyances et perceptions Sondages sur les attitudes et comportements de la population québécoise. Faits saillants du 9 février 2021. <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/sondages-attitudes-comportements-quebecois/9-fevrier-2021>
- Hanitzsch, T. (2017). Professional Identity and Roles of Journalists. *Oxford Research Encyclopedias*. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228613.013.95>

Jacob, R. (2020). *Révolution Trump*. Montréal : Robert Laffont.

Julien, L. (2021, 26 janvier). [Lettre ouverte] L'importance de témoigner des ravages de la COVID-19. Des directeurs de grands médias demandent au gouvernement du Québec un accès aux hôpitaux pour les journalistes, pour montrer aux citoyens ce qui s'y passe. *ICI Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1765842/lettre-ouverte-importance-temoigner-ravages-covid-19-coronavirus?fromApp=appInfoIos&partageApp=appInfoIOS&accesVia=partage>

Justice Québec. (2020, 21 mars). *Suspension de délais en matière de justice administrative*. [Communiqué]. <https://www.justice.gouv.qc.ca/communiques/suspension-de-delais-en-matiere-de-justice-administrative/>

Kaye, D. (2020). Pandémies et liberté d'opinion et d'expression. Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Conseil des droits de l'homme. Nations Unies. <https://undocs.org/fr/A/HRC/44/49>

Koksal, M. et Grégoire, D. (2017). Journaliste, un métier en voie de précarisation. *Hesamag*, 15. [https://www.etui.org/sites/default/files/Hesamag\\_15\\_FR\\_WEB\\_0.pdf](https://www.etui.org/sites/default/files/Hesamag_15_FR_WEB_0.pdf)

Kotišová, J. (2019). *Crisis Reporters, Emotions, and Technology: An Ethnography*. Cham: Palgrave Macmillan.

Laberge, T. (2020, 8 novembre). Le Canada s'implique dans une coalition internationale pour dompter les GAFAs. *ICI Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1747832/steven-guilbeault-google-apple-facebook-amazon-taxe>

Labrie, Y. (2018). *L'Ontario nous offre une importante leçon en matière de transparence en santé*. Conseil des entreprises privées en santé et mieux-être. <https://www.cepsem.ca/a-quand-une-veritable-autonomie-pour-les-gestionnaires-du-reseau-de-la-sante-au-quebec-12-avril-2017/>

Lacoursière, A., Duchaine, G., Morasse, M-E., Lagacé, P. (2020, 14 avril). Dix résidences classées «rouge». *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-04-14/dix-residences-classees-rouge>

Lacroix, C. et Carignan, M-E. (2020a). Une crise dans la crise : comment les journalistes perçoivent-ils leurs rôles et leur avenir en temps de pandémie? *Les Cahiers du journalisme - Recherches*, 2020, vol. 2, n°5, p. R3-R18. <http://cahiersdujournalisme.org/V2N5/CaJ-2.5-R003.html>

- Lacroix, C. et Carignan, M-E. (2020b). Pandémie de COVID-19 : de nouvelles contraintes journalistiques qui menacent le droit à l'information. *Enjeux et société*, 7 (2), 271–296. <https://doi.org/10.7202/1073368ar>
- Lafrance, C. (2020, 23 avril). De l'utilité des journalistes, avant, pendant et après la crise. [Communiqué]. <https://www.fpq.org/fr/covid-19/de-lutilite-des-journalistes-avant-pendant-et-apres-la-crise>
- Lagacé, P. (2021, 22 janvier). Le voir pour le croire. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2021-01-22/le-voir-pour-le-croire.php>
- Lalancette, M. et Lamy, M. (3 avril 2020). Enjeux de l'éclipse médiatique provoquée par la COVID-19. *Options Politiques*. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/avril-2020/enjeux-de-leclipse-mediatique-provoquee-par-la-covid-19/>
- Landry, A. (2020, 6 octobre). *COVID-19 : couvrir une pandémie*, les coulisses d'un défi journalistique et humain. *ICI Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1739042/covid-19-documentaire-pandemie-les-coulisses-medias-journalistes>
- Landry, N., King, G., Brin, C., Giasson, T., Letellier, A.-S. (2018). *Pour en finir avec les fausses nouvelles. Un livre blanc sur l'éducation aux médias au Québec*. <https://media-education2018.telug.ca/fr/livre-blanc.php>
- Langlois, S., Proulx, S. et Sauvageau, F. (2019). La confiance envers les médias d'information et les médias sociaux au Québec. Centre d'études sur les médias. <https://www.cem.ulaval.ca/wp-content/uploads/2020/02/cem-confiance-langlois-proulx-sauvageau.pdf>
- La Presse. (2018). *Guide des normes et pratiques journalistiques de La Presse*. <https://jesoutiens.lapresse.ca/wp-content/uploads/2018/12/Guide-des-normes-et-pratiques-journalistique-La-Presse-version-d%C3%A9cembre-20181.pdf>
- La Presse canadienne. (2011, 14 novembre). Gomery veut l'adhésion obligatoire des médias au Conseil de presse. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/culture/336055/gomery-veut-l-adhesion-obligatoire-des-medias-au-conseil-de-presse>
- La Presse canadienne. (2020a, 12 mai). Sondage: les Québécois moins satisfaits de Legault. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-05-12/sondage-les-quebecois-moins-satisfaits-de-legault>

- Larousserie, D. (2020, 17 mars). Le Covid-19 engendre une multiplication des publications scientifiques. *Le Monde*. [https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/17/le-covid-19-engendre-une-multiplication-des-publications-scientifiques\\_6033385\\_1650684.html](https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/17/le-covid-19-engendre-une-multiplication-des-publications-scientifiques_6033385_1650684.html)
- Le Cam, F., Libert, M., et Domingo, D. (2020). Journalisme en confinement. Enquête sur les conditions d'emploi et de travail des journalistes belges francophones. *Les Carnets du LaPIJ*, (1). <https://lapij.ulb.ac.be/wp-content/uploads/2020/06/Les-Carnets-du-LaPIJ-1-Journalisme-en-confinement-Juin-2020.pdf>
- Legault, F. [@francoisegault]. (2020, 6 juin). Quand un "journaliste" me "tague" plus de 10 fois sur Twitter en disant que je mens... [Tweet]. Twitter. <https://twitter.com/francoislegault/status/1269321756289925122>
- Le Parisien. (2020, 27 mars). Coronavirus : plus de 900 morts supplémentaires en Italie, pire journée pour un pays. <https://www.leparisien.fr/international/coronavirus-pres-de-1000-morts-supplementaires-en-italie-pire-journee-pour-un-pays-27-03-2020-8289447.php>
- Lessard, D. (2018, 17 avril). Accès à l'information : la promesse de Couillard a du plomb dans l'aile. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201804/16/01-5161296-acces-a-linformation-la-promesse-de-couillard-a-du-plomb-dans-laile.php>
- Lewis, C. (2020). The Objects and Objectives of Journalism Research During the Coronavirus Pandemic and Beyond, *Digital Journalism*, 8:5, 681-689. DOI: [10.1080/21670811.2020.1773292](https://doi.org/10.1080/21670811.2020.1773292)
- Lewis, J., Williams, A., Franklin, B., Thomas, J. (2008). *The quality and independence of British journalism. Tracking the changes over 20 years*. Cardiff University. <https://orca.cf.ac.uk/18439/1/Quality%20%26%20Independence%20of%20British%20Journalism.pdf>
- Limaye, R.J., Sauer, M., Ali, J., Bernstein, J., Wahl, B., Barnhill, A., et Labrique, A.. (2020). Building trust while influencing online COVID-19 content in the social media world. *Lancet Digit Health*, 2(6): e277–e278. [https://doi.org/10.1016/S2589-7500\(20\)30084-4](https://doi.org/10.1016/S2589-7500(20)30084-4)
- Lindgren, A. (2020, 27 mai). Local news is being decimated during one of its most important moment. *Policy Options*. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/may-2020/local-news-is-being-decimated-during-one-of-its-most-important-moments/>
- Loicq, M. et Piette, J. (2019). L'éducation aux médias d'hier, d'aujourd'hui et de demain. [document inédit]. Université de Sherbrooke.

- Luhmann, N. (2006). *La Confiance. Un mécanisme de réduction de la complexité sociale*. Paris : Economica.
- Marquis, M. et Brousseau-Pouliot, V. (2020, 2 mai). Front commun des médias pour forcer la main d'Ottawa. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/medias/2020-05-02/front-commun-des-medias-pour-forcer-la-main-d-ottawa>
- Martel, M-E. (2018). *Extinction de voix: plaidoyer pour la sauvegarde de l'information régionale*. Montréal : Somme toute.
- Meunier, H. (2020, 9 avril). Journalisme de confinement. Repéré sur le site de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. *Billets de la FPJQ*. <https://www.fpqj.org/fr/tous-les-billets/journalisme-de-confinement>
- Milasin, L. et Baert, P. (2020, 23 février). Coronavirus: la Corée en état d'urgence, les voisins de l'Iran se protègent. [Dépêche Agence France-Presse] *Le Soleil*. <https://www.lesoleil.com/actualite/monde/coronavirus-la-coree-en-etat-durgence-les-voisins-de-liran-se-protigent-f121ec07d19f9c8234d4202c46ea6848>
- Miller, J. (2020). Psychological, Political, and Situational Factors Combine to Boost COVID-19 Conspiracy Theory Beliefs. *Canadian Journal of Political Science*, 1-8. <https://www.cambridge.org/core/journals/canadian-journal-of-political-science-revue-canadienne-de-science-politique/article/psychological-political-and-situational-factors-combine-to-boost-covid19-conspiracy-theory-beliefs/769693BA993ED5FBE3583803039E27EC>
- Monnier, A. (2020). Covid-19 : de la pandémie à la chasse aux fake news. *Recherches et éducations*, 10, DOI : <https://doi.org/10.4000/rechercheseducations.9898>
- Mucchielli, A. (dir.). (2009). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales* (3e édition revue et augmentée). Paris : Armand Colin.
- Muller (2020, 11 mars). Coronavirus is a huge story, so journalists must apply the highest ethical standards in how they tell it. *The Conversation*. <https://theconversation.com/coronavirus-is-a-huge-story-so-journalists-must-apply-the-highest-ethical-standards-in-how-they-tell-it-133347>
- Myles, B. (2020, 29 juin). Fragile transparence. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/581608/coronavirus-fragile-transparence>

- Nations unies. (2020, 2 mai) Les journalistes fournissent un « remède » à la désinformation sur le COVID-19, selon le chef de l'ONU. *ONU Info*. <https://news.un.org/fr/story/2020/05/1068002>
- Noar, S.M. et Austin, L. (2020). (Mis)communicating about COVID-19: Insights from Health and Crisis Communication. *Health communication*, 35(14), 1735–1739. <https://doi.org/10.1080/10410236.2020.1838093>
- Ogbodo, J. N., Onwe, E. C., Chukwu, J., Nwasum, C. J., Nwakpu, E. S., Nwankwo, S. U., Nwamini, S., Elem, S. et Iroabuchi Ogbaeja, N. (2020). Communicating health crisis: a content analysis of global media framing of COVID-19. *Health Promotion Perspectives*, 10(3), 257-269. 10.34172/hpp.2020.40
- Office québécois de la langue française (OQLF). (2017). Éclipse médiatique. Grand dictionnaire terminologique. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26544013](http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26544013)
- Office québécois de la langue française (OQLF). (2020). Infodémie. Grand dictionnaire terminologique. [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=26558108](http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26558108)
- Organisation des Nations Unies (ONU). (1948). *Déclaration universelle des droits de l'homme*. [https://www.ohchr.org/EN/UDHR/Documents/UDHR\\_Translations/frn.pdf](https://www.ohchr.org/EN/UDHR/Documents/UDHR_Translations/frn.pdf)
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2020a). *Conférence sur la sécurité Munich*. <https://www.who.int/fr/dg/speeches/detail/munich-security-conference>
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2020b). *COVID-19 – Chronologie de l'action de l'OMS*. <https://www.who.int/fr/news-room/detail/27-04-2020-who-timeline---covid-19>
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2020c). *Allocution liminaire du Directeur général de l'OMS lors du point presse sur la COVID-19 - 11 mars 2020*. <https://www.who.int/fr/dg/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19---11-march-2020>
- Paré, I. (2020, 18 novembre). Comment ça va chez vous? *Billets de la FPJQ*. <https://www.fpq.org/fr/billets/comment-ca-va-chez-vous>
- Pauls, K. et Yates, J. (2020, 27 janvier). Online claims that Chinese scientists stole coronavirus from Winnipeg lab have 'no factual basis'. *CBC News*. <https://www.cbc.ca/news/canada/manitoba/china-coronavirus-online-chatter-conspiracy-1.5442376>

- Payette, D. (2019). Mémoire déposé à la Commission de la culture et de l'éducation dans le cadre du Mandat d'initiative sur l'avenir des médias d'information. file:///C:/Users/cedlan/Downloads/006M\_006M\_Dominique\_Payette.pdf
- Péloquin, T. (6 avril 2020). Les Québécois respectent les consignes, selon Google. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/202004/06/01-5268156-les-quebecois-respectent-les-consignes-selon-google.php>
- Perez, M. (2008, 26 novembre). Santé publique et médias. *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*. Santé publique France, Hors-série. file:///C:/Users/cedlan/Downloads/21093\_9119-9119-ps.pdf
- Perreault, M. F., et Perreault, G. P. (2021). Journalists on COVID-19 Journalism: Communication Ecology of Pandemic Reporting. *American Behavioral Scientist*. <https://doi.org/10.1177/0002764221992813>
- Pilon-Larose. H. (2020, 17 juin). CHSLD: la coroner en chef ordonne une enquête publique. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-06-17/chsld-la-coroner-en-chef-ordonne-une-enquete-publique>
- Pew research center (2019). *Trust and Distrust in America*. file:///C:/Users/HP/Downloads/PEW-RESEARCH-CENTER\_TRUST-DISTRUST-IN-AMERICA-REPORT\_2019-07-22-1.pdf
- Posetti, J., et Ireton, C. (2018). Journalism, fake news & disinformation: handbook for journalism education and training. *UNESCO*. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000265552>
- Poynter. (2020) The International Fact-Checking Network. <https://www.poynter.org/ifcn/>
- Prince, V. (2018). La gestion de crise gouvernementale à l'ère de la diversité médiatique. (Mémoire de maîtrise). Université Laval. <https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/29750/1/34198.pdf>
- Quéré, L. (2018). Confiance et vérité. [http://cems.ehess.fr/docannexe/file/4292/op51\\_quere\\_confiance.pdf](http://cems.ehess.fr/docannexe/file/4292/op51_quere_confiance.pdf)
- Radio-Canada (2020a) *Normes et pratiques journalistiques*. <https://cbc.radio-canada.ca/fr/vision/gouvernance/normes-et-pratiques-journalistiques>
- Radio-Canada (2020b) *Procédure de cheminement des plaintes*. <https://cbc.radio-canada.ca/fr/ombudsman/procedures-pour-formuler-une-plainte>

- Renard, J. (2015). Les causes de l'adhésion aux théories du complot. *Diogène*, 249-250(1-2), 107-119. <https://doi.org/10.3917/dio.249.0107>
- Renaud, L. (2005). *Modèle du façonnement des normes par les processus médiatiques*. Dans P. Mongeau et J. SainCharles (dir.), *Communication : Horizons de pratiques et de recherche* (p. 235-254). Québec : Presses de l'Université du Québec. [https://www.irepsdl.org/\\_docs/Fichier/2015/4-150319025250.pdf](https://www.irepsdl.org/_docs/Fichier/2015/4-150319025250.pdf)
- Reporters sans frontières (RSF). (2020a). *La censure n'est pas une affaire intérieure*. <https://rsf.org/fr/laffaire-de-tous>
- Reporters sans frontières (RSF). (2020b) *Pays: Le classement au temps du coronavirus*. <https://rsf.org/fr/pays>
- Reporters sans frontière (RSF) (2020c). *Censure et attaque. Le journalisme en quarantaine*. <https://rsf.org/fr/censure-et-attaques>
- Reuters Institute. (2018). *Reuters Institute Digital News Report 2018*. <https://www.reutersagency.com/wp-content/uploads/2019/03/digital-news-report-2018.pdf>
- Reuters Institute (2020). *Reuters Institute Digital News Report 2020*. [https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2020-06/DNR\\_2020\\_FINAL.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2020-06/DNR_2020_FINAL.pdf)
- Reynolds B. et Seeger, M. W. (2005). Crisis and emergency risk communication as an integrative model. *J Health Commun*, 10(1), 43-55. doi: 10.1080/10810730590904571.
- Richer, J. (2020, 31 mai). Victime collatérale de la COVID 19: l'accès à l'information gouvernementale. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-05-31/victime-collaterale-de-la-covid-19-l-acces-a-l-information-gouvernementale>
- Richer, J. (2020, 18 juillet). Mystère autour des réserves d'équipements médicaux. *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2020/07/18/mystere-autour-des-reserves-dequipements-medicaux>
- Rinn, M. et Sherlaw, W. (dir). (2018). Santé publique et communication. *Médiation et information*. Éditions L'Harmattan.
- Roy, J-H. (2019). *Pour un fonds des médias nouveau et amélioré*. Dans F. Huot (dir.) *L'État du Québec 2020* (p.113-121). Montréal : Del Busso.

- Sadjadi, M., Moerschel, K.S. et Petticrew, M. (2020). Social distancing: barriers to its implementation and how they can be overcome - a rapid systematic review and synthesis of qualitative studies. medRxiv. doi.org/10.1101/2020.09.16.20195966.
- Saint-Jean, A. (2002). *Éthique de l'information : fondements et pratiques au Québec depuis 1960*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Sauvé, M-R. (2019). *Les fake news dans les médias du Québec : perceptions des journalistes*. (mémoire de maîtrise). Université de Sherbrooke. [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/15993/Sauve\\_Mathieu\\_Robert\\_MA\\_2019.pdf?sequence=7&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/15993/Sauve_Mathieu_Robert_MA_2019.pdf?sequence=7&isAllowed=y)
- Sauvé, M-R. (2020, 13 mars) Coronavirus et fake news : l'assemblage catastrophique. *The Conversation*. <https://theconversation.com/coronavirus-et-fake-news-lassemblagecatastrophique-133297>
- Savoie-Zajc, L. (1996). Saturation. Dans A. Mucchielli (Dir.) : *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.
- Scott, H. et Tuitou, D. (2020, 8 juin) La plus vaste crise économique depuis 150 ans, selon la Banque mondiale. [Dépêche Agence France-Presse] *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2020-06-08/la-plus-vaste-crise-economique-depuis-150-ans-selon-la-banque-mondiale>
- Selva, M. et Feinstein, A. (2020, 17 juillet). COVID-19 is hurting journalists' mental health. News outlets should help them now. *Reuters Institute*. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/risj-review/covid-19-hurting-journalists-mental-health-news-outlets-should-help-them-now>
- Sormany, P. (2000). *Le métier de journaliste. Guide des outils et pratiques du journalisme au Québec*. Nouvelle édition. Montréal : Boréal.
- Statistique Canada. (2020). *Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes 1 : Répercussions de la COVID-19*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200408/dq200408c-fra.htm>
- Suárez, E. (2020, 23 mars). How journalists can help stop the spread of the coronavirus outbreak. *Reuters Institute*. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/risj-review/how-journalists-can-help-stop-spread-coronavirus-outbreak>
- Tejedor, S., Cervi, L., Tusa, F., Portales, M. et Zabolina, M. (2020). Information on the COVID-19 Pandemic in Daily Newspapers' Front Pages: Case Study of Spain and

- Italy. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 17(17), 6330. 10.3390/ijerph17176330
- Trewinnard, T. (2020, 13 avril). The coronavirus crisis will eventually end, but the distributed newsroom is here to stay. *NiemanLab*. <https://www.niemanlab.org/2020/04/the-coronavirus-crisis-will-eventually-end-but-the-distributed-newsroom-is-here-to-stay/>
- UNESCO. (2020). *Journalisme, liberté de la presse et COVID-19*. [https://fr.unesco.org/sites/default/files/unesco\\_covid\\_brief\\_fr.pdf](https://fr.unesco.org/sites/default/files/unesco_covid_brief_fr.pdf)
- Université de l'Ontario français. (2020). *Collaborer à la revue*. <https://uontario.ca/partenerariats/la-revue-enjeux-et-societe/collaborer-a-la-revue>
- Université de Sherbrooke. (2021). *Enquête internationale menée par l'Université de Sherbrooke sur l'influence des stratégies de communication en contexte de pandémie. Vaccin contre la COVID-19 : hausse importante du nombre d'indécis*. <https://www.usherbrooke.ca/actualites/rerelations-medias/communiques/2021/fevrier/communiques-detail/c/44580/>
- Van der Maren, J.-M. (1995). *Méthodes de recherche pour l'éducation*. Montréal, Québec : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Villeneuve, N. (2013, 20 décembre). Rétrospective 2013: une année au goût d'érable. *Chroniques du Conseil de presse du Québec*. <https://conseildepresse.qc.ca/en/actualites/chroniques/retrospective-2013-une-annee-au-gout-derable/>
- Vilmer, J-B., Escorcía, A., Guillaume, M., Herrera, J. (2018). *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*. Ministère des Armées. [https://www.defense.gouv.fr/content/download/541267/9279617/file/Les\\_manipulations\\_de\\_l\\_information.pdf](https://www.defense.gouv.fr/content/download/541267/9279617/file/Les_manipulations_de_l_information.pdf)
- Vraga, E. K., Tully, M. et Bode, L. (2020). Empowering Users to Respond to Misinformation about COVID-19. *Media and Communication*, 8(2), 475479. doi: 10.17645/mac.v8i2.3200
- Wechsler, Steph (2020, 29 avril). We Mapped all the Media Impacts of COVID-19 in Canada. *J-Source, The Canadian Journalism Project*. <https://j-source.ca/article/we-mapped-all-the-media-impacts-of-covid-19-in-canada/>
- Wilson, C. et Hoechsmann, M. (2016). Évolution historique et perspectives actuelles. Dans : A-S. Letellier et N. Landry (dir), *L'éducation aux médias à l'ère numérique : Entre*

fondations et renouvellement. Presses de l'Université de Montréal. doi :10.4000/books.pum.2731

Yates, J. (2020, 30 janvier). Coronavirus : une crise de désinformation sans précédent. *ICI Radio-Canada*.

**Appendice A : Certification du comité éthique de la recherche**

Sherbrooke, le 8 avril 2020

Mme Caroline Lacroix  
FLSH Communication (études)  
Université de Sherbrooke

Directrice ou directeur de recherche :  
Mme Marie-Eve Carignan

**N/Réf. 2020-2488/Lacroix**

**Objet : Approbation finale de votre projet de recherche**

Madame,

Le Comité d'éthique de la recherche – Lettres et sciences humaines a reçu les clarifications ou les modifications demandées concernant votre projet de recherche intitulé « **« L'art de (bien) s'informer, ça s'apprend? » nouveau titre : Le journalisme au temps de la pandémie de la COVID-19** ». ».

Les documents suivants ont été analysés :

- Formulaire de réponse aux conditions (F20-5963)
- Projet de recherche (Comité éthique - révision demande Caroline.doc) [date : 06 avril 2020, version : version 2]
- Outil de collecte des données (Guide thématique d'entretien.pdf) [date : 06 avril 2020, version : Version 1]
- Outil de collecte des données (Guide thématique d'entretien.pdf) [date : 07 avril 2020, version : Version 2]
- Recrutement (Lettre invitation Professionnels de l'information.pdf) [date : 06 avril 2020, version : Version 1]
- Recrutement (Lettre invitation Professionnels de l'information.pdf) [date : 07 avril 2020, version : Version 2]
- Formulaire d'information et de consentement (Formulaire de consentement - Entretien Professionnels de l'information.pdf) [date : 06 avril 2020, version : Version 1]
- Formulaire d'information et de consentement (Formulaire de consentement - entretien Professionnel de l'information.pdf) [date : 07 avril 2020, version : Version 2]

Le comité a le plaisir de vous informer que votre projet de recherche a été **approuvé**.

Cette approbation étant **valide jusqu'au 8 avril 2021**, il est de votre responsabilité de remplir le formulaire de suivi (formulaire F5-LSH) que nous vous ferons parvenir annuellement. Il est également de votre responsabilité d'aviser le comité de toute modification au projet de recherche (formulaire F4-LSH) ou de la fin de votre projet (formulaire F6-LSH). Ces deux derniers formulaires sont disponibles dans Nagano.

**En raison de la pandémie de CoVID-19, le comité vous rappelle que vous ne pouvez pas faire le recrutement et la collecte des données en présentiel auprès des personnes participantes jusqu'à ce que l'Université de Sherbrooke annonce le retour à la normale des activités de recherche. Pour suivre l'évolution de la situation, consulter le site [USherbrooke.ca/coronavirus](https://usherbrooke.ca/coronavirus).**

Le comité vous remercie d'avoir soumis votre demande d'approbation à son attention et vous souhaite, Madame, le plus grand succès dans la réalisation de cette recherche.



M. Olivier Laverdière  
Président du CÉR - Lettres et sciences humaines  
Professeur au département de psychologie  
Faculté des lettres et sciences humaines

c. c. Vice-décanat à la recherche  
Directeur ou directrice de recherche (le cas échéant)  
Service d'appui à la recherche, à l'innovation et à la création (le cas échéant)

**Appendice B : Grille thématique utilisée pour les entretiens semi-dirigés**

## Grille thématique utilisée pour les entretiens semi-dirigés

Rappel : Au début de l’entrevue, demander à la personne si elle a pris connaissance du formulaire et lui demander si elle accepte de participer et si elle désire recevoir un résumé des résultats

Questions principales	Idées de questions complémentaires
1-De façon générale, de quelle manière la pandémie de la COVID-19 affecte-t-elle votre travail journalistique au quotidien?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelle est l’ampleur de la situation?</li> <li>• Quels sont les principaux défis auxquels vous faites face dans cette crise en tant que journaliste?</li> <li>• Quels sont les enjeux journalistiques les plus préoccupants?</li> <li>• Sentez-vous que vous êtes en mesure de faire votre travail comme « un service essentiel », tel que l’a déclaré le premier ministre François Legault?</li> </ul>
2-CUEILLETTE D’INFORMATION: En quoi les contraintes liées à la pandémie de la COVID-19 vous forcent-elles à modifier vos pratiques journalistiques?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avez-vous accès aux lieux vous permettant de vérifier l’information?</li> <li>• Avez-vous accès aux personnes-clés que vous devez questionner?</li> <li>• Avez-vous moins, autant ou plus de temps pour produire vos reportages?</li> <li>• Quels sont les risques auxquels vous vous exposez en tant que journaliste pour faire votre travail ?</li> <li>• Sentez-vous que vous mettez votre propre santé en jeu pour poursuivre votre mission, soit celle d’informer? Contracté la COVID-19?</li> </ul>
3-COUVERTURE DES POINTS DE PRESSE:	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sentez-vous que vous avez suffisamment de temps pour poser vos questions?</li> </ul>

<p>Le fait que les points de presse des autorités soient diffusés en intégralité, en direct, sur les chaînes d'information continue, influence-t-il votre travail?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Est-ce que cela influence votre façon de poser des questions ou d'aborder certains sujets? Si oui, comment?</li> <li>• Sentez-vous que votre travail est davantage scruté à la loupe par le public?</li> <li>• Avez-vous l'impression que votre travail fait l'objet de davantage de commentaires et de critiques de la part du public?</li> </ul>
<p>4-Quelle est votre perception de la qualité de l'information diffusée dans les médias québécois?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sentez-vous que les contraintes liées à la pandémie affectent la qualité de votre travail?</li> <li>• Quelle est votre perception de la qualité du travail de vos collègues en ces temps de crise?</li> <li>• La crise renforce-t-elle votre perception quant à votre rôle de journaliste ou, au contraire, vous remet-elle en question à propos de votre métier?</li> </ul>
<p>5-Quels sont les défis liés à la couverture de l'autre épidémie juxtaposée à la pandémie de la COVID-19, celle surnommé l'infodémie (épidémie de fake news)?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À quel point cette situation vous préoccupe?</li> <li>• Dans ce contexte de multiplication des fake news, quelle est votre perception quant à la confiance que le public voué aux journalistes?</li> <li>• Considérez-vous que votre employeur consacre suffisamment de ressources à la lutte aux fake news? Plus, moins ou autant qu'avant la crise?</li> <li>• Est-ce votre rôle de vérifier les informations selon vous?</li> <li>• Quels moyens pourraient être mis en place pour aider les journalistes à vérifier davantage l'information qui circule?</li> </ul>
<p>6-Dans le contexte de manques de ressources financières des médias traditionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le premier ministre François Legault a déclaré que les médias d'informations représentent un service essentiel: le ressentez-vous en termes de ressources humaines, matérielles et financières?</li> </ul>

---

(accentué par le ralentissement économique), estimez-vous que vous avez les moyens nécessaires pour bien informer la population au sujet de la pandémie?

- La crise a-t-elle engendré des diminutions de ressources qui ont un impact sur votre travail?
- Le gouvernement en fait-il suffisamment pour assurer une information de qualité, locale et diversifiée?

---

7-Selon vous, quelle est la responsabilité professionnelle d'un journaliste qui estime qu'il n'a pas les moyens financiers et sécuritaires de faire son travail?

- Vous êtes-vous retrouvé dans une situation où vous manquez de moyen pour effectuer adéquatement votre travail? Si oui, dans quelles circonstances?
- L'avez-vous soulevé à votre direction? Quelle a été sa réaction?

---

8-Production à effectif réduit, télétravail, multiplication des entrevues web; croyez-vous qu'une fois derrière nous la crise va transformer les façons de produire de l'information au Québec?

- Craignez-vous que des organes de presse en profitent pour réduire les coûts de production au détriment de la qualité de l'information?
  - Qui selon vous pourrait davantage faire les frais de cette transformation?
  - Croyez-vous, à l'inverse, que la crise pourrait être bénéfique pour les médias? Si oui, comment?
  - Selon vous, comment votre travail pourrait être transformé au terme de cette crise?
-